



Supplément «Libre-Idées»

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14804 - 8 F

VENDREDI 10 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que M. Bush estime que sa visite à Tokyo a été un « succès »

Les Japonais se félicitent de la «solidité» de leurs liens avec les Etats-Unis

La santé du président

L'époque des images instantanées, celle du président américain s'effondrant sur son siège lors d'un banquet officiel de cent trente couverts donné en son honneur par le premier ministre japonais a de quoi frapper les esprits. Elle vient brutalement rappeler que M. George Bush a soixante-sept ans. L'âge et l'état de santé du président sont désormais des éléments à prendre en compte pour l'élection de novembre prochain.

M. Bush a souvent dit que seule une mauvaise santé l'empêcherait de demander à ses concitoyens de lui accorder un second mandat. Il s'est efforcé, à peine remis de son malaise officiellement dû à une grippe intestinale, de dissiper l'inquiétude et de présenter toute l'affaire comme un incident sans conséquence. Les deux Bush ont d'ailleurs montré leur grande maîtrise face à une situation imprévue.

M. Bush a su improviser un toast pour remplacer son mal, et l'un et l'autre ont fait assaut de plaisanteries pour détendre l'atmosphère. Le président a eu soin de faire savoir qu'il avait annulé un seul des rendez-vous prévus pour sa dernière tournée au Japon. La Maison Blanche a indiqué que le malaise du président était dû à une gastro-entérite, forme commune de grippe intestinale, et que « tout était parfait », au vu des divers examens subis par M. Bush, dont un électrocardiogramme.

Il s'agit cependant de la deuxième alerte pour l'intéressé. M. Bush avait dû être hospitalisé en mai pour des troubles du rythme cardiaque provoqués par une hyperthyroïdie. Celle-ci a été depuis soignée avec succès. Pour corriger l'effet des images dramatisées diffusées par la télévision japonaise, l'entourage du président américain s'est donc efforcé de réitérer l'impression que M. Bush pourrait avoir été victime d'une déshydratation.

Les responsables du Parti républicain ont travaillé dans le même sens aux Etats-Unis, répétant que cet incident ne modifiait en rien leur stratégie électorale. Le vice-président Quayle s'est rendu mercredi, comme prévu, dans le New Hampshire, ce petit Etat de la côte est où aura lieu le 18 février la première discussion primaire de la campagne. Il n'a pas été question de celui-ci assumer temporairement les pouvoirs présidentiels, mais l'événement a nécessairement réveillé les doutes d'une partie de l'opinion américaine sur les capacités de M. Quayle à exercer la fonction suprême en cas de malheur.

La toute-puissance de la «médiasphère» est parfaitement illustrée par le retentissement de cet épisode de santé. M. Bush n'est pas le premier président à être malade ou inconnu - à éprouver un malaise de cette sorte. La rançon du tout-médiatique est dans cet effet de loupe qui place l'opinion en position d'observateur incessant des moeurs, sévères ou minimes, des grands de ce monde.

Il est à prévoir qu'on verra encore plus souvent qu'à l'accoutumée, dans les mois à venir, M. Bush se livrer devant les caméras à l'un de ses sports favoris...

M0147 - 0110 0 - 6,00 F



Apparemment remis de son accident de santé, M. George Bush a conclu, jeudi 9 janvier, ses négociations à Tokyo avec le premier ministre nippon. La président américain a qualifié de « succès » une visite qui, selon M. Kichi Miyazawa, « consacre les liens désormais très solides entre les deux pays ». Toutefois, certains engagements commerciaux obtenus par Washington restent conditionnels, et l'insistance de M. Bush paraît avoir terni l'image des Etats-Unis aux yeux des Japonais.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que dominée par les problèmes intérieurs américains, la visite au Japon du président américain a néanmoins pris une dimension diplomatique à la hauteur de la puissance des deux pays. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, dans laquelle il est apparu en forme, plaisantant sur le fait que « même un démocrate peut attraper la grippe », M. Bush a qualifié de « succès » ses entretiens avec le premier ministre Kichi Miyazawa. Soulignant que les liens entre les Etats-Unis et le Japon constituent

le « cœur de la stabilité en Asie », il a déclaré qu'un « approfondissement de la coopération entre les deux pays est essentiel pour la stabilité du reste du monde ».

La « déclaration de Tokyo » signée par les deux dirigeants appelle notamment à un renforcement du dialogue politique entre les sept grands pays industriels ainsi que des rapports entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. Il est mentionné notamment un approfondissement des contacts du Japon avec l'OTAN.

PHILIPPE PONS
Lire la suite page 5

Le contrôle des forces armées

Le différend russo-ukrainien met en péril la CEI

Le différend entre la Russie et l'Ukraine pourrait menacer la nouvelle Communauté d'Etats indépendants (CEI). Le président ukrainien Leonide Kravtchouk devait rencontrer, le 9 janvier à Kiev, des responsables militaires pour tenter de trouver une solution au conflit portant sur le contrôle de la flotte de la mer Noire et des forces communautaires en Ukraine. La veille, il avait déclaré : « La Russie ne se comporte pas avec nous comme avec un Etat indépendant. »

MOSCOU

de notre correspondant

A peine constituée, la Communauté des Etats indépendants bat de l'aile, victime des dissensions entre ses deux principaux fondateurs, la Russie et l'Ukraine. Le pire n'est pas encore sûr et un compromis finira peut-être par être trouvé sur ce qui constitue le problème du jour : l'avenir des forces armées communautaires.

Mais quelle que soit son issue, la querelle, qui s'est cristallisée autour du contrôle de la flotte de la mer Noire, aura servi de révélateur : la méfiance qui s'est instaurée entre Moscou et Kiev, le

heurt des susceptibilités, la réémergence des vieux complexes, rendent hautement aléatoire l'avenir d'une « Communauté » qui avait précisément été imaginée par les dirigeants russes comme un moyen de « récupérer » l'Ukraine, de l'empêcher de rompre tout à fait les liens séculaires qui l'unissaient à Moscou.

En principe, le conflit ne porte que sur l'interprétation des accords de Minsk, encore d'ailleurs très schématiques et qui laissent un grand nombre de questions sans réponse.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 4

Chômage : mesures d'urgence

Les mesures pour l'emploi annoncées par Mme Edith Cresson sur Antenne 2, mercredi 8 janvier, arrêtées dans la hâte, touchent essentiellement les jeunes en difficulté et les chômeurs de longue durée. Elles reprennent et amplifient des programmes existants ou en cours d'adaptation, avec le souci d'apporter un traitement plus personnalisé à des situations différentes. Effort complémentaire de formation pour les jeunes qui ont besoin d'une préqualification, élargissement des actions spécifiques en faveur des chômeurs de longue durée, le programme annoncé par le premier ministre nécessite encore mises au point et précisions.

Au-delà de l'effet médiatique et de la recherche d'un « traitement statistique » du chômage avant la période électorale, on peut se demander si le gouvernement n'atteint pas aujourd'hui la limite de ses capacités d'action dans ce domaine.

Lire page 16 les articles d'ALAIN LEBEAURE

Le remplacement de M. Mauroy par M. Fabius à la tête du Parti socialiste

Changer, jusqu'où ?

par Jean-Marie Colombani

« Il y a toujours une génération sacrifiée : après moi, c'est celle de Michel Rocard et Pierre Mauroy, comme, avant moi, ce fut celle de René Fievez » : ce constat, fausement attiré, a été souvent utilisé par M. Mitterrand pour inviter les observateurs, et surtout ses propres amis, à tourner leurs regards vers M. Laurent Fabius. Il reprend toute sa force au moment où M. Mauroy, de son propre chef, vient au-devant d'une préoccupation constante de son prestigieux prédécesseur à la tête du PS.

Le passage de témoin d'une génération à l'autre, mais aussi d'un social-démocrate convaincu

à un pur produit du néolibéralisme des élites françaises, n'est donc pas un tournant parmi d'autres dans l'histoire de la gauche. Il est peut-être, après le congrès « idéologique » de l'Arche, qui a permis la mise à jour de la doctrine du PS, ou plutôt la codification de sa pratique libérale, le premier acte fondateur de l'après-mitterrandisme.

Il n'est toutefois pas certain qu'à lui seul le remplacement de M. Mauroy par M. Fabius - effectif depuis la réunion du comité directeur, jeudi matin 9 janvier - suffise à sortir le socialisme français de son scepticisme délabré, encore moins le pays de sa maladie de « l'angeur ». Car, si ce changement-là

lève, au moins provisoirement, le handicap de la division des socialistes, il ne saurait être efficace sans le choc positif que constituerait, avant qu'il ne soit trop tard, un changement du dispositif gouvernemental.

En dehors des causes plus profondes du malaise actuel que sont, notamment, le poids du chômage et le règne de l'affairisme, le pouvoir paie en effet au prix fort deux échecs récents et retentissants, tous deux largement imputables au président.

Lire la suite page 6 et l'article de FASCAL ROBERT-DIARD « Laurent Fabius, l'enfant gâté de la gauche »



Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Janvier 1992

Premier dossier

Les Jeux olympiques d'hiver

Formidable enjeu pour la Savoie, les Jeux olympiques d'hiver ont été l'occasion d'un épique marathon financier, et on n'est pas encore... au bout des comptes. Les difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idéal olympique et la beauté du spectacle.

Second dossier

Les PME-PMI

Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux problèmes que le plan lancé à la rentrée par le premier ministre devrait aider à résoudre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Yougoslavie : démission du ministre fédéral de la défense

Le général Veljko Kadijevic a quitté son poste au lendemain de la mort de cinq observateurs européens.

page 3

M. Dumas en Israël

Deux jours de visite pour renouer des liens.

page 5

La décennie télévisuelle

Quatrième et dernier volet de notre enquête : Le chemin de croix des « sages ».

page 15

Uruguay Round : pressions sur l'Europe

La présidence portugaise de la Communauté européenne paraît maintenant favorable aux positions américaines.

Lire page 16 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

Hausse des profits bancaires en 1991

Les marges bénéficiaires ont augmenté de 20 % au premier semestre.

Lire page 18 l'article de FRANÇOIS RENARD

Planchon défend «Zucco»

Le codirecteur du TNP de Villeurbanne s'inquiète des menaces qui pèsent sur les représentations de la pièce de Bernard-Marie Koltès.

page 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

LEVES - LIVES

Un hiver à lire : la rentrée littéraire

■ Le Capital, version Max Weber ■ Histoire : 1492, année admirable, année effroyable ■ Philosophie : la vieille dame et la jeune fille, par Roger-Pol Droit ■ D'autres mondes, par Nicole Zand ■ La honte d'être blanc ■ Le feuilleton de Michel Braudeau, pages 23 à 30

La mort de Georges Poulet

Critique littéraire et essayiste, auteur des *Études sur le temps humain*, Georges Poulet est mort le 31 décembre à Bruxelles. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Belge d'origine, vivant à Nice, il était proche de l'école de Genève (Jean Rousset, Marcel Raymond, Jean Starobinski).

Lire page 13 l'article de ROLAND JACCARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Arabie, 8 DH ; Tunisie, 78 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Néerlande, 9 F ; Côte d'Ivoire, 466 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Inde, 1,20 T ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2,5 \$ USA (autres), 2,60 \$.

DÉBATS

Croatie

S'il en est encore temps...

par Bernard Stasi

L n'est pas dans les habitudes de la vie politique française qu'un opposant critique le gouvernement de son pays lorsqu'il se trouve à l'étranger.

Mais que répondre au président Franjo Tudjman ou au cardinal Kuharic, archevêque de Zagreb, que répondre au passant qui, ayant reconnu l'homme politique français dont il a vu l'image à la télévision la veille au soir, l'interpelle dans la rue, ou au jeune garde national qui a passé toute la nuit sur une barricade, aux portes de la ville assiégée de Karlovac, face aux lignes serbes, que leur répondre, lorsque avec tristesse, avec étonnement, avec colère, ils interrogent sur le comportement de la France : « Pour quoi la France, pays des droits de l'homme et de la liberté des peuples, n'a pas voulu nous reconnaître ? Pourquoi hésite-t-elle encore ? Pourquoi n'est-ce pas elle, et non l'Allemagne, qui a montré la voie à la Communauté européenne ? »

Face à ces interrogations, comment tenter de justifier l'injustifiable ?

En effet, aucun des arguments, assés de façon péremptoire ou suggérés à voix basse, ne paraît convaincant lorsqu'on se trouve sur le terrain.

Volonté de maintenir, en Yougoslavie comme dans l'ex-URSS, le statu quo, c'est-à-dire un pouvoir central fort et des structures fédérales contraignantes, de peur que leur disparition ne crée une situation anarchique ? Comme s'il était possible d'obliger à vivre encore ensemble des peuples qui n'ont été réunis que par la force et n'ont été maintenus ensemble pendant de nombreuses décennies que par des structures qu'ils rejettent au moment où ils aspirent à la liberté.

Crainte de voir accéder à la souveraineté deux pays qui, géographiquement et culturellement, sont situés dans la mouvance du monde germanique, ce qui risque d'aboutir à l'effacement de l'influence de l'Allemagne au cœur de l'Europe ? Comme si le meilleur moyen de jeter la Croatie et la Slovénie dans les bras de l'Allemagne n'était pas précisément de rester à la traîne quand nos voisins d'outre-Rhin multiplient les gestes d'amitié à leur égard ?

Une force d'interposition

Attachement à l'amitié traditionnelle entre la Serbie et la France ? Comme si le fait que les Serbes ont été nos alliés pendant la première guerre mondiale et ont participé activement à la résistance contre

l'occupant nazi - mais beaucoup de Croates aussi - soit un argument à la main - pouvait nous dispenser de dénoncer aujourd'hui l'agression à laquelle se livre la Serbie afin d'annexer par la violence des armes près d'un tiers du territoire croate ?

Il ne sert à rien de s'interroger aujourd'hui sur ce qu'il serait advenu si, il y a six mois, lorsque le peuple croate et le peuple slovène, démocratiquement et massivement, choisirent l'indépendance, celle-ci avait été officiellement reconnue par la Communauté européenne. Mais il est permis de penser que la Serbie aurait hésité à attaquer un pays reconnu souverain - et surtout si une force d'interposition européenne avait été installée aux frontières pour prévenir une agression que tout permettait de redouter. Domage que la France n'ait donné son accord pour l'envoi de cette force d'interposition que lorsque, les hostilités ayant été déclenchées, l'efficacité de son intervention devenait contestable.

En tout cas, l'avenir de ce qui fut la Yougoslavie ne se présente pas sous un jour aussi sombre. Il y a six mois, les dirigeants croates se disaient prêts à participer, une fois l'indépendance de leur pays reconnue, à la création d'une communauté de Républiques souveraines. Aujourd'hui, le président Tudjman n'envisage plus aucune forme de coopération avec la Serbie. Quel avenir commun, en vérité, pourrait-on bâtir, du moins avant de très nombreuses années, sur tant de haines accumulées et de violence déchaînée, sur les ruines de Vukovar ou d'Osijek ?

Est-ce à dire que la reconnaissance de la souveraineté croate par la Communauté européenne n'aurait plus, désormais, aucun effet ?

Sans doute ne suffirait-elle pas, à elle seule, à faire taire les armes. D'ailleurs, à supposer que le quinzième cessez-le-feu soit respecté (ce qui semble être globalement le cas au moment où ces lignes sont écrites, mais qu'en sera-t-il quand

elles seront publiées ?), rien ne prouve que l'arrivée des « casques bleus » mette fin aux hostilités, tant le comportement, souvent irrationnel, des protagonistes, est imperméable à tout raisonnement, échappe à toute prévision.

On peut supposer néanmoins que la reconnaissance de la Croatie calmerait les quelques excès d'un nationalisme d'autant plus douloureusement exacerbé qu'il ne bénéficie pas de la reconnaissance internationale à laquelle il estime légitimement avoir droit.

Il est, par ailleurs, évident que la reconnaissance de sa souveraineté par l'ensemble de la Communauté européenne rendrait la pleine conscience de sa dignité à un peuple qui se sent humilié de se voir, malgré sa longue histoire, malgré sa volonté clairement exprimée, malgré son combat courageux, contesté dans son identité, dans son existence même. D'autant plus humilié, en réalité, que la Communauté européenne n'a pas posé la moindre condition, n'a pas exigé la moindre garantie, ne s'est pas imposé le moindre délai pour reconnaître l'indépendance d'une dizaine de Républiques, quelques jours seulement après la dissolution de l'URSS.

En vérité, ce n'est ni la dignité ni l'honneur de la Croatie qui sont en jeu en cette circonstance. C'est plutôt de l'honneur de la France et de l'Europe dont il est question, et qu'il s'agit, s'il est encore temps, de sauver d'un naufrage. Honneur qui, malgré les initiatives humanitaires de Bernard Kouchner et l'action courageuse des observateurs de la Communauté européenne, risque d'être terni pour longtemps - et pas seulement aux yeux des Croates.

► Bernard Stasi, maire d'Épernay, premier vice-président du CDS.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le chaudron européen

L'effondrement de l'empire soviétique a libéré les passions séparatistes et ravivé des haines tenaces. Les petites nations de l'Europe centrale sont à nouveau menacées par la balkanisation.

Le 12 mars dernier, Vaclav Havel, le prestigieux président de la République tchèque, symbole de la résistance antitotalitaire et de la libération démocratique, a été empêché de parler, sur la place de Bratislava, par une foule survoltée venue manifester pour l'indépendance de la Slovaquie. Alors, raconte l'écrivain Bohumil Hrabal, dans un texte sarcastique publié par la Nouvelle Alternative, « Monsieur le Président a quitté cette marmite bouillante de haine pour regagner le château et son trône présidentiel... » Une scène analogue devait se reproduire le 28 octobre, jour anniversaire de l'état tchécoslovaque.

Sans doute est-ce à une marmite de ce genre que pensait Vaclav Havel, lorsqu'il a écrit les *Réflexions esthétiques*, dont le *Lettre internationale* publie un extrait, dans un numéro consacré précisément au « chaudron européen » : « Le retour de la liberté dans un milieu en pleine décomposition morale devait entraîner un phénomène qui était manifestement dans la nature des choses et auquel il fallait donc s'attendre, mais qui se révèle néanmoins infiniment plus grave qu'on ne fut en mesure de le prévoir - à savoir la formidable explosion de tous les mauvais instincts imaginables. » Et il désigne sans détour les composantes de ce « feu sacré » : « Rancœurs et suspensions entre les nationalités, racismes, voire manifestations de fascisme, démagogie éhontée, intrigues et mensonges débridés, cuisine politicienne (...), fanatismes de tout acabit... »

Ces rancœurs nationalistes et cette cuisine politicienne, il les a vues directement à l'œuvre sur la place de Bratislava et dans les pulsions séparatistes qui minent la Tchécoslovaquie. La Nouvelle Alternative, qui considère l'effacement de la fédération tchécoslovaque comme « presque certain », a mené une enquête auprès de nombreuses personnalités tchèques et slovaques, pour mieux comprendre les racines du nationalisme slovaque.

Le « virus de la haine »

La plupart des personnalités interrogées (y compris tchèques) mettent en avant l'angoisse de Prague à l'égard de la Slovaquie, moins développée économiquement, trop soumise à l'Eglise catholique, moins prête à faire le grand saut dans l'Europe libérale et le capitalisme. Beaucoup s'inquiètent de l'apparition de courants d'extrême-droite chez les Tchèques, pressés de se débarrasser du « boulet slovaque », trop coûteux et dont les tendances socialisantes freinent la marche vers la société de consommation.

Mais si les Slovaques sont unanimes à réclamer une véritable reconnaissance nationale et une égalité de droit entre deux États, la plupart mettent en garde contre les conséquences d'un éclatement de la fédération et redoutent les tentations de la violence et de la dictature. Seul Vladimir Mecler, le bouillant président du Mouvement pour la Slovaquie démocratique, fait une allusion à peine voilée à une possible évolution non pacifique. « Je voudrais pouvoir assurer à tous que, si une République slovaque indépendante voit le jour, elle sera démocratique (...). J'espère, ajoute-t-il, menaçant, que cette République n'aura pas à recourir à la force. »

Ce souhait de ne pas recourir à la force, il y a longtemps qu'il est malheureusement dépassé en Yougoslavie, où Serbes et Croates se livrent une lutte armée sans merci. Dans un

numéro intitulé « Balkans et balkanisation », la revue *Hérodate* rappelle les données historiques de ce conflit, suivi par l'inextricable enchevêtrement de nations antagonistes sur les mêmes territoires. Dans son article « Guerre civile et enjeux territoriaux en Yougoslavie », le géographe Michel Roux évoque un passage du livre d'Ivo Andrić, *Tram et autres contes juifs*.

A Sarajevo, raconte ce dernier, les heures de la nuit sont rythmées par les sonneries discordantes des horloges de la cathédrale orthodoxe, de la cathédrale catholique, de la mosquée, tandis que les jadis font leurs propres comptes en silence. « Ainsi, écrit Ivo Andrić, même la nuit quand tout dort, dans le décompte des heures creuses du sommeil, veille la différence qui divise ces gens andormis. (...) Et cette différence, tantôt de façon visible et ouvertement, tantôt de manière visible et sournoise, ressemble toujours à la haine et se confond parfois tout à fait avec elle. »

La haine, c'est précisément ce qui reste lorsque tout s'est effondré. Et en particulier la chute de plomb de la dictature communiste, qui avait pu faire croire que les problèmes étaient résolus parce qu'il était interdit de les poser. La première conséquence de l'effacement du pluralisme démocratique a été de faire ressurgir ces pans entiers d'une histoire restée en suspens. Et avec eux, ce que Mirko Grmek, historien de la médecine et spécialiste du sida appelle, dans le *Messenger européen*, le « virus de la haine ». « Le virus de la haine, écrit-il, est plus insidieux, plus sournois et, tout compte fait, plus meurtrier même que le virus du sida. L'une des principales voies de transmission est faite de vieux mythes, des clichés qui font appel à des ressorts irrationnels et, en court-circuitant la raison, mobilisent les forces obscures du subconscient. »

Ces « vieux mythes », comme le fait aussi remarquer l'historien Jacques Rupnik dans le *Lettre internationale*, s'alimentent d'abord dans le drame de l'effacement de l'empire austro-hongrois et les deux guerres mondiales, le nazisme, puis le communisme. Car ces nations de l'Europe centrale, morcelées, fragiles, fibres, sont cossées dressées les unes contre les autres, ont toujours été les jouets d'ambitions qui les dépassaient et des rivalités des grandes puissances. Et aujourd'hui encore, alors que l'effacement de l'empire russe fait repartir les guerres intimes, on sent à quel point les tensions qui opposent ces nations en pleine recomposition sont avivées par l'attrait - ou l'indécision - de la Communauté et l'influence de la puissance allemande. La course vers la CEE et la place prise par l'Allemagne dans ce nouvel espace sont à l'arrière-plan de bien des affrontements, comme l'attestent notamment la stratégie de la Slovaquie et de la Croatie et la sollicitude de Bonn à leur égard.

Jusqu'où ira cette recomposition du paysage européen et quels en seront les vrais bénéficiaires ? Nul ne se risque à le prédire. Mais les bouleversements sont d'une telle ampleur qu'on peut affirmer, avec l'éditorialiste de la *Lettre internationale*, que « le chaudron européen va bouillir encore longtemps... »

► La Nouvelle Alternative. Revue pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est. N° 24. Décembre 1991. 60 F. 44, rue de l'Amiral-Mouchet, 75014 Paris.
► Lettre internationale. N° 31. Hiver 91-92. 60 F.
► Hérodate. N° 3. 4e trimestre 1991. 95 F. La Découverte.
► Le Messenger européen. N° 5. 140 F. Gallimard.

► Voir aussi dans *Études* (janvier 1992, 90 F.) un article sur « Les Tchèques d'Europe de l'Est ».

Retour à Moscou

par Marek Halter

« REGARDEZ bien ce drap rouge, m'a dit Mikhail Gorbatchev, vous le voyez pour la dernière fois flotter sur le Kremlin. »

C'était il y a une semaine à peine et aujourd'hui on affronte déjà les problèmes économiques provoqués par la libération des prix : la Russie n'a pas trop de temps pour rattraper le cours de l'histoire. Et nous, en Occident, nous tentons, tant bien que mal, de suivre sa course désespérée contre la montre.

Devenue depuis peu indépendante, chaque République de l'ex-URSS se mesure, trop souvent dans la violence, au problème des nationalités et à son pendant, les droits des minorités. Aussi éprouvons-nous une vraie tristesse, qui ressemble à une grande déception, devant ces hommes et ces femmes qui, à peine libérés de l'esclavage, au lieu de poursuivre cette libération pour s'arracher à la nature et à l'esprit du clan primitif, se laissent mener par une revendication tribale, revendication qui, à chaque conflit, submerge le rêve de fraternité des hommes et la démocratie, pourtant si désirée et acclamée par les foules.

Mais comment reprocher aux hommes de l'Est leur « pulsion tribale », nous qui avons toujours soutenu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Comment leur reprocher la lenteur des réformes économiques ou au contraire leur caractère drastique et le retard pris à introduire des structures démocratiques minimales, nous qui avons mis plus de deux siècles à bâtir une société qui est encore loin d'être parfaite ?

Gorbatchev aurait commis des fautes d'appréciation dans la question des pays baltes et celle des Républiques soviétiques, mais ses décisions concernant le retrait des troupes de l'armée rouge de l'Europe de l'Est, l'unification de l'Allemagne, la libération de la presse et les droits de l'homme ne sont-elles pas uniques en leur genre compte tenu du passé de cet homme et de son pays ? On reproche à Boris Eltsine son autoritarisme, mais dans une société parasitée par des légions de bureaucrates, avant tout soucieux de conserver leurs privilèges, on en vient à se demander si beaucoup d'autorité n'est pas nécessaire pour introduire les règles d'économie qui permettraient de privatiser les moyens de production et, plus encore, la terre.

Pour tenter de prévoir la suite des événements qui, selon les experts, ne peuvent que se compliquer, nous recherchons souvent des analogies avec notre propre passé, mais si l'histoire est un enseignement, elle n'est pas une répétition et encore moins une prophétie. Alors sommes-nous aujourd'hui capables de conseiller nos

amis ex-soviétiques ? Et le serions-nous, au nom de quelles certitudes le ferions-nous ? Je sais qu'il est difficile de reconnaître sa propre impuissance. Mais plus modestes seraient nos affirmations, peut-être saurions-nous devenir plus attentifs aux désirs de ceux que nous voulons aider. Or les voix qui s'élèvent vers nous sont concordantes : toutes réclament la société d'opulence, toutes souhaitent la démocratie, toutes confondent souvent les deux.

Si le politique et l'économique sont incertains et si la démocratie est réellement le rêve des Russes, par quelles voies pourrait-elle advenir ? Et surtout par quels moyens acceptables pour nous qui répugnons à la violence ?

Par la culture

Il est un chemin que l'on prend rarement en considération lors des grands choix historiques et qui, surtout en Russie, a toujours joué un rôle majeur : c'est la culture. Cette culture russe que le communisme a détournée, épurée, ou tout simplement occultée durant des décennies, privant ainsi tout un peuple d'artistes et de créateurs des œuvres artistiques de leur pays et notamment des œuvres complètes de Dostoevski, de Tolstoï, de Platonov, de Pouchkine et de bien d'autres, comme aussi de la musique de Stravinski, de la philosophie de Chestov, de la peinture de Kandinski, de Malevitch, d'El Lissitzky et de combien d'autres... Bref, un volet important de notre propre culture.

Sans parler de tous les grands mouvements d'idées qui ont transformé l'Occident, sa littérature, sa philosophie, son histoire... Il n'est donc pas étonnant que l'amphithéâtre de l'Université française de Moscou soit pris d'assaut par une masse de jeunes, impatients d'accéder enfin à cette culture commune qui leur a été trop longtemps interdite. Rappelant ainsi à tous ceux qui l'ignorent que si la démocratie c'est, entre autres, la suppression des queues devant les magasins, c'est également le libre accès au savoir.

Il est fort possible que le système économique et politique qui surgira en Russie ne réponde pas à nos vœux. Il est certain, en revanche, qu'il ne sera pas en rupture avec le passé historique et culturel de ce vaste et riche pays.

C'est avec le temps, en se réappropriant leur culture, qui est aussi la nôtre, que les Russes intégreront l'Europe, son Histoire et ses valeurs. Et que, tout naturellement, ils seront amenés, je crois, à nous rejoindre enfin, y compris dans ce que nous avons de plus précieux : la démocratie.

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1992

BNP

AVEC Le Monde ET Le Figaro

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre ou des contes et vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 29 février 1992 à :

Prix du Jeune Écrivain
6, route de Labarthe
31600 MURET FRANCE
Tél. : 61-56-13-15

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1992 est constitué de Dominique AUTIÉ, Christiane BAROCHE, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAUREYNAUD, Aris FAKINOS, René GACHET, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACLAVERGNE, Pierre LEPAPE, Michel MOHRT, Jean-Noël PANCRAZI, Marc SEBBAN, Roger VRIGNY.

Attention : Votre texte devra être titré et ne porter ni nom ni signature.

Joindre à votre envoi :

- un chèque de 60 F à l'ordre du prix du Jeune Écrivain ainsi que deux enveloppes (110 x 220 timbrées à 4 F) libellées à votre adresse ;
- une photocopie d'une pièce d'identité.

Indiquer également votre numéro de téléphone et le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix du Jeune Écrivain 1992 sera remis le 22 mai 1992 à Muret.

صكزامن الأصل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : au lendemain de la disparition de cinq représentants de la CEE

Le Conseil de sécurité décide l'envoi de cinquante observateurs

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi 8 janvier, à l'unanimité, une résolution prévoyant l'envoi de 50 observateurs militaires en Yougoslavie pour aider à y maintenir le cessez-le-feu. Ces observateurs, qui devraient commencer à arriver sur le terrain à la fin de la semaine, seront attachés, en tant qu'officiers de liaison, aux quartiers généraux de l'armée yougoslave et de la garde nationale croate ainsi qu'à leurs CQ de campagne respectifs.

La résolution du Conseil de sécurité demande aussi à toutes les parties de respecter le quinquiesme cessez-le-feu, renforcé par un accord entre les forces fédérales et croates signé le 2 janvier à Sarajevo sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance. Elle réaffirme l'embargo sur les ventes d'armes, imposé en septembre dernier à toutes les régions de Yougoslavie.

Si le cessez-le-feu tient, les officiers de liaison de l'ONU devraient être remplacés par quelque 10 000 « casques bleus » déployés dans les régions de Croatie où les Serbes constituent la majorité ou une minorité importante de la population. Il a été demandé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité et à seize autres pays de fournir chacun deux ou trois officiers pour constituer le contingent de 50 observateurs. Ceux-ci seront prévus sur des effectifs assurant déjà des missions d'observation de l'ONU.

Par ailleurs, la mort de cinq observateurs européens — quatre italiens et un français — dont l'hélicoptère avait été abattu mardi par un avion de l'armée de l'air fédérale a conduit à susciter des réactions dans le monde. Ainsi M. Cyrus Vance, l'envoyé spécial de l'ONU en Yougoslavie, a-t-il exprimé sa consternation, tout en

estimant que l'affaire n'affectait pas le cessez-le-feu conclu vendredi dernier entre Serbes et Croates. L'ancien secrétaire d'Etat américain n'en suspecte pas moins des « erreurs » hostiles aux efforts de paix de la CEE et de

dépité de la destruction de l'hélicoptère européen. Le gouvernement italien s'en tient à « la position découlant de la Communauté européenne prévoyant la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie le 15 janvier », a

La résolution 727

Voici les principaux extraits de la résolution 727 approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU en Yougoslavie :

« Le Conseil de sécurité, (...), déclarant l'incident tragique du 7 janvier 1992 qui a entraîné la mort de cinq membres de la Mission de vérification de la Communauté européenne,

— Approuve le rapport du secrétaire général daté du 5 janvier 1992

— Se félicite qu'il ait été signé le 2 janvier 1992 à Sarajevo, un accord de mise en œuvre concernant les modalités d'application du cessez-le-feu inconditionnel dont les parties sont convenues à Genève le 23 novembre 1991,

— Approuve l'intention du secrétaire général, comme suite à la dernière en date des missions de son représentant personnel, d'envoyer immédiatement

ment en Yougoslavie un groupe d'officiers de liaison — dont le nombre pourra aller jusqu'à 50 — pour promouvoir le maintien du cessez-le-feu (...)

— Exhorte toutes les parties à honorer les engagements pris à Genève et à Sarajevo en vue d'aboutir à une cessation complète des hostilités,

— demande à toutes les parties de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité du personnel envoyé par l'Organisation des Nations unies et des membres de la Mission de vérification de la Communauté européenne,

— Réaffirme l'embargo prévu au paragraphe 6 de la résolution 713 et au paragraphe 5 de la résolution 724 (...). Décide de rester activement saisi de la question jusqu'à ce qu'intervienne une solution pacifique. »

l'ONU, d'être responsables de l'agression. « Il y a une latitude grandissante de toutes parts » à l'égard des dissidents des deux factions, a ajouté M. Vance.

De son côté, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a estimé que la date du 15 janvier fixée par la CEE pour la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie devait être maintenue en

déclaré le ministre, qui répondait à l'interpellation de députés demandant d'avancer la date de la reconnaissance des deux Républiques sécessionnistes.

« L'événement tragique » de mardi « fait penser à un choix délibéré de provoquer un incident », a estimé M. De Michelis. Cette situation met en évidence, a-t-il ajouté, l'existence dans le bloc serbe de deux factions : « l'une qui est disposée pour une initiative politico-diplomatique et ceux qui entendent saboter une telle possibilité ».

Après avoir appelé pour consultation son ambassadeur à Belgrade, le gouvernement italien a décidé la suspension des liaisons aériennes entre Rome et Belgrade ainsi que l'annulation de l'accord signé entre les deux pays. « L'approche du 15 janvier, il est évident que nous devons nous attendre à une situation de grande tension et de danger », a estimé M. De Michelis, ajoutant qu'il faudra « évaluer les caractéristiques de la présence italienne dans les différentes parties du territoire yougoslave ».

A Bonn, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a estimé qu'il convenait d'envoyer le plus vite possible des « casques bleus » en Yougoslavie. M. Genscher, qui a adressé mercredi à M. Roland Dumas un message de condoléances à la suite de la mort de l'officier français, a traité l'agression d'« attaque sournoise » et a demandé que les couples soient punis, ajoutant que tout devrait être entrepris pour qu'un tel événement ne se reproduise plus. — (AFP, Reuters)

Le ministre fédéral de la défense a démissionné

Au lendemain du tragique incident au cours duquel un hélicoptère de la Communauté européenne a été abattu par un avion de l'armée yougoslave, faisant cinq morts, dont un officier français, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a démissionné.

BELGRADE

de notre correspondante

Cette démission, rendue officielle dans la soirée du mercredi 8 janvier, avait, en fait, été présentée devant la présidence yougoslave le 31 décembre 1991. Invokant des raisons de santé, le général Kadijevic estimait alors qu'il ne pouvait plus assurer sa mission. Mercredi, il a adressé à la présidence de Yougoslavie et au président du Parlement fédéral sa lettre officielle de démission. Le général Kadijevic quitte un poste qu'il occupait depuis mai 1988 et sera remplacé, jusqu'à la nomination d'un nouveau ministre de la défense, par le chef de l'état-major des forces armées yougoslaves, le général Blagoje Adzic.

Avant demandé à se retirer dès le 31 décembre, on peut se demander si le général Kadijevic occupait encore son poste mardi, lorsque l'hélicoptère de la mission européenne d'observation. Cette question se pose d'autant plus que l'un des responsables de l'armée fédérale, l'amiral Stane Brover, a laissé entendre mercredi matin que le drame de l'hélicoptère européen était intervenu à la suite d'une tentative de putsch au sein du haut commandement militaire.

Rivalités

Modéré et favorable aux efforts de paix de la Communauté européenne, le général Kadijevic avait souvent été la cible des nationalistes serbes qui souhaitaient que le conflit yougoslave soit réglé sans intervention de l'étranger. Né en Croatie et d'orientation « yougoslave », le général Kadijevic n'avait pas côté aux pressions, comme certains autres dirigeants militaires.

Autre point, la journée de mercredi a été marquée par une polémique entre composantes serbes. Le conflit, latent depuis plusieurs mois, entre Belgrade et Knin, le chef-lieu de l'enclave serbe de Krajina (Croatie), a éclaté au grand

jour au moment où le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, semble perdre le contrôle des provinces serbes de Croatie. Celui-ci a condamné mercredi le rejet du plan de déploiement des forces de paix des Nations unies en Croatie par les dirigeants des enclaves serbes de Croatie, estimant que ce refus était contraire aux intérêts du peuple serbe et au rétablissement de la paix en Yougoslavie.

Le plan Vance, accepté par Zagreb et Belgrade le 1^{er} janvier 1992, prévoit le retrait de l'armée fédérale de Croatie et l'envoi de « casques bleus » dans trois points chauds de la République — en Slavonie orientale (est), en Slavonie occidentale (centre) et en Krajina (ouest). Les forces de l'ONU, qui seront déployées dès qu'un cessez-le-feu absolu sera respecté en Croatie, seront chargées de garantir la démilitarisation de ces régions et de permettre le rétablissement de l'autorité de la police locale.

Les trois régions resteront sous la protection des Nations unies tant qu'une solution politique ne sera pas négociée. Dans une lettre adressée mercredi à M. Milan Babic, leader de l'enclave serbe de Krajina, M. Milosevic explique que le plan Vance n'a pour objectif que de maintenir la paix et d'assurer la sécurité des habitants et non d'imposer une solution politique. Condamnant l'« absolutisme » de M. Babic, il accuse de vouloir poursuivre le conflit en refusant l'implantation des « casques bleus » en Krajina. « En empêchant la poursuite du bain de sang et en permettant aux habitants de retrouver une vie normale et d'arrêter de dormir le fusil sous l'oreiller », la présence des forces de l'ONU est, en fait, selon M. Milosevic, « le moyen de défendre la population par la paix et non par la guerre ».

Puis il ajoute que, face à ce choix, toute personne s'entête à opter pour la guerre, la guerre alors que la présence des « casques bleus », « sauvegarde la population d'un nouveau génocide » et empêche l'incursion des forces armées croates en Krajina est, pour M. Milosevic, « une politique irresponsable (...) qui ne peut que conduire à la mort d'un grand nombre de citoyens yougoslaves ». Lorsque le président de Serbie affirme que « les conséquences d'une telle politique seraient identiques à celles de la politique de génocide contre le peuple serbe », il compare l'attitude de M. Babic à celle du régime croate.

Convoqué que les citoyens de la Krajina ne soutiendront pas M. Babic dans cette voie, M. Milosevic le met en garde : « Le fait que la Serbie vous aide ne veut pas dire que vous ayez le droit de décider du sort de ses citoyens ; les citoyens de Serbie ne sont pas et ne seront jamais vos otages », précise-t-il. Et il ajoute que « l'aide de la Serbie à la Krajina ne sera pas remise en question même en temps de paix. Les habitants de la Krajina doivent savoir que par votre attitude — le

rejet du plan Vance — vous avez perdu toute notre confiance et que dans l'avenir nous devons déléguer des gens pour qui les intérêts nationaux comptent plus que le prestige politique. »

Ainsi, M. Babic, l'allié de M. Milosevic qui avait fomenté la rébellion des Serbes en Croatie dès l'été 1990, est devenu un rival en voulant se soustraire au contrôle de Belgrade et créer sa propre République, celle de la Krajina serbe, qui a été proclamée en décembre 1991. Cette discordance, au moment où M. Milosevic désire négocier une paix réclamée par une grande partie de son opinion publique ainsi que par la communauté internationale, se soldera tôt ou tard par le limogeage de M. Babic, cet autocrate avide de pouvoir.

« Compromis territorial »

Si M. Milosevic aspire à une cessation des hostilités, c'est qu'il est conscient qu'après six mois de conflit sanglant en Croatie, la Serbie et l'armée fédérale ont suffisamment d'outils — le contrôle de plus de 20 % des territoires croates — pour arracher un « compromis territorial » et tenter de former une « troisième Yougoslavie » avant que la Communauté européenne ne reconnaisse l'indépendance des Républiques de l'ex-Fédération yougoslave.

C'est dans ce sens que l'assemblée des Serbes de Bosnie-Herzégovine devait proclamer jeudi une nouvelle entité serbe afin d'éviter la reconnaissance de l'actuelle Bosnie-Herzégovine, où Croates et musulmans refusent de s'intégrer à une nouvelle Yougoslavie centralisée et dominée vraisemblablement par la Serbie...

FLORENCE HARTMANN

Mort d'un journaliste suisse

Le corps d'un journaliste suisse, Christian Wuerstberg, a été découvert mardi 7 janvier dans les environs d'Osijek (Slavonie orientale), revêtu de l'uniforme de la garde nationale croate. Selon un responsable de l'Agence télégraphique suisse (ATS), à laquelle Christian Wuerstberg avait collaboré, le journaliste, mort étranglé, « avait revêtu un uniforme croate afin d'être plus près du front et voir vraiment ce qui s'y passait » (nos dernières éditions du 9 janvier). Des autorités de la ville d'Osijek avaient laissé entendre que Wuerstberg s'était engagé dans le premier détachement international de l'armée croate. Un photographe suisse a déclaré avoir enquêté avec Wuerstberg depuis début décembre sur la présence de volontaires étrangers engagés dans les rangs croates et que certains de ces mercenaires s'étaient montrés très agressifs à leur égard. — (AFP)

Grève contre la hausse des prix

Le syndicat Solidarité a décidé, mercredi 8 janvier, d'organiser une grève générale d'une heure lundi prochain pour demander l'annulation d'importantes hausses de prix (+20 % pour l'électricité et + 70 % pour le gaz), entrées en vigueur le 1^{er} janvier. Ces mesures ont provoqué une véritable levée de boucliers à travers le pays d'autant que les prix de l'énergie avaient déjà été relevés de plus de 100 % au printemps dernier. Face à la montée du mécontentement, le nouveau premier ministre, M. Jan Olszewski, un ancien avocat de Solidarité, a indiqué que son gouvernement « démissionnerait » en cas de grève générale. — (AFP)

Un officier tué dans un attentat à Barcelone

Un commandant de l'armée de l'air a été tué par balles et deux autres militaires ont été blessés, mercredi 8 janvier à Barcelone, par deux hommes en voiture qui ont tiré sur le véhicule des militaires. Selon les enquêteurs, les armes de gros calibre utilisées et les caractéristiques de l'attentat, à l'approche des Jeux olympiques de Barcelone, portent la marque de l'organisation séparatiste basque ETA.

Plusieurs attentats ou tentatives d'attentat commis récemment à Séville, notamment contre un grand hôtel, sans faire de victimes, sont aussi attribués à l'ETA. L'Exposition universelle de Séville doit s'ouvrir le 20 avril. — (AFP)

GRÈCE : accusé d'avoir placé une bombe dans un avion

Un Palestinien est condamné à dix-huit ans de prison

ATHÈNES
de notre correspondant
Le Palestinien Mohammed Rachid a été condamné, mercredi 8 janvier, par une cour criminelle spéciale du Pirée, à dix-huit ans de prison pour avoir placé une bombe à bord d'un avion de la PanAm qui avait explosé en août 1982 au-dessus de Hawaii, tuant un adolescent japonais. Les Etats-Unis ont demandé son extradition et devraient l'obtenir. Il ne pourra, cependant, être expulsé, conformément à la loi, qu'après avoir accompli sa peine en Grèce.

Le condamné, qui affirme s'appeler Hamdan et non Rachid, a clâmé son innocence et a fait appel de cette décision. Il a estimé que c'est le gouvernement grec qui l'avait condamné et non la justice. « C'est un cadeau des Grecs aux Américains », a-t-il déclaré, en soulignant que le jugement porterait « dommage » aux relations gréco-palestiniennes.

Depuis leur arrivée au pouvoir en avril 1990, les conservateurs ont clairement marqué leur intention de mettre un terme au « laxisme »,

selon un mot employé par les Américains, des socialistes à l'égard du terrorisme d'origine arabe. Le ministre de la justice a ainsi accepté, le 12 décembre, l'extradition, demandée par l'Italie, d'un autre Palestinien, Khaled Abdul Rahim, le « cerveau » du détournement en 1985 du paquebot italien Achille Lauro. Il sera extradé vers l'Italie après avoir accompli les différentes peines pour les délits qu'il a commis en Grèce.

Mercredi également, le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'il appuiera la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis auprès du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de l'adoption d'une résolution sur la Libye à propos des attentats contre le vol de la PanAm à Lockerbie et celui de l'UTA au-dessus du Niger. La Grèce avait tenu à marquer sa solidarité le 10 décembre dernier avec ces trois pays et à souligner qu'elle condamnait « sans réserve les actes terroristes d'où qu'ils proviennent ».

DIDIER KUNZ

ROBERT SCHNEIDER



Robert Schneider
LA HAINE
TRANQUILLE

Le couple Rocard-Mitterrand n'est pas de tout repos. Schneider, avec une candeur d'entomologiste, a simplement regardé, écouté, répété ce qui bruit dans tout Paris après chacune de leurs scènes de ménage... Les journalistes ne sont jamais meilleurs que lorsqu'ils sont là où il ne faut pas, avec un stylo et de l'humour à revendre.

Liliane Sichter / L'Événement du jeudi

Collection l'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. 120 F

Editions du Seuil

EUROPE

GÉORGIE : justifiant l'éviction de l'ancien président

Le premier ministre affirme que M. Gamsakhourdia souffre de «schizophrénie»

«Je ne vais pas démissionner, je suis toujours président de la Géorgie», a déclaré mercredi 8 janvier M. Zviad Gamsakhourdia, interviewé pour la première fois depuis sa fuite de Tbilissi par des journalistes de la télévision en Arménie. Réfugié dans le nord de cette République, avec quelque 80 partisans, dans une résidence entourée par des policiers arméniens, M. Gamsakhourdia a ajouté qu'il «continuera la lutte pour la légitimité» en «attirant l'opinion du monde» contre «la mafia nomenklaturiste» qui l'a chassé. Les autorités arméniennes ont expliqué n'avoir offert à M. Gamsakhourdia qu'un «refuge temporaire» et ont négocié à ce sujet avec des envoyés du nouveau pouvoir géorgien.

Tbilissi

de notre envoyé spécial

M. Zviad Gamsakhourdia, le président géorgien en fuite, souffrait depuis longtemps de «schizophrénie», diagnostic établi dès 1958 par des médecins de l'Institut de psychiatrie de Tbilissi. Cette maladie pourrait certes lui permettre d'échapper à un jugement, mais aussi lui interdire de briser un nouveau mandat politique.

C'est M. Tengiz Sigoua, chef du gouvernement provisoire géorgien

et ancien premier ministre de M. Gamsakhourdia lui-même, qui a révélé, au cours d'une conférence de presse mercredi 8 janvier à Tbilissi, l'existence de tels rapports médicaux, évoqués depuis longtemps dans les cercles d'opposants à Tbilissi, mais qui tombent à pic dans les circonstances présentes.

Visiblement gêné, car il sait, comme tout un chacun, la valeur des diagnostics psychiatriques au temps du communisme, M. Sigoua a précisé que des médecins ayant porté le diagnostic étaient prêts à le confirmer. Il a ajouté que le président Gamsakhourdia serait destitué dès que le Parlement sera réuni en session exceptionnelle, sans doute dans une quinzaine de jours.

Soutien persistant à l'ancien homme fort

M. Sigoua a confirmé, d'autre part, que de nouvelles élections sont prévues entre le 20 et le 30 avril. «Ce seront des élections législatives et non présidentielles, car nous pensons à croire que la Géorgie n'a pas besoin de président. Un «voleur» et un «criminel» ne pourra se présenter à ce scrutin; en revanche, ses partisans le pourront, au sein d'un parti qui leur reste à constituer.

Les partisans de l'ancien homme fort ne désistent pas. Mercredi ils étaient des milliers à manifester de nouveau à Tbilissi. Brandissant des pancartes à l'effigie de Zviad Gamsakhourdia et criant des slogans hostiles au nouveau pouvoir, ils ont affirmé qu'ils reviendraient tous les jours jusqu'au retour de leur héros. «Tant qu'il ne sera pas revenu je ne

travaillerai pas», lançait ainsi un ouvrier métallurgiste. La manifestation s'est déroulée cette fois-ci sans incidents, les milices ne s'étant pas manifestées aux alentours. La veille, des coups de feu avaient été tirés contre la foule des partisans de Gamsakhourdia, une personne avait été tuée et plusieurs blessées.

Cette répression avait provoqué une réaction très négative d'une partie de la population de Tbilissi, notamment chez les intellectuels, pourtant favorables, dans leur immense majorité, au nouveau pouvoir. Le premier ministre a annoncé, d'autre part, qu'il laisserait se dérouler jeudi en début d'après-midi les obsèques de la victime de ces affrontements.

M. Sigoua a reconnu que des manifestations de soutien à l'ancien président avaient eu lieu dans son fief de l'Ouest géorgien, mais que le gouvernement provisoire contrôlerait le reste du pays. Pour preuve, il a annoncé la réouverture de l'aéroport, ainsi que de toutes les lignes de chemin de fer. Il a précisé que son gouvernement était en train de mettre en œuvre un plan d'aide pour les victimes de tous les affrontements des semaines passées.

Signe de normalisation : de «vrais» policiers, avec de vrais uniformes, ont remplacé les miliciens aux carrefours de la capitale. Cela n'empêche pas les automobilistes géorgiens de continuer à brûler allégrement les feux rouges, ce qui est peut-être aussi un signe du retour à la normale.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le différend russo-ukrainien

Suite de la première page

Les dirigeants russes aiguillonnés par la hiérarchie militaire se font, toujours en principe, les avocats des intérêts de la Communauté : la présidence de l'Ukraine à s'approprier l'essentiel de la flotte de la mer Noire porte atteinte aux intérêts de l'ensemble des Etats qui ont souscrit à l'idée d'une défense commune.

C'est ce qu'a fait valoir M. Eltsine avant de s'enlever mercredi 8 janvier pour une série de déplacements en province : «La flotte de la mer Noire ne peut pas appartenir à une seule République (...) elle est une partie des forces stratégiques, c'est-à-dire du commandement uni-

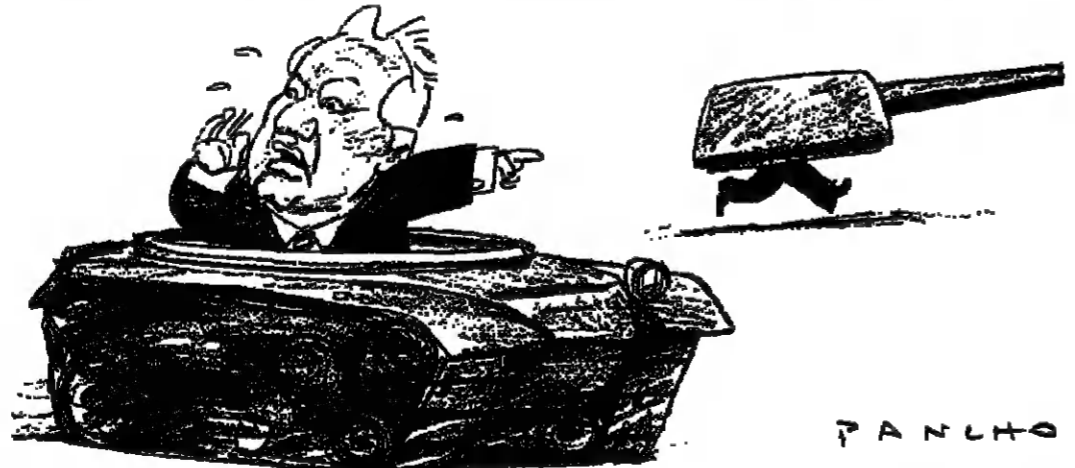
taires dans un délai de trois ans. Ce qui signifie entre autres que la partie de la flotte de la mer Noire qui sert de support à ces forces stratégiques ne doit rester sous commandement commun que pendant les six mois à venir, après quoi elle devrait passer «sous contrôle ukrainien».

C'est là assurément une conception très limitative des accords communautaires en matière de défense, une conception de nature à accréditer l'idée que les Ukrainiens n'envisagent la Communauté que comme une institution provisoire chargée d'assurer la transition vers leur indépendance complète. Pour sa part, le maire de Saint-Petersbourg Anatoli Sobtchak a quasi-

ment écarté les accords passés entre les quatre hommes, mais elle n'en est pas moins faite dans des termes qui remettent M. Eltsine au niveau des autres présidents, et non au-dessus.

Autre manifestation d'une sensibilité décidément très en éveil, l'agence ukrainienne d'information a publié mercredi une «déclaration» au ton très sévère qui s'élève contre les informations «tendancieuses» diffusées aussi bien par les responsables que par les médias russes à propos de l'attitude de l'Ukraine. L'agence officielle dénonce la pratique qui consiste à faire des Ukrainiens les «responsables» de toutes les difficultés, y compris économiques, qui affectent les divers Etats de la Communauté.

Reprenant des reproches déjà exprimés par le ministre ukrainien de la défense, l'agence affirme par



que de la CEI. Mais au lieu d'en rester là, le président russe a révélé le fond de sa pensée en ajoutant, en termes elliptiques, mais transparents : «En tout cas, pas ukrainienne mais russe». Sur quoi, il s'est repris : «Je ne dis pas russe, je dis une partie du commandement commun». M. Boris Eltsine, une fois de plus, en avait dit plus qu'il ne souhaitait en dire et la télévision russe a donc préféré censurer, très maladroitement d'ailleurs, cette partie de ses propos.

Mais sur le fond, les choses sont parfaitement claires : les Russes supportent très difficilement que les Ukrainiens traitent d'égal à égal avec eux, et les Ukrainiens de leur côté refusent ostensiblement toute forme de parangon sur la Communauté. Recevant mercredi une délégation du Congrès des Etats-Unis, le président Léonid Kravtchouk a mis les points sur les «vi» : la Russie, a-t-il déclaré, «ne se comporte pas encore avec l'Ukraine comme avec un Etat indépendant».

Il en a profité pour expliquer comment lui voyait l'avenir, et en particulier celui des forces nucléaires stationnées sur le territoire ukrainien : toutes les forces nucléaires stratégiques devraient, selon lui, être évacuées d'ici le mois de juillet de cette année et les forces

ment entrées à l'avance la Communauté qui se trouve selon lui «dans une impasse», essentiellement par la faute de l'Ukraine, mais aussi parce qu'elle a «été organisée de manière incompétente» et n'est rien d'autre «qu'une addition de présidents qui se considèrent chacun comme étant plus président que l'autre» — une pierre dans le jardin de M. Eltsine.

M. Kravtchouk en Pologne

M. Kravtchouk a par ailleurs donné un éclairage particulier à l'accord sur le contrôle du feu nucléaire provisoirement confié au président russe, mais avec le contrôle des présidents des autres Etats nucléaires de la Communauté, soit, outre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan.

Ainsi M. Kravtchouk a-t-il expliqué qu'une «liaison téléphonique fiable» avait été installée entre ces différents dirigeants et que, par ailleurs, lui-même disposait «d'un quelconque jour» dans son bureau, «d'un système capable de bloquer le bouton nucléaire, ce qui veut dire qu'il sera impossible de lancer un missile de n'importe quel point du territoire de l'ex-URSS sans une décision conjointe». Une telle présentation ne contredit certes pas ce

qu'il faut dire, mais elle ne laisse pas entendre que les chefs militaires de l'ex-URSS ont essayé de prendre sous leur contrôle des unités et des installations qui «n'ont strictement rien à voir avec les forces nucléaires stratégiques», et qu'il ne s'agit là de rien d'autre que d'une tentative de «recréer les structures militaires impériales». Bref, il s'agit de montrer très clairement que possible que l'Ukraine ne se laisse plus marcher sur les pieds.

Et par une curieuse coïncidence, ce fusillon de déclarations a été publié en un jour anniversaire d'un événement lointain, mais que personne n'a oublié, ni à Kiev ni à Moscou : le 8 janvier 1954, l'homme d'Ukraine Bohdan Khmelnytsky faisait allégeance à la Russie. Cette époque est terminée et pour mieux mettre en évidence sa liberté retrouvée, M. Kravtchouk a annoncé, toujours mercredi 8 janvier, qu'il se rendrait très prochainement en Pologne. A Varsovie, le représentant spécial ukrainien a passé le message de manière encore plus foudroyante : l'Ukraine, a-t-il expliqué, doit conclure de nouveaux accords économiques qui la rendront totalement indépendante des liens, souvent désavantageux, qui l'unissaient aux Républiques de l'ancienne URSS.

JAN KRAUZE

AFRIQUE

ALGÉRIE : avant le second tour des élections législatives

Les islamistes s'inquiètent des mouvements de troupes

Une semaine avant le deuxième tour des élections législatives, la campagne démarre avec lenteur. Les résultats du premier tour, largement favorables au Front islamique du salut (FIS), paraissent ôter beaucoup d'insécurité à un scrutin qui devrait, s'il a lieu, amplement confirmer la victoire des intégristes. Le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, a, pour sa part, annoncé que son gouvernement démissionnerait après les élections.

ALGER

de notre correspondant

Sous réserves des annulations que pourrait décider le Conseil constitutionnel saisi de 341 recours, 199 circonscriptions, sur 430, sont encore à pourvoir. Le FIS est en ballottage dans 187 circonscriptions, le FLN dans 172. Le Front des forces socialistes (FFS) dans 17. Cinq autres partis et une demi-douzaine de candidats indépendants se disputent la douzaine de sièges encore en jeu. La majorité des deuxièmes tours du FIS au FLN.

Si l'on additionne les suffrages obtenus par le FIS à ceux des autres partis de la mouvance islamique éliminés à l'issue du premier tour, le parti de M. Abassi Madani a de fortes chances d'obtenir, dans de très nombreux cas, un score supérieur à celui de ses adversaires.

Dans une brève conférence de presse, réunie, mercredi 8 janvier, à

Alger, M. Abdellader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du FIS, a fait état de mouvements de troupes observés par ses partisans sur tout le territoire. «Nous avons reçu de toutes les régions des rapports selon lesquels l'armée et les forces de l'ordre se sont déployées en force depuis le nuit dernière», a-t-il assuré, ajoutant que les prochaines opérations électorales ne pouvaient, à elles seules, justifier ces déplacements de troupes qui concernaient toutes les régions, y compris celles où l'on ne votera pas le 16 janvier.

Sans obtenir ni démenti ni confirmation la presse algérienne avait déjà fait état, il y a quelques jours, de mouvements de blindés dans les environs d'Alger. Les déclarations de M. Hachani sont venues nourrir les craintes, ou, selon les cas, les espoirs, formulés ici ou là sur la possible annulation du deuxième tour du scrutin. A ce sujet, M. Hachani a affirmé que «jusqu'à aujourd'hui» aucun indice matériel ne montrait que le gouvernement préparait réellement ce deuxième tour.

Ce rendez-vous électoral continue de provoquer réactions et prises de position dans différentes couches de la société algérienne. Alors que plusieurs syndicats d'entreprises ont annoncé qu'ils allaient le Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA), formé après le premier tour pour mobiliser l'opinion publique contre le FIS, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'un des fondateurs du comité, s'est vu reprocher par quelques autres d'avoir fait alliance avec des organisations patronales «qui ont des intérêts diamétralement opposés» à

monde du travail. «L'UGTA n'a besoin que de l'appui des masses pour barrer la route à toute aventure», estime ainsi l'un des syndicalistes de la société pétrolière Sonatrach.

A l'inverse de la démarche du CNSA, un Comité national pour la protection de la souveraineté et la légalité constitutionnelle vient de se créer pour «appeler au respect de la volonté populaire exprimée lors du scrutin du 26 décembre» et dire son «attachement aux règles du jeu démocratique». Cette nouvelle organisation entend faire contrepoids aux déclarations appelant à l'annulation du second tour. Elle rejette ainsi toute élection présidentielle anticipée, revendication longtemps propre au FIS mais qui, désormais, trouve un écho chez certains de ses adversaires qui estiment que la démission du président Chadli serait une réponse appropriée à la crise politique.

GEORGES MARION

□ Appel de M. Chirac à la «rigueur». — M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mercredi 9 janvier, au cours de l'émission «La marche du siècle», sur FR3, que la France et l'Europe devront être «extraordinairement vigilantes» en cas de victoire du Front islamique du salut (FIS) au second tour des élections législatives en Algérie. «La France et l'Europe devront respecter, naturellement, la décision algérienne», mais, a-t-il ajouté, il ne «faudrait pas hésiter, le cas échéant, à revoir complètement notre politique de coopération avec l'Algérie».

Tout en tenant l'intégrisme pour «un danger»

Hassan II salue le processus engagé à Alger «comme une victoire de la liberté»

«L'intégrisme, quel qu'il soit, est un danger, car il est l'expression de l'obscurantisme et il se traduit par une certaine forme de dictature», déclare Hassan II dans un entretien publié jeudi 9 janvier par le Figaro. «Je suis convaincu, ajoute-t-il, que si chaque musulman pouvait lire directement le Coran il y aurait moins d'intégrisme».

Interrogé sur le premier tour des élections législatives en Algérie, le roi estime que ce pays «s'est engagé dans un processus démocratique» qu'il «salue comme une victoire de la liberté. Je suis certain que, quels que soient les résultats

des urnes, les gouvernants algériens sauront respecter les engagements souscrits par l'Algérie à l'égard de ses alliés et partenaires». «Je suis pour le multipartisme, assure Hassan II. Faut-il vous rappeler, à cet égard, que le Maroc est l'un des rares pays dont la Constitution interdit le parti unique ? (...) Mais il y a une différence entre la tolérance pour le multipartisme et la dose de cheval qu'on a donnée à ces pays (africains) en essayant de leur mettre un entonnoir dans la gorge pour les gaver de multipartisme.» — (AFP.)

□ KENYA : un second parti d'opposition a été créé. — L'ancien ministre de la santé, ministre vice-président du pays, M. Mwai Kibaki, a annoncé, mercredi 8 janvier, à Nairobi, la création officielle du Parti démocratique du Kenya (PDK), deuxième parti d'opposition créé depuis le rétablissement... du multipartisme en décembre 1991. Parmi les fondateurs du PDK, figurent aussi l'ancien ministre de la recherche, M. George Mukoko, et deux anciens vice-ministres.

□ AFRIQUE DU SUD : plus de 200 exilés seront rapatriés cette semaine. — Plus de 200 exilés regagneront l'Afrique du Sud cette semaine, depuis la Tanzanie, à l'initiative, mercredi 8 janvier à Genève, le Haut Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR). Au total, 20 000 exilés devraient rentrer en Afrique du Sud au cours des prochains mois. — (AFP.)

MAROC : la mort de M^e Abderrahim Bouabid

Un authentique démocrate

M^e Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), est mort, mercredi 8 janvier, à Rabat, à l'âge de soixante et onze ans, des suites d'un cancer (nos dernières éditions du 9 janvier). Il devait être inhumé, jeudi, au cimetière des martyrs dans la capitale marocaine.

«Ce nous aiderait qu'ils réussissent leur expérience», nous avait-il confié au mois de juin. Il s'en sera fallu de peu pour que M^e Bouabid fût à même de juger du résultat des «manips» conduites par ses voisins algériens dans leur «laboratoire» démocratique. Le premier secrétaire de l'USFP, l'un des principaux pères de l'opposition parlementaire, ne paraissait pas alors redouter l'arrivée au pouvoir du Front islamique du salut (FIS) qui, assurait-il, «cherche la stabilité et exprime l'opinion de l'homme de la rue».

En août 1973, devant le tribunal militaire de Kenitra, où comparaissent plusieurs de ses compagnons de route, sa déposition avait fait grand bruit. Cet avocat avait plaidé pour «des élections libres et honnêtes», et une «démocratie où les jeunes seront écoutés». Il avait la ténacité et la patience d'un vrai militant qui ne se laisse rebuter par rien ni par personne. Il ne déses-

pérât pas de voir Hassan II, contraint ou non par la nécessité, se ranger, un jour, à ses vues.

Fils d'un menuisier, M^e Bouabid est né en mars 1920 à Salé, près de Rabat. Etudes secondaires sur place et licence de droit à Târa. Très tôt, il militait dans les rangs du parti de l'istiqal pour l'indépendance de son pays. Ce combat lui valut d'être emprisonné à deux reprises — en 1944 et en 1952 — par les autorités du protectorat. Puis, en 1956, ce «trublion» participe activement aux négociations avec la France où Mohamed VI lui confiera la mission d'ouvrir la première ambassade du Maroc.

Dans les prisons du roi

Avec des dissidents du parti de l'istiqal, dont Mehdi Ben Barka — enlevé en 1965 à Paris — il forme en 1969 l'Union nationale des forces populaires (UNFP) avant de lui fausser compagnie en 1972 pour créer l'USFP. Tout au long de sa carrière, et au gré de l'état de ses relations avec le Palais royal, M^e Bouabid occupera plusieurs postes ministériels, notamment, à la fin des années 50, celui de l'économie nationale.

Ses critiques contre Hassan II qui avait accepté, au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Nairobi, d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental et qui avait

décidé de prolonger de deux ans la législature, le conduisant, au mois de septembre 1981, avec quatre autres membres du bureau politique de l'USFP, devant le tribunal de Rabat. Condamné à un an de prison ferme, il bénéficia, quelques mois plus tard, de la grâce royale.

Au soir de sa vie — et à cet égard plus royaliste que le roi — M^e Bouabid demeurerait tout aussi ferme sur le dossier du Sahara occidental. Au mois de juin, il promettait de se montrer «intransigent» sur la question de l'identification des Sahraouis habités à voter et de ne pas rendre la tâche facile aux observateurs de l'ONU. Vain exaucé, puisque le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies a récemment démissionné et que le référendum a été renvoyé à des jours meilleurs...

D'une intelligence froide et passionnée, M^e Bouabid, qui fut pour maître Léon Blum, nourrit largement ses réflexions des idées de la gauche européenne. Aucun de ses amis ni même de ses adversaires ne resta longtemps insensible à son charme simple et à sa droiture. Cet homme de conviction avait suffisamment de lucidité pour reconnaître que le Maroc avait encore un long chemin à parcourir pour atteindre les rives d'une «démocratie authentique».

JACQUES DE BARRIN

صكنا من الأصل

RIQUE

Les élections législatives

Les s'inquiètent
de troupes

Les élections législatives ont été marquées par une atmosphère de tension et d'incertitude. Les citoyens se préoccupent de la situation des troupes et de l'impact des conflits internationaux sur le pays. Les débats parlementaires ont été dominés par ces questions, reflétant l'inquiétude collective.

Liberté

Le débat sur la liberté d'expression et les droits fondamentaux continue de diviser l'opinion publique. Les autorités tentent de trouver un équilibre entre la sécurité nationale et les libertés individuelles.

Politique démocratique

Les processus démocratiques sont sous pression. Les citoyens exigent plus de transparence et de responsabilité de leurs représentants. Les institutions doivent renforcer leur crédibilité.

ASIE

Le voyage de M. George Bush au Japon

La «solidité» des liens
nippon-américains

Suite de la première page
Ce texte, a souligné M. Miyazawa, «consacre les liens désormais très solides entre deux pays à l'histoire et à la culture différentes déterminées à coopérer pour l'avenir».
En ce qui concerne l'économie mondiale, MM. Bush et Miyazawa ont convenus de s'employer à favoriser la croissance. Dans une déclaration commune, intitulée «Stratégie pour l'économie internationale», les deux pays soulignent la responsabilité qui leur revient étant donné leur poids international. Ce document ne fait pas état de données chiffrées. Les Japonais s'y sont opposés. La version américaine du document préparée par M. Brady, secrétaire américain au Trésor, comporte en revanche l'objectif de croissance pour 1992 de 3,5 % retenu par Tokyo.
Les Japonais se contentent de s'engager à mettre en œuvre le budget de 1992 et à stimuler la croissance à la fois par des grands travaux et des mesures fiscales. Le président américain, qui a déclaré qu'il «en matière de stimulation de l'économie les Japonais ont fait plus que nous» annoncera, le 28 janvier, dans le discours sur l'état de l'Union, «un programme complet de renforcement de la croissance et de la compétitivité américaine».
Un «représentant de commerce»
Sur le plan bilatéral, d'après des discussions ont eu lieu sur le «programme d'action», qui précise les domaines de coopération (paix et prospérité, sécurité, environnement et science et technologie et échanges). Il comporte des engagements chiffrés qui marquent une nouvelle orientation des relations économiques entre les deux pays : d'un commerce fondé sur des accords d'autolimitation, on s'oriente vers un commerce contrôlé encadré par des objectifs d'importation.
La presse critique durement la manière dont Tokyo a cherché à donner satisfaction aux Américains. Elle parle notamment du «diktat» du ministère du Commerce international et de l'industrie (MITI) aux constructeurs automobiles et souligne le caractère entièrement politique de ce dossier. La visite de M. Bush coïncide avec la première phase de sa campagne électorale. Les Japonais l'ont perçue comme un défi et le président américain ne repart pas du pays des cadeaux les moins vides. Reste à savoir si l'objectif proclamé de redéfinir les rapports américano-japonais cinquante ans après Pearl-Harbor a été atteint.
Si l'a obtenu des Japonais des «objectifs d'efforts à accomplir» selon l'expression utilisée par ces derniers pour éviter d'employer les mots d'«engagement» ou de «promesse» - M. Bush n'a, en revanche, pas convaincu par la démarche qu'il a suivie. Il n'a guère relevé le prestige des Etats-Unis dans un pays où les accusations émotionnelles venues de l'autre côté du Pacifique ont suscité une «américanophilie» rampante.
L'Amérique, avait-il déclaré à son arrivée, attendait pas de «favoris» du Japon, mais demande une modification de sa politique et, concrètement, un meilleur accès à son marché. Or, M. Bush a paru aux Japonais s'être mué en «représentant de commerce en automobiles». Ce qui a incité certains journaux à raporter la phrase prononcée au général de Gaulle à propos du premier ministre japonais de l'époque, qualifié de «marchand de transistors».
MM. Bush et Miyazawa «devaient aborder des thèmes dignes de conversations à ce niveau», écrit par exemple le quotidien économique *Nihon Keizai*, qui poursuit : «Les difficultés de l'économie américaine relèvent des problèmes internes des Etats-Unis. En entreprenant une tournée pour obtenir des emplois, le président Bush en fait un problème diplomatique».
«Bien que la plupart des commentateurs soient favorables à des concessions commerciales pour aider un «allié dans le besoin», et que beaucoup estiment que certaines pressions extérieures vont dans l'intérêt du consommateur japonais - le protectionnisme agricole les oblige à payer leur riz beaucoup plus cher - ils n'en soulignent pas moins la perte de face des dirigeants américains. Elle se double, plus gravement, d'une erreur de jugement».

concessions commerciales pour aider un «allié dans le besoin», et que beaucoup estiment que certaines pressions extérieures vont dans l'intérêt du consommateur japonais - le protectionnisme agricole les oblige à payer leur riz beaucoup plus cher - ils n'en soulignent pas moins la perte de face des dirigeants américains. Elle se double, plus gravement, d'une erreur de jugement».

Ainsi l'*Asahi* met-il en garde contre la recherche de l'efficacité immédiate dans le domaine commercial. «Quelles que soient les mesures qui seront annoncées, écrit le quotidien libéral, «il ne pourra s'agir que de palliatifs». Elles risquent, souligne le *Nihon Keizai*, «de faire naître des espoirs excessifs qui, déçus, ne feront qu'aggraver la nippophobie et l'américanophilie». Le caractère «électoral» de cette visite suscite d'ailleurs des critiques dans la presse américaine. Certains correspondants sur place ont été particulièrement acerbés au cours des conférences de presse des dirigeants des trois «Grands» de l'automobile américaine.

Des «engagements» ponctuels
Dans un éditorial, abondamment repris par la presse nipponne, le *New York Times* écrit : «Le déficit commercial n'est pas la cause du chômage (...). Les promesses de M. Bush de créer des emplois sont fondées sur une erreur d'appréciation selon laquelle promouvoir les exportations et limiter les importations est un moyen efficace de créer des emplois (...). La désagréable vérité est que le déficit commercial américain a son origine aux Etats-Unis mêmes».

La myopie de l'approche de Washington pourrait être mise au compte d'une vision à court terme nourrie d'impératifs électoraux. Elle est surtout symptomatique de l'évolution, mal perçue par les particuliers du Japon, à commencer par les Etats-Unis, de l'évolution de la nature des relations entre l'archipel et le reste du monde. «De subalterne protégé des Américains, le Japon apparaît au lendemain de la visite comme un subalterne que le maître traite en égal, voire en supérieur, mais dont il dépend de plus en plus», estime un ancien diplomate japonais.

Les pressions américaines ont été en outre trop évidentes en contradiction avec les principes dont ils se réclament pour ne pas renforcer les Japonais dans leur sentiment que les rapports de forces ont changé. Les Etats-Unis voulaient son des concessions mais des améliorations durables une concurrence plus ouverte. Or, souligne le *New York Times*, ce n'est pas ce qu'ils ont obtenu.

Le Japon s'est engagé sur des chiffres globaux d'accroissement des achats. Des «engagements» ponctuels. Sous le couvert de ce que Tokyo nomme pudiquement «une campagne morale», les constructeurs de voitures, très réticents au départ, ont accepté des concessions qui n'ont rien de «volontaires». Invocant la liberté du commerce, les Etats-Unis ont exigé de Tokyo qu'il force les entreprises à acheter davantage de l'autre côté du Pacifique.

En cela, les dirigeants américains sont logiques avec eux-mêmes : ils estiment que le Japon est un pays «différent», qui ne «joue pas le jeu» de la libre concurrence. Ils agissent aujourd'hui comme ils l'ont fait en 1986, lorsqu'ils exigèrent une part du marché japonais des semi-conducteurs pour les fabricants américains.

Le danger d'une telle approche - qui est aussi celle de certains pays européens - est qu'elle identifie les intérêts de secteurs industriels à ceux d'une nation. Elle contribue à renforcer au Japon l'intervention du gouvernement dans le fonctionnement d'une économie qui, depuis quelques années, avait précisément évolué dans le sens contraire, à la faveur de la dérégulation. En outre, les promesses chiffrées faites par les constructeurs japonais risquent de les inciter à défendre plus ardemment leur part de marché.

La position du président américain, a jusqu'à un certain point, servi M. Miyazawa. Les concessions à certains secteurs industriels, n'auront pas des conséquences alarmantes et beaucoup restent conditionnelles. Le premier ministre n'en est pas moins vivement critiqué par la presse pour ne pas avoir tiré les leçons du passé et offert des concessions au compte-gouttes, pour finalement se trouver dans l'obligation d'abandonner un pan entier de sa position initiale.

PHILIPPE PONS

Questions sur un malaise

Le président Bush a-t-il été victime d'un simple malaise lié à une forte grippe intestinale ou bien s'agit-il d'un problème plus grave ? (Nos dernières éditions du 9 janvier) Les deux versions ont été successivement données par son entourage. Et même si le porte-parole du président américain s'est efforcé de minimiser l'incident, plusieurs questions concernant l'état de santé de M. Bush demeurent sans réponse.

En dépit des obligations qu'impose ce type de visite officielle, le président Bush disait, quelques heures avant l'incident, se sentir «parfaitement bien». Il venait même de disputer une partie de tennis avec l'empereur Akihito. M. Bush avait simplement précisé, lors d'une interview, avoir pris un demi-comprimé d'haléon de manière à lutter contre le jet-lag (l'haléon est ce somnifère qui a été récemment retiré du marché en Grande-Bretagne du fait de ses effets secondaires).

Selon M. Fitzwater, M. Bush aurait pourtant indiqué à son médecin personnel, le docteur Burton Lee, quelques instants avant le dîner officiel, qu'il ne se sentait pas très bien. Le docteur Lee aurait alors diagnostiqué une banale grippe intestinale.

Selon un témoin, le président serait ensuite devenu, au cours du dîner, «pâle comme un linge», avant de s'effondrer de sa chaise et de s'évanouir un court instant. En revanche, M. Fitzwater affirme que M. Bush est demeuré conscient pendant tout l'incident et qu'il a simplement vomit durant ce court malaise.

Au cours des points de presse qui ont suivi, M. Fitzwater s'est refusé à donner des informations sur les symptômes dont souffrait M. Bush et sur les examens pratiqués. Il a simplement confirmé le diagnostic de grippe intestinale et indiqué qu'un antiémétique avait été prescrit. Jeudi matin, M. Bush a repris ses entretiens avec ses interlocuteurs, se déclarant simplement un peu fatigué et précisant qu'un électrocardiogramme avait été pratiqué. Selon lui, le tracé était tout à fait normal.

Il s'agit du deuxième incident médical frappant le président des Etats-Unis en huit mois. En mai dernier, il avait été hospitalisé pour un trouble du rythme cardiaque (fibrillation auriculaire) consécutif à une hyperthyroïdie (le *Monde* du 11 mai 1991). Il avait, par la suite, subi un traitement par iode radioactif qui avait détruit la glande thyroïde. Depuis, M. Bush doit prendre une hormone synthétique pour pallier son déficit en thyroïde.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche, il n'y aurait aucun lien entre la pathologie thyroïdienne dont souffre M. Bush et l'incident de mercredi. A en juger par les images diffusées par les chaînes de télévision, l'incident évoquait, par sa soudaineté, un malaise vagal consécutif ou non à une infection gastro-entérique.

FRANCK NOUCHI

Touchant particulièrement les constructeurs américains

Les importations japonaises de véhicules ont chuté de 10,7 % en 1991

Alors que le président américain, M. George Bush, et le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, s'appréhendaient à signer un accord prévoyant les achats japonais de pièces détachées et d'équipements automobiles américains (le *Monde* du 9 janvier), l'association japonaise des importateurs d'automobiles a publié, jeudi 9 janvier, les chiffres des ventes de véhicules importés au Japon pendant l'année 1991.

Le volume des importations (99 922 unités) est en baisse de 10,7 % par rapport à 1990, soit la première baisse annuelle depuis huit ans.

Les voitures de tourisme sont particulièrement touchées, avec un repli de 11,1 %.

Les ventes de véhicules américains se sont élevées à 30 128 unités, en hausse de 5,3 %, dont seulement 13 711 véhicules totalement fabriqués aux Etats-Unis - soit un volume en baisse de 14,2 % par rapport à l'année précédente - les autres véhicules ayant été assemblés par des constructeurs japonais.

Selon le journal américain *International Herald Tribune*, dans son édition du jeudi 9 janvier, les présidents des trois grands américains (General Motors, Ford et Chrysler) ont de nouveau affirmé leur volonté de voir les autorités de l'Archipel faire un effort particulier pour ouvrir le marché nippon aux véhicules américains.

CAMBODGE : pour faire face à la dégradation de la situation

Les Nations unies décident de renforcer leur mission préparatoire à Phnom-Penh

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, mercredi 8 janvier, à l'unanimité, un renforcement de sa «mission préparatoire» au Cambodge (MIPRENUC), mise en place en anticipation de la grande opération de l'autorité provisoire (APRONUC), attendue vers la mi-mars. Un millier de personnes supplémentaires, chargées en particulier du déminage, seront dépêchées vers Phnom-Penh.

La MIPRENUC ne compte, à présent, que deux cent soixante-huit personnes, dont près de la moitié sont des militaires français. Sa tâche consiste à vérifier la bonne application par les factions khmères du cessez-le-feu en vigueur depuis le 1^{er} mai 1991, et à préparer, par des missions sur le terrain, la tâche des milliers de membres, militaires et civils, de l'APRONUC, qui devront déminer les combattants et réorganiser la vie publique et quotidienne du pays. Entre autres raisons, la dissémination de millions de mines sur le territoire cambodgien rend problématique le retour au pays des quelque trois cent cinquante mille personnes qui ont cherché refuge en Thaïlande.

On apprend, par ailleurs, de sources diplomatiques à New-York, qu'un Japonais, M. Yasushi Akashi, serait prochainement nommé par le nouveau secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, comme chef de l'APRONUC. M. Akashi est secrétaire général adjoint chargé des questions de désarmement. Le Japon, nouveau membre non permanent du Conseil de sécurité, est disposé à financer largement l'opération Cambodge de l'ONU.

Enfin, le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a annoncé qu'il participerait, le 11 janvier, à la prochaine réunion à Phnom-Penh du Conseil national suprême (CNS), instance représentant la souveraineté du pays aux termes des accords de Paris du 23 octobre. (AFP)

DIPLOMATIE

Accueillie par la presse de l'Etat juif comme un «mal nécessaire»

La visite de M. Dumas à Jérusalem est l'occasion d'améliorer les relations franco-israéliennes

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a entamé, mercredi 8 janvier, une visite de deux jours en Israël, la première depuis trois ans. Il avait été accueilli à l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel-Aviv, par le ministre israélien de la police, M. Roni Milo.

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux
«La presse exagère, ce n'est tout de même pas un ennemi que nous appelons à recevoir!» C'était mercredi soir 8 janvier, dans les couloirs du ministère des affaires étrangères à Jérusalem. Tandis que le Mystère-20 de M. Roland Dumas arrivait en vue de l'aéroport de Tel-Aviv, un haut fonctionnaire israélien s'employait bruyamment à essayer de dissiper la très mauvaise impression qu'un de ses collègues, anonyme, trois bureaux plus loin, diffusait avec application, la veille, auprès des journalistes locaux. Le chef de la diplomatie française n'est «pas un ennemi», certes. Mais le fait qu'il n'est pas non plus précisément considéré, ici, comme un ami.

La réception de M. Arafat à l'Elysee en 1989, la tentative de M. Dumas de remettre en selle le président de l'OLP en 1991, «alors que le monde entier l'avait libéralement mis en quarantaine à la suite de ses prises de position dans la guerre du Golfe», les prétendus efforts de la diplomatie française «pour essayer de sauver Saddam Hussein» avant le déclenchement du feu allié contre lui - ce qu'on appelle ici avec une méchante ironie «les pèlerinages français de M. Vazelle à Bagdad», - sans parler d'événements plus anciens mais sans cesse rappelés, telle la condamnation par Paris du raid israélien sur le réacteur Osirak en 1981, fruit de la coopération nucléaire franco-irakienne des années précédentes, sans parler de la phrase prononcée au général de Gaulle à propos du premier ministre japonais de l'époque, qualifié de «marchand de transistors».

C'est ainsi que, trois ans après sa précédente visite, la dernière d'un ministre français de haut niveau politique dans l'Etat juif, l'arrivée de M. Dumas en Israël est encore jugée comme «un mal nécessaire», dit un grand quotidien conservateur comme *Haaretz*, tandis qu'un autre journal hébreu de référence, *Haaretz*, affirme, sans être dément, que le ministre français aurait en quelque sorte «imposé» une visite «non désirée», la sienne. Une version reprise par la radio nationale, M. Dumas venant en Israël, selon elle, «de sa propre initiative», ce qui est formellement contesté par la délégation française.

Pourtant, s'il fallait juger de l'état des relations franco-israéliennes à l'aune du chaleureux discours prononcé mercredi soir par M. David Lévy pour accueillir son homologue français à Jérusalem, le bilan apparaît largement positif. «Bien sûr qu'il y a parfois un peu plus que des incompréhensions entre nous, a reconnu le chef de la diplomatie israélienne, mais nous avons trop en commun pour ne pas surmonter nos divergences». S'adressant à «un ami» reçu avec un plaisir personnel, M. Lévy a plaidé avec insistance pour «une renaissance des relations» entre les deux pays : Israël, a-t-il affirmé, «a un faible pour la France», mais, selon lui, Paris aurait également «une obligation non écrite à l'égard d'Israël».

Répondant sur le même ton, M. Dumas a déclaré qu'il parlait «une grande partie du discours» de son homologue et il s'est félicité de «l'intelligence et de l'affection qui marquent, selon lui, les rapports entre les deux pays. Bref, mercredi soir à l'Hôtel King David, on avait presque oublié que la presse locale qualifie régulièrement M. Roland Dumas du «plus pro-arabe des chefs des diplomates d'Europe».

Un bon émissaire
Bien sûr, soulignent intelligemment mercredi l'éditorialiste de *Yedioth Aharonot*, premier tirage du pays, «M. Dumas ne fait rien d'important sans en référer à son proche ami Mitterrand, et le gouvernement israélien le sait parfaitement». Si Israël préfère d'ordinaire utiliser M. Dumas comme un bon émissaire, susurre-t-on chez les experts de la chose, c'est tout simplement que l'Etat juif entend absolument pas se priver d'améliorer, si l'occasion se présente, ses relations avec Paris.

«S'il est vrai que nos rapports ont été marqués par une certaine froideur, disait mercredi à la radio nationale, M. Ovadia Sofer, l'ambassadeur - en partance - d'Israël en France, il faut noter qu'en dépit de nos divergences politiques les relations bilatérales sont bonnes». Langage ampoulé pour dire que, s'ils sont loin de partager la même appréciation politique de la situation dans la région, Paris et Jérusalem n'en ont pas moins développé des rapports concrets et multiples de très haut niveau. Ainsi les relations scientifiques et techniques

entre les deux pays sont-elles qualifiées. A Paris, de véritable «fléuron des relations franco-israéliennes». Israël va même jusqu'à souhaiter que soient mis en place des projets de recherches communes dans le domaine spatial, sujet qui, pour Paris, reste à examiner.

Sur le plan culturel, bien qu'on se félicite, de part et d'autre, de la richesse des échanges, la France déplore qu'Israël, faute de consacrer les budgets promis dans le cadre des accords de coopération, ne soit pas en mesure d'empêcher le déclin persistant de l'enseignement du français à l'école. D'autant que le pays compte encore quelque cinq cent mille francophones, soit environ 10 % de la population.

Dans le domaine économique, en dépit de plusieurs projets à l'étude - dont celui de la construction, pour 3 milliards de francs et par une société française, de dix mille logements pour les immigrants soviétiques - les échanges demeurent modestes. En 1990, la France n'était que le septième fournisseur d'Israël et son cinquième client, avec des échanges globaux évalués à 7 milliards de francs.

Sera-t-il possible de bâtir, ou de rebâtir, certaines proximités franco-israéliennes plus politiques à partir de ces acquis ? Somme toute, depuis 1981, les relations entre les deux pays se sont nettement améliorées, au point qu'on note même une timide reprise d'une coopération militaire qui fut longtemps gelée après l'embarquement français de 1967. Ainsi Paris et Jérusalem ont conclu, en 1989, un accord pour la fourniture par la France de cinq réacteurs destinés au prototype d'une version améliorée du chasseur-bombardier israélien Kfir.

PATRICE CLAUDE et FRANCIS CORNU

JUSTICE

Au procès de la publicité comparative

Les centres Leclerc condamnés pour « dénigrement » des pharmaciens

Pour s'être rendus « coupables de dénigrement à l'égard des pharmaciens dans une publicité comparative publiée le 18 mars 1991 dans *Libération* et le *Figaro*, les centres Edouard Leclerc, l'agence de publicité Roux, Séguella, Cayzac et Goudard et *Libération* ont été condamnés, mardi 8 janvier, par la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, à verser un total de 350 000 francs de dommages et intérêts, répartis entre le Conseil national de l'ordre des pharmaciens, l'Union nationale des pharmaciens de France et trois propriétaires d'officines. Ils devront en outre verser 100 000 francs au syndicat national des pharmaciens d'officines et le franc symbolique à la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France.

Manier le paradoxe est un art qui peut conduire à des situations ambiguës où il devient difficile de distinguer l'ami de l'ennemi. Sur deux pages de *Libération* et du *Figaro*, M. Edouard Leclerc avait fait paraître une publicité comparant un shampon vendu 22,50 francs dans ses rayons à un shampon vendu 35,50 francs et 39 francs dans trois pharmacies du même quartier. Deux dessins de Wolinski illustraient cette différence : à droite, un vendeur aimable posait un flacon dans le caducée d'une cliente ravie, alors que sur la page de gauche un pharmacien laissait dévaliser sa caisse en lançant : « Dix ans d'études, ça se paie, bande de malades ».

Mais en bas de la page, un texte donnait le mode d'emploi de cette publicité en précisant notamment : « En mai 1992, la publicité comparative sera (certains) autorisée en France. Elle peut être le meilleur comme le pire. » Et M. Leclerc expliquait que le pharmacien pourrait bien être la première victime de la publicité comparative, sans pour autant avoir les moyens de répliquer. Aussi le message s'ache-

vait-il par la mention : « Il est temps de légiférer. Qui a le concubinage ? Non au dénigrement ! »

Poursuivi par le Conseil de l'ordre des pharmaciens et par plusieurs organisations syndicales, M. Edouard Leclerc soutenait qu'il s'agissait d'une « publicité caricaturale, hyperbolique et humoristique », destinée à présenter au public un exemple concret de publicité comparative en insistant sur certains caractères dangereux d'une pratique que le gouvernement s'apprêtait à autoriser.

Dans son jugement, la première chambre civile présidée par Mme Jacqueline Cochard, présidente du tribunal de grande instance de Paris, note que si les concepteurs de la campagne se présentent comme « les défenseurs des pharmaciens », en montrant qu'il ne fallait pas faire, et des consommateurs, la publicité incriminée « a pour objectif essentiel de présenter le pharmacien comme un professionnel incompétent, sans aucun savoir ou expérience respectables et affirmant le plus grand mépris pour ses clients ». Le message explicatif d'Edouard Leclerc n'a pas

convaincu les juges, qui entrent eux-mêmes dans le jeu du paradoxe pour déclarer : « L'offre de se faire le défenseur des pharmaciens après avoir dénigré la profession dans son ensemble (...) ne saurait être considérée comme un fait justificatif du dénigrement, dès lors (...) qu'il affirmait que le dénigreur sait que le dénigré n'a pas les moyens de se défendre et qu'il est nécessaire qu'il les ait. »

Les magistrats soulignent, en outre, que l'annonce incriminée « n'obéit pas aux normes générales de loyauté de la publicité comparative et déclare que la responsabilité de *Libération* est engagée, en relevant que, dans un article paru le 19 mars 1991, le quotidien a reconnu se placer « hors la loi » en acceptant cette double page de publicité. En revanche, le tribunal constate « l'extinction des instances » contre le *Figaro*, résultant des désistements du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, de l'Union nationale des pharmaciens de France et de trois propriétaires d'officines.

MAURICE PEYROT

A la demande du parquet de Perpignan

M. Nallet a transmis à M. Fabius la demande de levée d'immunité visant M. Farran

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a adressé, mercredi 8 janvier, au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, une lettre lui demandant d'entamer la procédure de levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan. Cette demande fait suite à une demande formulée par le procureur de la République de Perpignan, M. Louis Bartolomé, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à l'occasion du démantèlement d'une partie des recettes provenant de la gestion du parc de stationnement de l'aéroport de Perpignan. Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Claude Garza, a déjà inculpé trois personnes à ce sujet, parmi lesquelles M. Jean-Edmond Mitjaville, gendre de M. Farran, poursuivi pour « vol, complicité de vol et recel » et écroué depuis le 13 décembre mais il n'a pas encore entendu le député, qui pourrait être frappé d'une deuxième inculpation et écroué à son tour si son immunité parlementaire était levée. M. Farran est déjà inculpé d'« ingérence et abus de confiance » à la suite des premières enquêtes effectuées sur les activités de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan à l'époque où il en exerçait la présidence (le *Monde* daté 5-6 janvier).

[La demande de levée d'immunité parlementaire peut être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, soit par le gouvernement (ordre du jour prioritaire), soit par décision de l'Assemblée, sur proposition de la commission des pétitions, résultant d'une demande du président de la commission ad hoc ou d'un président de groupe.] C'est la commission des pétitions, de l'Assemblée nationale, qui a saisi d'une demande de levée d'immunité et c'est la septième fois qu'une telle demande est déposée par le ministre public. La dernière en date, déposée en novembre 1990, visait M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, député socialiste de la Charente. Elle n'avait pas été repoussée par la commission ad hoc, et, donc, pas discutée par l'Assemblée. Seules trois demandes de levée d'immunité parlementaire ont été accueillies, sous le V^e République, par l'Assemblée nationale. C'était pendant la guerre d'Algérie et la dernière en date concernait, en 1962, Georges Billaud.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de Simone Weber

La condamnation de Simone Weber, soixante et un ans, prononcée le 28 février 1991 par la cour d'appel de Metz-Moselle, qui lui a infligé vingt ans de réclusion criminelle pour le meurtre de Bernard Hettier, commis le 22 juin 1985, est désormais définitive. La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mercredi 8 janvier, les pourvois formés par Simone Weber et par sa sœur Madeleine, cinquante-neuf ans, qui avait été condamnée le même jour à deux ans de prison, dont six mois avec sursis, pour recel de vol et destruction de preuves.

Au terme d'un procès-neuve, à Nancy du 17 janvier au 28 février 1991, Simone Weber avait été condamnée pour le meurtre de Bernard Hettier, son ancien amant. En la déclarant coupable malgré ses dénégations, les jurés avaient répondu « non » à la question concernant la préméditation. En revanche, la cour d'assises l'avait déclarée « non coupable » de l'empoisonnement de Marcel Fizard, tout en la déclarant coupable d'avoir organisé un faux mariage avec cet homme de soixante-deux ans, décédé en 1980.

La réforme du statut de la magistrature adoptée en décembre 1986, et convoquée en session extraordinaire, l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 8 janvier, en deuxième lecture, le projet de loi organique sur le statut de la magistrature présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Les députés ont repris les dispositions initiales proposées par le gouvernement, qu'ils avaient modifiées en première lecture et que le Sénat avait, pour l'essentiel, rétablies, sur les conditions de « détachement judiciaire » de certaines catégories de

fonctionnaires. L'Assemblée a supprimé, d'autre part, l'amendement introduit par le Sénat visant à généraliser l'avancement à l'ancienneté et à rétablir la composition paritaire (fonctionnaires et magistrats) de la commission consultative du parquet, nouvelle instance chargée de donner un avis sur les nominations aux emplois du parquet. Le PS a voté pour le texte. Le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus. Le PC, qui s'était déclaré hostile au projet, n'a pas pris part au vote.

Manifestation antiraciste le 25 janvier à Paris

Soixante organisations se mobilisent en faveur des immigrés

Tout ce que la France compte d'organisations antiracistes et de défense des droits de l'homme, de syndicats, de partis de gauche et d'associations communautaires appelle, pour le samedi 25 janvier, à une manifestation nationale à Paris.

La LICRA, SOS-Racisme, le MRAP, la GISTI, la Ligue des droits de l'homme, notamment, se sont associés à des organisations d'immigrés pour ce défilé contre le racisme et pour l'égalité des droits prévu sur le trajet Bastille-Nation. Au total, plus de soixante associations ont signé un appel où elles déclarent en « avoir assez qu'à la veille de chaque échéance électorale, les immigrés soient les boucs émissaires de la crise sociale et politique que traverse notre pays ».

Il s'agit de « créer les conditions d'un sursis », face d'abord à l'extrême droite, mais aussi à certains dérapages gouvernementaux, comme l'a déclaré, mercredi 8 janvier lors d'une conférence de presse, M. Mouloud Aouni, secrétaire général du MRAP. Le président de la LICRA, M. Jean Pierre-Bloch, évoquait, pour sa part, « la similitude entre 1938 et l'époque actuelle » et M. Haricm Désir, président de SOS-Racisme, estimait que « l'heure est à la remobilisation ».

Pour autant, les organisateurs se défendent de vouloir « diaboliser La Pen » et relancer le droit de vote des étrangers.

Cette manifestation devrait

donc servir de point de convergence à plusieurs types de luttes en cours : défense des demandeurs d'asile déboutés, dont certains, Kurdes en particulier, menent encore des grèves de la faim dans sept villes pour obtenir leur régularisation ; lutte contre l'amendement Marchand introduit précipitamment à l'Assemblée nationale et adopté en première lecture, qui permet de maintenir en rétention, sous la seule surveillance de la police pendant vingt jours, des étrangers non admis sur le territoire (le *Monde* du 21 décembre 1991).

La fin de la « marche pour l'égalité »

Le comité national contre la « double peine », dont dix-neuf militants ont commencé une grève de la faim le 2 janvier dans les locaux parisiens de la CIMADE, sera également présent à la manifestation.

Plus largement, la mobilisation du 25 janvier vise à dénoncer les discriminations en matière de logement, d'emploi et de protection sociale dont souffrent les étrangers et les Français défavorisés, notamment dans les banlieues. Les jeunes de l'Organisation des banlieues unies (OBU), proche de SOS-Racisme, achèveront symboliquement à Paris ce samedi-là la « marche pour l'égalité » à travers la France, qu'ils ont commencée le 2 janvier.

Ph. Be.

MÉDECINE

L'ordre des médecins rejette la plainte de M. Durieux à propos du professeur Zagury

Le conseil régional de Champagne-Ardenne de l'ordre des médecins a décidé de rejeter la plainte déposée le 20 juin 1991 par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, à l'encontre du professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris), estimant que ce dernier n'avait pas contrevenu aux articles 18 et 19 du code de déontologie.

M. Durieux avait déposé sa plainte après que le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, lui eut remis un rapport consacré aux essais d'immunothérapie menés à l'hôpital Saint-Antoine (Paris) par le professeur Zagury (le *Monde* daté 16-17 juin 1991). Ce rapport concluait que l'emploi de tout virus vaccinal recombinant devait être prosaïque dans toute expérience d'immunothérapie active.

Indiquant que ce document serait transmis aux autorités zélorées, M. Durieux avait d'autre part indiqué qu'il saisissait l'ordre des médecins en application de l'article 418 du code de la santé publique. Cette décision était en particulier motivée par l'article 18 du code de la santé publique qui précise que « le médecin doit s'interdire, dans les investigations ou les interventions qu'il pratique,

comme dans les thérapeutiques qu'il prescrit, de faire courir au malade un risque injustifié ».

Selon le conseil régional de Champagne-Ardenne de l'ordre des médecins, les expérimentations entreprises par le professeur Zagury ont été menées avec les « précautions d'ordre formel et éthique requises », ne faisant pas courir au malade un risque « hors de proportion avec son état ».

M. Durieux n'avait pas décidé, jeudi 9 janvier, s'il devait faire appel de cette décision.

Le campement des infirmières « n'avait plus de raison d'être », déclare M. Durieux. Le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, a justifié, mercredi 8 janvier, l'évacuation, la veille, par les forces de l'ordre des infirmières qui campaient depuis quatre-vingt-dix-huit jours sous les fenêtres du ministère, en déclarant que « le conflit a trouvé une solution » avec la signature des accords le 15 novembre dernier. « Par conséquent, a-t-il ajouté, le campement - qui était animé par sept ou huit protestataires - n'avait plus de raison d'être. De plus, il importait le voisinage dans le quartier et était dangereux pour la circulation. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Les bons comptes de la Cogedim

Le tribunal correctionnel de Paris a continué, mercredi 8 janvier, l'examen de divers chantiers de la Cogedim à la fin des années 80. Les dirigeants du troisième groupe de promotion immobilière en France ont marqué quelques points face à leur principal accusateur, M. Carino Cesco, gérant de la société de démolition CTMT (le *Monde* du 9 janvier).

Un bon accusateur devrait toujours étaler une mémoire aux mille tiroirs. Pourquoi le cachier plus longtemps : à ce jeu, M. Carino Cesco, gravement handicapé par une trachéotomie, a beaucoup déçu au cours de l'audience de mercredi. Car l'accusateur en chef de la Cogedim, à l'évidence, souffre de redoutables « trous » de mémoire qui se traduisent par de fréquentes « Je ne me souviens pas », ou, aimable variante qui prête à sourire chez ce colosse de démolisseur, « Je n'ai pas souvenir... ».

« Je suis un bonhomme »

Bigre ! Des millions de francs sont en jeu, des devis fictifs donneraient lieu à des factures majorées, des avances de règlements considérables seraient consenties par la Cogedim sur des chantiers à peine ouverts, mais M. Cesco n'a pas « souvenir » des détails et donc, bien souvent, de l'essentiel : quels étaient ses interlocuteurs à la Cogedim en dehors de M. Gilbert Chapron, responsable de la direction des appels d'offre ? Par quels moyens transmettaient-ils ses factures à ses clients ? Allez savoir !

Sagement assis sur une petite chaise au pied du tribunal, un micro à portée de main, Don Carino Cesco se contente de répéter indéfiniment dans un filet de voix : « Je confirme, ces factures sont fausses. Nous nous sommes mis d'accord avec

M. Chapron. » Et derrière lui, gagnant en assurance, tirant de ses poches des notes soigneusement rédigées, M. Chapron « bétonne » : « Je ne mets pas en cause les compétences techniques de M. Cesco, mais... »

Tout est dans ce « mais ». S'agissant de l'immense chantier des anciennes usines de la Régie Renault à Suresnes, M. Chapron refuse publiquement ses comptes : il fallait démolir une surface de 50 000 mètres carrés. La Cogedim y a consacré 3,9 millions, ce qui donne du 79 F au mètre carré. « Madame la Présidente, la fourchette moyenne se situe entre 200 F et 800 F dans la région parisienne », relève avec satisfaction M. Chapron.

Pourquoi, dans ces conditions, bouter les services de M. Cesco ? A Levallois-Perret, pour neutraliser et démolir le « plus grand trou de Paris » (sept niveaux en sous-sol), la CTMT lui demande 97 F du mètre carré. « Très correct », conclut l'heureux M. Chapron, qui ne peut toutefois ni confirmer ni démentir le témoignage d'un chef de chantier qui assure que les travaux de neutralisation étaient déjà réalisés avant l'intervention de la CTMT...

Pour sa part, M. Jean-Claude Le Goff, responsable de la Cogedim, a répondu sans réticence que le chantier de Suresnes n'avait rien de fictif et que le tribunal ne saurait confondre la date d'achèvement d'un chèque avec la date de sa remise. La présidente perut sensible à son argumentation. « Après tant de mois, supportez que je vienne apporter quelques preuves supplémentaires », devait-il lancer au procureur Alain Blanchot. « Je suis un bonhomme », l'exprime, qui fait si souvent sourire dans les tribunes, fut pour une fois accueillie sérieusement.

Reprise des débats lundi 13 janvier.

LAURENT GREILSAMER

Plus proche collaborateur de M. Lalonde

M. Vincent Denby-Wilkes dirigera l'Agence de l'environnement

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (AEME) possède enfin son état-major. Après la présidence qui a été confiée, sans péripéties, à M. Michel Mouel (le *Monde* du 13 décembre 1991), c'est le poste de directeur général qui vient d'être pourvu. Il sera occupé par M. Vincent Denby-Wilkes, qui était jusqu'ici directeur du cabinet de M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, et que remplacera M^{me} Bettina Laville.

M. Mouel ayant été lui-même, de 1983 à 1985, directeur de cabinet de M^{me} Huguette Bouchardou lorsque celle-ci était secrétaire d'Etat puis ministre de l'environnement, ce sont deux hommes du « sérail » qui président désormais aux destinées de la nouvelle agence. Or, l'AEME étant placée sous la double tutelle de l'industrie et de l'environnement, il avait été convenu que ses dirigeants comprennent des fonctionnaires en provenance des deux ministères. La démission de M. Yves Martin, ingénieur général des mines, qui avait d'abord accepté le fauteuil de président et qui devait être secondé par un directeur général venant de l'environnement, a laissé finalement la place aux hommes de M. Lalonde. Leur bonne entente ne sera pas superflue car l'AEME débute dans des conditions difficiles. Ses 500 collaborateurs sont originaires de trois organismes différents, mais ils ne seront pas regroupés pour autant. M^{me} Cresson a en effet décidé (le *Monde* du 9 novembre) de les répartir sur trois sites : Angers, Cergy-Pontoise et Sophia-Antipolis, près de Nice. Ces délocalisations ne manquent pas de susciter des protestations parmi les personnels.

Par ailleurs, continuant à réaliser les objectifs du plan national pour

l'environnement, M. Lalonde a nommé, mardi 7 janvier, les 22 patrons des nouvelles directions régionales de l'environnement (DIREN). Ces structures, souhaitées depuis vingt ans, regroupent les anciennes directions régionales à l'architecture et à l'environnement (DRAE), les services régionaux de l'aménagement des eaux (SRAE), dépendant jusqu'à l'agriculture, les délégations de bassin et les services hydrologiques centralisés (qui dépendaient de l'équipement). Ces directions, que la décentralisation et la montée en puissance des régions rendaient d'autant plus nécessaires, seront, sur le terrain, le bras séculier qui a jusqu'ici manqué aux ministres de l'environnement.

M. A.-R.

[Né le 3 octobre 1953 à Boulogne-sur-Mer (Hauts-de-Seine), M. Vincent Denby-Wilkes est conseiller référendaire à la Cour des comptes. Diplômé de l'Institut national agronomique et ancien élève de l'ENSA, il fut directeur délégué puis directeur de l'administration et des finances de Radio-France-Quatre-Mer de 1987 à 1989, date à laquelle il devint directeur de cabinet de M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement. Ce dernier l'avait chargé, depuis le mois de juillet 1991, de préparer la mise en place de l'AEME.]

[Né le 25 juin 1951, M^{me} Bettina Laville est administrateur civil hors classe. Docteur en lettres et ancien élève de l'ENSA, elle a fait carrière dans les services de divers ministères (éducation nationale, jeunesse et sports, culture, coopération, avant de devenir, en 1990, directrice de cabinet de M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, puis, en mai 1991, directrice adjointe de cabinet de M. Lalonde. M^{me} Laville a fondé, en 1982, les rencontres internationales de l'environnement et de la nature (RIEN), festival international de films sur l'environnement.]

SOCIÉTÉ

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrt-Le Cap

Les filles à «papa» Schek

Afin de contourner le Zaïre où la sécurité du Paris-Syrt-Le Cap n'était pas assurée, les véhicules ont été embarqués, mercredi 8 janvier, à Pointe-Noire (Congo), à destination de Lobito (Angola). Le rallye devrait reprendre la piste vendredi 10. Parmi les plus en vue des concurrents moto, on trouve deux Allemandes, Patricia Schek et Jutta Klein-Schmidt, accompagnées de «papa» Schek, une figure du circuit.

POINTE-NOIRE (Congo)

de notre envoyé spécial

La voyageuse française arrive à Pointe-Noire par le train de Brazzaville ne serait pas dépayssée. La gare est une copie, certifiée conforme, de celle de Deauville. L'illusion serait toutefois de courte durée. Le moteur équatorial (plus de 30 degrés et une humidité de l'air avoisinant 95 %) ne laisse planer aucun doute sur la latitude de l'endroit. Pour les concurrents du Paris-Syrt-Le Cap, partis le 23 décembre de la métropole, Pointe-Noire est, avant tout, la première journée de repos et, pour beaucoup, l'occasion de prendre une première douche. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le bivouac, fixé sur le terrain vague de l'aéroport, ait été déserté par la quasi-totalité des concurrents partis à la recherche d'une chambre ou d'un point d'eau en ville. A côté du campement des équipages tchécoslovaques de camions, deux petites tentes abritent pourtant «papa» Schek et sa fille Patricia. A cinquante-neuf ans, Herbert Schek est l'une des grandes figures du Dakar. Concessionnaire BMW, Renault et Mazda à Wengen-in-Algäu, à proximité du lac de Constance, c'est lui qui avait préparé pour BMW-France les motos qui avaient permis à Hubert Auriol

(1981 et 1983) et Gaston Rahier (1984 et 1985) de s'imposer dans le Dakar.

Lui-même fervent pratiquant de moto, il a participé vingt-cinq fois (de 1956 à 1981) aux «six Jours», la plus grande compétition itinérante d'enduro, dont la dernière édition a été gagnée par Stéphane Peterhansel, l'actuel leader du Paris-Syrt-Le Cap, avant que sa fédération ne le juge trop vieux pour continuer à le sélectionner. Herbert Schek s'est alors engagé dans le Dakar en 1981. Depuis, il n'a raté que l'édition 1982 et il a même remporté l'épreuve en 1984 en marathon (motos de série). Cette année-là, il avait sympathisé avec Véronique Anquetil, la «Schtroumpfette du désert» qui allait donner à Patricia, la fille aînée de Herbert, le goût de l'aventure.

«Elle fait la route moi, la mécanique»

Après deux rodages dans le Rallye des Pharaons, en Egypte, où les Schek avaient fait la connaissance de Jutta Klein-Schmidt, Herbert avait accepté d'accompagner les deux filles dans le Dakar 1988. L'expérience avait été de courte durée. «Juta avait encore beaucoup de progrès à faire, raconte Herbert Schek. Dans la sixième étape qui arrivait à Hasi-Masoud, elle s'est ensablée une vingtaine de fois. Je l'ai aidée, mais quand nous sommes arrivés au bivouac le matin, après vingt-trois heures de moto, j'étais épuisé. J'ai convaincu les filles qu'il valait mieux abandonner et retourner à Alger par la piste.»

L'année suivante, Jutta n'était pas au départ, mais Patricia était la première femme à rallier l'arrivée en moto depuis 1984. «Au retour, nous n'avons même pas eu un mot de félicitations de BMW, d'indigne le père. J'ai juré que plus jamais nous ne courrions pour cette marque.» Depuis, les participants du Dakar se sont habitués à la grande

silhouette de «papa» Schek, suivant sa fille comme son ombre. «C'est elle qui fait la route et moi la mécanique, explique-t-elle. Le problème, c'est que maintenant elle va plus vite que moi. Elle est obligée de s'arrêter régulièrement pour ne pas me perdre.»

Cette année, les Schek ont retrouvé Jutta au départ. Employée de bureau chez BMW à Munich, cette dernière court avec la plus grosse moto du Dakar, une 1 000 cc de 210 kilos développant quelque 70 chevaux, prêtée par son employeur qui lui fournit également un lot de pièces de rechange et a réglé son engagement. Avec une aide de Suzuki pour Patricia et de quelques sponsors difficiles à trouver en Allemagne, où l'épreuve a une moindre notoriété, les Schek ont opté pour des petites 350 cc de 130 kilos et 30 chevaux.

Les trois Allemandes n'ont pas fait route ensemble longtemps. Herbert a abandonné, moteur grippé par manque d'huile, dans l'étape nigérienne Dikou-N'Guigni. «Je n'avais pas eu le temps de vérifier mon niveau d'huile, explique-t-elle. Quand mon moteur s'est arrêté et a refusé de repartir, j'ai dit à ma fille de continuer pour essayer d'arriver à N'Guigni avant la nuit. J'ai commencé à démonter mon moteur en attendant le camion d'assistance dans lequel j'avais des pièces de rechange. Dans la tempête de sable, je ne l'ai jamais vu. A minuit, après dix heures d'attente, un camion d'assistance de Yamaha s'est arrêté. Ils m'ont offert un café, mais il n'y avait plus rien à faire. Le sable avait recouvert les pièces que j'avais démontées. Je suis repartie avec eux en emportant ma roue arrière, au cas où ma fille en aurait besoin.»

Le plus dur pour Herbert était de trouver une solution pour continuer à accompagner sa fille. Dakar, la compagnie qui offre les avions du Dakar, lui réclamait 4 000 F par étape pour le transport. «C'était fou, dit-il. D'autant plus que Patricia

s'est fait voler 15 000 F, la moitié de notre budget de route, sous le nom de Sahr (Tché). Heureusement, La Cinq a accepté de me transporter gratuitement dans son Transal jusqu'au Cap.»

Si «papa» Schek ne peut plus veiller sur sa fille sur le terrain, les motos du Dakar se sont pris d'affection pour les deux Allemandes. «Les premières années, je crois qu'ils me méprisaient un peu, raconte Patricia. Ça a changé depuis qu'ils voient que je me maintiens dans le milieu du classement.»

Juta a souvent eu besoin de ses grandes qualités sportives (trois fois sélectionnée pour les Championnats du monde de bobleigh) pour arriver à la vingt-septième place (à vingt-neuf heures de Stéphane Peterhansel) à Pointe-Noire sur son monstre. Patricia, beaucoup moins éprouvée, le suit à la vingt-huitième place (à trente et une heures). Toutes deux n'ont plus qu'une ambition : rallier Le Cap, où «papa» Schek les attendra une dernière fois. A son tour, Herbert, n'envisage pas de se lancer dans un deuxième Dakar.

GÉRARD ALBOUY

□ L'«Observateur romain» : «supprimer le Paris-Le Cap... L'Observateur romain du jeudi 9 janvier s'en prend aux organisateurs de la course Paris-Le Cap, après la mort du motard Gilles Lalay (le Monde du 9 janvier). «Qu'on en finisse une fois pour toutes avec cette manifestation du sport qui nous amène en fait que la caricature», écrit l'organe du Vatican. Ajoutant : «Le sport est la première victime de ce qui est désormais un implacable rendez-vous, face auquel, par respect pour les victimes et pour le sauvetage des pays traversés, il ne reste plus qu'une exigence : le supprimer.»

ÉDUCATION

Dans une lettre à M. Jospin

Les présidents d'université s'inquiètent de la baisse de leurs crédits

La Conférence des présidents d'université a fait part, mercredi 8 janvier, de son «inquiétude sur les moyens mis à leur disposition pour 1992». Dans une lettre collective adressée au ministre de l'éducation nationale, la commission exprime ses inquiétudes et souligne que les responsables d'université «redoutent de graves difficultés dans le fonctionnement de leurs établissements» au cours de cette année. Les crédits de fonctionnement, explique la Conférence, sont en baisse dans toutes les universités parisiennes, et une quarantaine d'universités de province (sur soixante-quinze) déplorent une «baisse d'environ 15 % de leur dotation par rapport à 1990».

Les présidents estiment, par ailleurs, que le sous-encadrement dans certaines disciplines — comme les sciences, les disciplines juridiques ou la gestion — s'accroît et rappelle que, s'ils ne bénéficient de la participation de professionnels à l'université, ceux-ci ne peuvent remplacer partout les enseignants.

M. Jean Sagnes élu président de l'université de Perpignan

M. Jean Sagnes a été élu, mercredi 8 janvier, président de l'université de Perpignan par 57 voix contre 27 à M. François-Paul Blanc, et 5 abstentions. Il succédera le 7 février à M. Henri Got, en fin de mandat (corresp.).

(RNE le 5 avril 1938 à Saint-Thibéry (Hérault), M. Jean Sagnes, agrégé d'histoire, docteur de troisième cycle et docteur d'État, a commencé sa carrière universitaire à Perpignan en 1972, où il fut successivement assistant, maître de conférences, puis professeur. Spécialiste de l'histoire du syndicalisme et de la Troisième République, il a publié ou dirigé une quinzaine d'ouvrages. M. Sagnes est directeur, au sein de l'université, du département histoire et du centre de recherches sur les problèmes de la frontière. Il a été également membre du Conseil supérieur des universités.)

Avant atteint la limite d'âge

M. Boudarel n'enseigne plus à Paris-VII

L'enseignant-chercheur Georges Boudarel, qui fut de 1953 à 1954 commissaire politique dans un camp de prisonniers au Vietnam et qui avait été accusé de crimes contre l'humanité par d'anciens prisonniers français de la guerre d'Indochine, n'a pas repris ses cours d'histoire à la rentrée de janvier.

Agé de soixante-cinq ans depuis le 22 décembre et ayant donc atteint l'âge de la retraite, il avait pourtant demandé à la présidence de l'université, M^{me} Nadine Forest, de pouvoir enseigner jusqu'à la fin de l'année universitaire. Le ministre de l'éducation nationale n'a pas accédé à sa demande, après avis donné par la présidence de Paris-VII, cette dernière estimant qu'aucune «nécessité de service» ne justifiait une prolongation de son activité.

Protestation du SNES-Sup

Le SNES-Sup (Syndicat national de l'enseignement supérieur) proteste contre cette décision. Il rappelle que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait décidé le 20 décembre 1991 que l'instruction lancée contre l'universitaire ne pouvait pas être poursuivie (le Monde du 21 décembre 1991).

Les faits qui lui étaient reprochés et pour lesquels il était poursuivi de crimes contre l'humanité étaient en effet amnistiés par la loi d'amnistie du 18 juin 1986.

ESPACE

En raison des restrictions budgétaires américaines

La NASA annonce la suppression de 5 000 emplois

Environ cinq mille emplois sur les vingt-cinq mille que compte le programme américain de navette spatiale devraient être supprimés dans les cinq prochaines années, a annoncé mardi 7 janvier M. Robert Crippen, ancien directeur du programme navette à la NASA, et, depuis le 1^{er} janvier, directeur du centre spatial Kennedy à Cap-Canal (Floride). Ces mesures sont la conséquence directe du plan d'austérité et du redéploiement des activités de la NASA. L'agence spatiale américaine a échappé, pour cette année, aux coupes claires envisagées par le Congrès, mais elle n'a pas obtenu l'augmentation substantielle de son budget, réclamée pour ses ambitieux projets d'exploration martienne. Le gouvernement américain a, par ailleurs, décidé que les États-Unis ne

construiront plus de nouvelle navette (le Monde du 27 juillet 1991). La flotte existante continuera à voler jusqu'en l'an 2000, pour des missions (unit à dix par an) que les lanceurs conventionnels ne peuvent pas assurer.

En conséquence, le budget du programme navette sera réduit de 3 % par an sur les cinq prochaines années. «Cela représente approximativement 500 millions de dollars à économiser d'ici à 1996», a indiqué M. Robert Crippen. Il nous faudra réduire le nombre de personnes qui travaillent sur la navette dans tout le pays. On peut estimer à environ cinq mille le nombre d'emplois qui seront touchés. Ces suppressions touchent tout la NASA que les entreprises contractuelles. — (UFL, AFP).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 9 h 30.
Un PAVILLON à CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94)
11, RUE DU GRAND-BOSQUET
Lotissement «Le Bosquet-Ouest», mitoyen, rez-de-chaussée, séjour, cuisine, w.c., 1 ch., s. de b., Comblets aménagés, Jardin 375 m² sur 500 m².
M. à P. : 500 000 F
S'adresser à M^{rs} GASTINEAU, MALANGREAU et BOITTELLE-
COUSSAU, avocats associés, à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon.
Tél. : 43-26-82-88, de 9 h 30 à 12 h. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :
APPARTEMENT de 4 pièces principales
+ entrée, cuisine, baign., w.c., cave
à PARIS-17^e, 63, boulevard Pereire
Mise à prix : 800 000 F
S'adresser à M^{rs} WEISS, avocats à PARIS-15^e, 130, av. de Suffren, tél. : 43-06-71-99, et au greffe du trib. de gde inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT :
4 APPARTEMENTS
4 CHAMBRES - 10 CAVES
sis 27, rue des Trois-Bornes
à PARIS-11^e
OCCUPATION : voir cahier des charges.
Mise à prix : 500 000 F
S'adresser à M^{rs} YVES TOURAILLE, avocats à PARIS-9^e, 48, rue de Cligny, tél. : 48-74-45-45 ; M^{rs} B. PENET-WEILLER, liquidateur à PARIS-4^e, 3, rue du Renard.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT, dans un immeuble sis
à VILLENEUVE-LA-GARENNE (92)
1 à 43, rue du Haut-de-la-Noue
2 à 42, avenue Jean-Jaures, et 79 à 83 bis, rue de Verdun.
APPARTEMENT de 3 pièces principales
type 3A, bll. A, au 10^e étage et comp. de séjour, 2 chambres, cuisine, salle d'eau, w.c., entrée, débarras et placard. CAVES bll. A au sous-sol.
Mise à prix : 180 000 F
S'adresser à M^{rs} DENNERY-HALPHEUX, avocats, 12, rue de Paris à BOULOGNE (92), tél. : 46-05-36-94 ; M^{rs} SCHMIDT, avocats à PARIS-15^e, 76, avenue de Wagram, tél. : 47-63-29-24.

Vente au Tribunal de grande instance de CRÉTEIL, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 9 h 30.
UN LOGEMENT
situé au 2^e étage, porte face sur le palier
7, AVENUE JEAN-JAURES et 25, RUE ARISTIDE-BRIAND, à JOINVILLE-LE-PONT (94)
CAVE au sous-sol n° 8
Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à M^{rs} MONTAUDO, avocats à la cour, 117, av. Paul-Vaillant-Couturier à VITRY-SUR-SEINE (94000), tél. : 46-30-66-00 ; M^{rs} JEANNE DEVOS-CAMPY, avocate à la cour, 57, avenue de Suffren à PARIS-7^e, tél. : 45-67-98-84. A tous autres avocats près le trib. de gde inst. de CRÉTEIL.

Vente au Tribunal de grande instance de NANTERRE, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT :
APPARTEMENT et CAVE n° 17
sis 76, rue Henri-Barbusse à
CLICHY-LA-GARENNE (92)
situé au 1^{er} étage sur cour, à gauche, composé de : entrée, cuisine, salle d'eau avec w.c., une chambre avec débarras, salle de séjour et une petite pièce formant alcôve.
Mise à prix : 50 000 F
S'adresser à M^{rs} MONTAUDO, avocats au barreau des Hauts-de-Seine, 14, rue Marie-Doffe à CLAMART (92), tél. : 42-60-48-09 ; M^{rs} JEANNE DEVOS-CAMPY, avocate au barreau de PARIS-7^e, 57, avenue de Suffren, tél. : 45-67-98-84. A tous autres avocats près le trib. de gde inst. de NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT :
dans un immeuble sis à
PARIS-8^e, 4, av. F.-Roosevelt
et 1 bis, rue Jean-Mermoz
au 5^e étage, en façade sur la rue Jean-Mermoz
APPARTEMENT de 3 pièces
dont 2 en façade,
entrée, cuisine, salle de bain, w.c., débarras et balcon
Mise à prix : 1 000 000 de francs
S'adresser pour renseignements à M^{rs} DUBOIS TALON, avocats à la cour, 20, quai de la Mégisserie, PARIS-1^{er}, tél. : 42-36-59-23. Et tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 11 JANVIER

S. 15 - Tapis. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR

LUNDI 13 JANVIER

S. 11 - Babelots, meubles. - M^{rs} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 13 - Montres, bijoux, fourrures. - M^{rs} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MARDI 14 JANVIER

S. 8 - Fourrures. - M^{rs} MILLON, ROBERT. M^{rs} Renasse, expert.

MERCREDI 15 JANVIER

S. 1 - 14 h 15. Bains meubles. Objets mobiliers. - M^{rs} ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)
S. 4 - 20 h 30. Pin's. - M^{rs} BOISGIRARD. (Expo le 15 janvier, 11 h-18 h.)
S. 7 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{rs} BOISGIRARD
S. 9 - Meubles et objets d'art 18^e et de style. Bijoux. - M^{rs} RIBEYRE, BARON

JEUDI 16 JANVIER

S. 8 - Bons meubles. Objets mobiliers. Extrême-Orient. - M^{rs} PICARD.

VENDREDI 17 JANVIER

S. 1 - Meubles et objets d'art. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
S. 3 - Timbres. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR et M^{rs} MILLON, ROBERT.
S. 6 - Dessins, tableaux anciens. Bel ameublement. - M^{rs} DAUSSY, de RICOLES. M. Vandermeersch et M^{rs} de Vilaine, expert.
S. 7 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{rs} ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)
S. 9 - Meubles et objets d'art. - M^{rs} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 13 - Meubles et objets d'art. - M^{rs} LOUDMER.
S. 15 - Meubles et objets d'art. - M^{rs} MILLON, ROBERT.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEINS-LAUREN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-09-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RIBEYRE, BARON, 3, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

صكنا من الأهل

CULTURE

CINÉMA

Le camarade docteur

Une biographie historique sans grand souffle mais qui pose des questions cruciales

DOCTEUR
NORMAN BETHUNE
de Philip Borsos

Le docteur et chirurgien canadien Norman Bethune est né en 1890. Il conçut colère et amertume lorsqu'il constata l'inégalité devant la maladie et les soins, au cours de la grande dépression de la fin des années 20. Médecin des pauvres, grande guérisseur et esprit inventif (il dessina de nouveaux instruments et effectua des recherches sur les maladies pulmonaires, après avoir été lui-même frappé par la tuberculose), il passa peu à peu de l'engagement humanitaire à l'engagement politique.

Adhérent du Parti communiste

en 1935, il se dépensa sans compter dans les rangs républicains durant la guerre d'Espagne. Activiste antifasciste, il rejoignit en 1938 la patrouille dirigée par Mao Zedong qui, après la Longue Marche, organisait dans le nord de la Chine l'essentiel de la résistance contre les Japonais. Organisateur des services sanitaires de la VIII^e armée de route communiste, promoteur de la médecine occidentale moderne à Yanan puis dans tout le pays, il devint après sa mort en 1939 le seul Occidental crédité du titre de héros national en Chine populaire.

Pour raconter cette vie haute en couleur, en actions d'éclat et en arrière-plans politiques et historiques, Philip Borsos a chassé les

godolots de la fresque biographique. Voix off, flash-back, cartons explicatifs et témoignages des proches viennent baliser cet itinéraire hors du commun. A force de spectateur, une certaine confusion se dégage de cet abus d'informations.

Les scènes de guerre «spectaculaires», mais singulièrement dépourvues de souffle, alternent avec les images de la vie privée du docteur (bon cœur sous la rude écorce, clairvoyant mais faillible, trop passionné pour faire un bon mari, etc.), qui permettent à Donald Sutherland de cabotiner avec générosité. Le réalisateur reste sur la prudente réserve de l'illustration pure, en se contentant d'éviter

l'hagiographie et l'excès de démonstration. D'où un résultat un peu terni à force d'être prévisible, mais pas antipathique.

L'intérêt de *Docteur Norman Bethune* est ailleurs : à travers le portrait d'un homme dans son époque, il laisse apparaître en filigrane l'évolution de l'engagement au service des justes causes, des années 30 à aujourd'hui (lire d'autre part le texte du docteur Brauman). Rigoureux et impassible, mais aussi cohérent de la politisation de l'intervention médicale à l'ingérence humanitaire et humaniste des *French Doctors* : le film de Philip Borsos recoupe forcément les interrogations actuelles des hommes de bonne volonté.

JEAN-MICHEL FRODON

Un adolescent farouche



Marcel Vidal

BAR DES RAILS
de Cédric Kahn

Cela se passe quelque part en province. Richard - seize ans - vit dans un lotissement avec sa mère, couturière à domicile. Il s'est épris de la voisine d'en face, Marion, qui élève seule sa petite fille et travaille, quelques soirs par semaine, dans une boîte de nuit. Il la désire, ne sait pas trop comment s'y prendre. Un jour, il lui donne rendez-vous dans un bar, auprès d'une voie ferrée : le Bar des Rails.

C'est l'histoire d'une étrange liaison entre un adolescent farouche, luttant contre une réalité décevante, et une femme traquée déjà un passé auquel elle voudrait échapper. Du Bar des Rails à une chambre d'hôtel, ce couple désaccordé (mais pas vraiment à cause de la différence d'âge) s'étreint, parle peu, se déchire sans jamais s'expliquer. Cédric Kahn a filmé

ces personnages parfois avec une technique de reportage, parfois à travers le regard que porte le garçon sur l'environnement social contre lequel il se rebelle, et sur cette femme qu'il ne comprend pas.

L'amour heureux n'appartient qu'à la mère, personnage auquel Brigitte Roiban donne sa vitalité, son énergie, son instinct de comédienne. Dans cette situation sans issue, cet univers provincial clos (et remarquablement décrit), Marcel Vidal, un débutant, impose un tempérament original, vraiment jeune, et Fabienne Babe est une marginale qui cherche l'absolu, avec une allure et un charme insolites. Il y a là-dedans un tel bonheur de mettre en scène, une telle qualité des images, et, à deux ou trois temps morts près, un tel rythme qu'on peut s'offrir le plaisir de ce premier film : il a de l'avenir.

JACQUES SICLIER

ROCK

Attentat contre la tournée de Paul Simon

Des militants extrémistes noirs de l'Armée de libération nationale azanienne (AZANLA), liée à l'organisation minoritaire AZAPO, ont revendiqué mercredi 8 janvier la responsabilité de l'attentat qui a brisé une fenêtre du bureau des promoteurs de la tournée controversée en Afrique du Sud du chanteur américain Paul Simon. Outre l'AZAPO, les organisations liées au PAC (Congrès panafricain) ont appelé au boycottage et à des actions violentes contre la tournée de cinq concerts du chanteur américain.

Selon la police, deux grenades de fabrication soviétique ont été lancées peu avant mardi midi (heure locale) contre le bâtiment de PA Sound Corporation and Network Entertainment. Paul Simon, qui est arrivé mardi à Johannes-

bourg accompagné d'une équipe de cinquante-cinq personnes, a déclaré à la télévision : « Lorsque j'ai appris que l'Inkhata, l'ANC et le bureau du ministre des affaires étrangères soutenaient la tournée, j'ai eu l'impression d'un accord entre des groupes qui ne s'entendent que rarement et que la tournée faisait l'objet d'un soutien massif. » Paul Simon devrait être reçu vendredi 10 janvier par M. Nelson Mandela.

Les autorités sud-africaines avaient annoncé mardi qu'elles déploieraient un service d'ordre de plus de huit cents personnes pour les concerts à Johannesburg samedi et dimanche, où l'on attend soixante mille spectateurs. (AFP, AP, UPI.)

TÉMOIGNAGE

De Bethune à Médecins sans frontières

par Rony Brauman

Médecin des pauvres au Canada, chirurgien révolté que son ardeur subversive et dogmatique a conduit jusqu'en Chine, Norman Bethune inventa dans les années 30, celles de la Longue Marche et des premiers maquis révolutionnaires organisés, une nouvelle forme de pratique médicale. Une médecine à faibles moyens, dans un environnement de violence et d'isolement, qui fait de ce brillant praticien un lointain parrain de Médecins sans frontières, aux côtés d'Henry Dunant, fondateur de la Croix-Rouge, d'Albert Schweitzer et de ces médecins militaires et de ces «endémies» qui inventèrent, eux, la santé publique en Afrique.

Il y a un effet, du Norman Bethune dans chaque médecin sans frontières : du moins dans cette part de rêve qui inspire tout engagement : rêve de sainteté laïque, d'engagement total dans le grand combat contre l'injustice. Mais aussi - et cela n'est pas contradictoire - dans la quête narcissique d'un idéal du moi, le plaisir équivoque du renoncement, la

recherche de vastes horizons. Et peut-être, pour le meilleur et pour le pire, dans cette transformation d'un métier en une véritable cause, repérable à cette profession de foi généreuse et désolée : « Je suis communiste parce que les Russes ont refusé à éliminer la tuberculose. »

A une époque qui semble aujourd'hui celle de la diligence, il existait à Paris une École Norman Bethune. On y diffusait, imprimées sur une sorte de papier bible, les œuvres révolutionnaires du président Mao et de ses compagnons ainsi que des portraits édifiants du «camarade Bethune». C'étaient les années 70, celles du «tout-politique», où le ligne de partage entre le Bien et le Mal se confondait avec celle qui séparait la société sans classe dont nous rêvions du monde d'exploitation où nous vivions.

L'utopie gouvernait nos imaginations, faisant de toute entreprise «politiquement juste» une action «moralement bonne», interdisant de comprendre avec Aron que l'adoration d'un pouvoir - même s'il prétendait incarner le vertu - menait droit à la

tyrannie. La politique contenait la morale, ou plutôt lui donnait son contenu. Plus encore que notre camarade, Norman Bethune était notre compagnon.

Il ne l'est plus, même si ses indignations restent les nôtres et conduisent à des gestes semblables, même si le refus de la fatalité du malheur nous mène encore sur ces terrains où se joue, dans la violence, le destin des hommes. Car ce n'est plus l'espoir d'une justice totale qui anime les volontés de l'humanité, mais la volonté de réduire, si peu que ce soit, l'injustice. Ce n'est plus l'idée d'un monde d'où seraient bannis le mal et la violence, mais la volonté de réduire, si peu que ce soit, l'injustice. Ce n'est plus l'idée d'un monde d'où seraient bannis le mal et la violence, mais la volonté de réduire, si peu que ce soit, l'injustice.

« La Chine et le monde pour lequel nous combattons connaîtront le paix et la justice. Le monde sera libéré de la faim, de la tyrannie, de la haine, des privilèges usurpés et de l'usage arrogant du pouvoir. Il sera enfin libéré des bandes en uniforme qui frappent, découpent et tuent les civils sans défense. » Cette pro-

fession de foi, qui se voulait prophétique, aurait-elle amené Norman Bethune aux côtés des insurgés de la place Tiananmen? Ce n'est pas impossible, tant le révolté semble chez lui l'emporter sur tout le reste.

Et peut-être se trouverait-il aujourd'hui, avec d'autres «médecins sans frontières», en Somalie ou au Sri-Lanka, sur des terrains oubliés de tous, à penser des plaies en s'interrogeant sur les caprices meurtriers de l'histoire et l'éternelle folie des hommes. Mais il regretterait sans doute, et nous avec lui, que la politique se réduise désormais à une gestion si minimaliste des intérêts locaux et quotidiens qu'elle en devient invisible, laissant presque exclusivement à l'humanité la soin d'envoyer des signaux de présence.

Au fond, Norman Bethune a sans aucun doute aujourd'hui des fils déterminés, mais, pour le meilleur et pour le pire, il est décidément privé d'héritiers.

Le docteur Rony Brauman est président de Médecins sans frontières.

NOTES

La beauté du cauchemar

LA FIN DE FREDDY
de Rachel Taley

De ces nouvelles aventures de Freddy Krueger et des adolescents de Springwood, on nous dit que ce sont les dernières. Et en effet, on y voit Freddy perdre ses griffes et exploser. Cela ne prouve pas qu'il ne peut pas revenir. Seulement en quatre-vingt-neuf minutes, le film de Rachel Taley, *La fin de Freddy*, l'ultime cauchemar, accumule tout ce que les effets spéciaux peuvent donner d'angoisse, de vertige, de rêve. A moins de progrès technologiques fulgurants, ou d'un retour aux bons vieux trucs en noir et blanc, on ne voit pas comment un autre épisode pourrait présenter quelque chose de neuf.

L'histoire part d'un trio d'adolescents qui s'enfuit d'une maison de redressement et tourne en rond dans Springwood en compagnie d'une amie, laquelle n'est autre que la fille de Freddy. On peut le deviner, ce n'est pas dans l'intrigue que gît le suspense. Le film se réfère à *Twins Peaks* : on y reconnaît facilement les mêmes rapports troubles entre pères et filles, surtout, les péripéties se carambolent sans logique, mais dans un ordre singulier, une sorte de mécanique dont le fonctionnement finit par paraître clair. Les citations en forme de clin d'œil abondent et aident à s'y retrouver. L'un après l'autre ou simultanément, les personnages révoltent pour rencontrer Freddy, l'exterminer dans le rêve où il est vulnérable. On passe du concret au mental et d'un rêve à l'autre comme en appuyant sur une touche pour faire basculer l'écran d'un ordinateur. Des indices se retrouvent, placés comme les cailloux du Petit Pou-

cet, les personnages chantent de hautes impossibles, des gémissements, Freddy ricane et se voit d'orgue résonner dans le cosmos... Son dernier combat - à voir en relief - est un modèle, une manière de chef-d'œuvre érotico-lyrique. Le dernier Freddy doit en beauté la grande sage du monstre griffu, séducteur de nymphes.

C. G.

Femme et flic

UN PRIVÉ EN ESCARPINS
de Jeff Kanew

Le privé, qui répond au nom de V. I. Warshawski, est en escarpins parce que c'est Kathleen Turner, pas très en forme, sauf les jambes chaussées d'escarpins. Lancée dans une enquête originale comme une carte de vœux, elle défend les intérêts fortement menacés d'une préadolescente tite à cloques (Angèle Gotthelf), dont le père a été assassiné par ses oncles avec la complicité de sa mère, qui veut d'ailleurs sa propre mort. Le moindre des choses puisque cela se passe à Chicago, ville dont la réputation délinquante n'est plus à faire.

Warshawski, dont tous les personnages s'épuisent à écorcher le patronyme («Akra, Zekowski, Vancowski, Vasselski»), c'est à qui on doit dire, est surnommée aussi «le Dick Tracy des docks», l'action poussivement hâletante se déroulant en partie sur des docks. Elle jure beaucoup pour faire mac, sure ingérent répute comique parce que radicalement contradictoire avec ses appas d'une flagrante féminité.

Tout finit comme il se doit, par la déconfiture des méchants. C'est signé Jeff Kanew, et juste bon à servir de pilote pour une série télévisée, dont on peut imaginer les épisodes suivants : *le Retour de Warshawski*, Warshawski n'a pas

froid aux yeux, Warshawski contre Warshawski. On est un peu triste et nostalgique, on pense à Kathleen Turner : on l'avait bien aimée à la poursuite du diamant vert, bravant l'honneur des Prizzi, la fièvre au corps...

D. H.

La-haut sur la montagne

LA DERNIÈRE SAISON
de Pierre Beccu

Pierre, le vieux berge, ne pourra plus longtemps partir seul dans les alpes. Laurent, jeune homme moderne et voisin complaisant, monte lui donner un coup de main. Mais la différence de génération, d'éthique, de rythme de vie, se dresse entre eux, aggravée par l'irruption de la copine citadine du garçon. Une fille dans le fromage ? S'écroule et fait caillier Bon, tout s'arrange. Laurent parviendra à regarder les charmois dans le blanc des yeux avant de décider de reprendre le flambeau de la pâte fermentée.

La Dernière Saison semble partie sur les rails de la bluette école bien-pensante. Les rapports psychologiques entre les personnages ne sont pas d'une bouleversante originalité, et lorsque le débutant Pierre Beccu s'attaque au romanesque cinématographique, avec l'hydre en flash-back et images nostalgiques trafiquées, on tréle l'abîme.

Heureusement, il y a dans la façon de filmer cette histoire un aplomb, une naïveté au bon sens du terme.

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

Vague souvenir

MÉMOIRE TRAQUÉE
de Patrick Dewolf

Un adolescent a perdu la mémoire, il est interrogé par une psychiatrie, elle-même surveillée par des agents de la CIA, qui soupçonnent le garçon de connaître un secret terrible. Son père (John Hurt), en tant que témoin d'une grosse affaire de drogue et de corruption, est protégé. C'est-à-dire qu'il a dû tout quitter, y compris son identité et même sa vie puisqu'on a fait croire à sa mort. Il a dû partir avec sa femme (Martha Keller) et son fils qui avait alors trois ans. Protection qui l'empêche de dire tout ce qu'il sait...

Comme dans *La fin de Freddy*, on passe d'un temps à l'autre, et du mental au concret. On ne sait pas trop quand on se trouve dans l'imagination du garçon, dans ses souvenirs, dans le présent. Peut-être est-ce - comme dans *l'Échelle de Jacob* - le délire d'un agonisant... On ne sait pas et assez rapidement on ne cherche plus à savoir.

Là où il aurait fallu le Cronenberg de *Dead Zone*, on a un ténor qui s'applique à faire de la poésie. Quelques vues impressionnantes de Montréal enneigé, avec les boîtes de fumée blanche qui s'élevaient dans la nuit ne sauvent pas le film. Quant aux comédiens, ils font comme les spectateurs : on a l'impression qu'assez rapidement ils ont cessé d'y croire.

C. G.

JANVIER
92

Présences
L'Europe des jeunes compositeurs

Du 11 au 31 janvier
Maison de Radio France
39 concerts gratuits

Concerts d'ouverture
Samedi 11 janvier
17h Concert de solistes
20h30 Orchestre Philharmonique de Radio France
Direction Arturo Tamayo
Œuvres de Hidalgo - Bechet - Lindberg

Mardi 14 - Ensemble Asko
Jeudi 16 - Orchestre National de France
Samedi 18 - Ensemble Contrechamps

Radio France

annonce la suppression de 5 000 emplois

LES PAR ADJUDICATION

CHENNEVILLE-SUR-MARNE

P. : 500 000 F

4 APPARTEMENTS CHAMBRES - 10 CAVES

PARIS-11, 63, boulevard Pereire

Mise à prix : 500 000 F

CHENNEVILLE-SUR-MARNE (91)

43, rue du Haut-de-la-Noue

Mise à prix : 180 000 F

UN LOGEMENT

CHENNEVILLE-SUR-MARNE (91)

Mise à prix : 100 000 F

PARTEMENT OCCUPÉ

CHENNEVILLE-SUR-MARNE (91)

Mise à prix : 50 000 F

PARIS-11, 4, av. L. Roussell

Mise à prix : 1 000 000 de francs

PUBLICITÉ COM

Paru dans l'Express
1985



100 francs, c'est le prix d'une communication d'un peu plus de 7 minutes entre Paris et New York. Et 7 minutes, cela donne le temps de décrocher un rendez-vous d'affaires auprès d'un client potentiel à New York.

Parce qu'il est pratique, rapide et efficace, le téléphone, c'est votre premier outil pour exporter.

Alors, pour décrocher de nouveaux marchés, décrochez le téléphone.



FRANCE TELECOM, LES GRANDES L'ANCES

صكزامين الأصل

ÉCOMPARATIVE

1992

POUR UNE MÊME COMMUNICATION.

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER :
DE NOUVELLES BAISSSES

Chaque année, FRANCE TELECOM avance **■ ■ ■** mise en œuvre de nouveaux centraux, de nouvelles liaisons et de nouveaux services. Aussi, régulièrement, les tarifs téléphoniques baissent.

Depuis le 1^{er} janvier 1992, les prix du téléphone enregistrent une nouvelle baisse de **18 %** vers les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong Kong, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour **■ ■** de **13 %** vers plus de 75 autres destinations.

Au total depuis 1985, le prix du téléphone a baissé en francs courants de 40 % vers l'Amérique du Nord et de 43 % vers l'Extrême-Orient industrialisé.

Pour les entreprises qui peuvent récupérer la TVA depuis le 1/11/87, la baisse des prix vers **■ ■** destinations **■ ■ ■** donc respectivement de 50 % **■ ■** de 53 %.

* Tarifs H.T. en vigueur au 1^{er} janvier 1992 en France Métropolitaine.

RECEVAL

100 francs. C'est le prix d'une communication un peu plus de 7 minutes vers Paris et New York. Et 7 minutes, c'est le temps de décrocher et de vous échanger avec d'un client potentiel New York.

Parce qu'il est rapide et efficace, le téléphone, c'est votre premier outil pour exporter.

Alors, pour bénéficier de nouveaux tarifs, décrochez le téléphone.

S GRANDES DISTANCES À PETITS PRIX.

FRANCE
TELECOM



LETTRES

La mort de Georges Poulet

La critique comme conscience

L'essayiste et critique littéraire d'origine belge Georges Poulet est mort le 31 décembre à Bruxelles. Il avait quatre-vingt-neuf ans.

Au moment où le structuralisme battait son plein, où l'idolâtrie de la forme avait mis à mort l'auteur, Georges Poulet, sans tapage, lança une autre critique, à rebours de toutes les modes : la critique d'identification.

Belge d'origine - il est né à Chénée, près de Liège, en 1902 - Georges Poulet s'exila en 1927, après sa thèse de doctorat sur Balzac. Pendant vingt-cinq ans, tout en exerçant une fonction de professeur à l'université d'Edimbourg, il travailla sur le premier volume des *Etudes sur le temps humain*, publié en 1950. Son premier ouvrage, qui fut un véritable succès, fut *La conscience critique* (Corti, 1971).

Dans la *Conscience critique* (Corti, 1971), Georges Poulet évoque la difficulté qu'il ressentait, dès l'âge de vingt ans, à subdiviser la littérature en genres : « Une œuvre n'est ni romanesque ni épique, elle est tout cela à la fois, elle est une œuvre humaine, elle est une œuvre humaine, elle est une œuvre humaine... »

Même lorsqu'il enseigna, de 1952 à 1956, à Baltimore, aux côtés de Leo Spitzer, le critique allemand, ce ne parvint pas à le convaincre du formalisme. Ce désaccord avec Leo Spitzer n'entraîna pas une rupture définitive, mais une querelle, une même querelle, une même querelle, une même querelle... Marcel Raymond, tout pour la conscience de l'œuvre, ne fut pas un adepte de la *Conscience critique* de Georges Poulet.

Trois projets volumineux forment les piliers de son œuvre critique (Georges Poulet a publié en 1927 un *Manuel aux yeux d'or*, sous le pseudonyme de Georges Thibaut) : *Etudes sur le temps humain* (cinq volumes,

1950-1968, Plon, repris récemment dans la collection Agora en Presses-Poésie), *Les Métamorphoses du cercle* (Plon, 1961 et Champ-Flammarion), *La Pensée indécise* (PUF, 1985-1990). Il lui fallut, après la découverte essentielle du *cogito* initial, qui représente l'origine, le sens et la fin de l'œuvre, définir ce *cogito* dans sa réalité ambiguë. Chaque conscience évolue dans une durée qui est la sienne et dans un espace qui lui est propre.

Dans *Etudes sur le temps humain*, Poulet rejoint ainsi Gide, tandis que Bergson retrouve un ancêtre : Diderot, et Rousseau, avec ses *Réveries*, annonce déjà Proust, auquel Georges Poulet a consacré un livre important, *L'Espace proustien* (Gallimard, 1963 et collection « Tel », chez Mallet-Jaume). Le poète tend, comme dans un théâtre, à supprimer l'écart entre le spectacle et le spectateur. Le poète, « l'homme », cherche une réciprocité avec une autre pensée, celle du lecteur. Par une lecture caritative de Mallarmé, Georges Poulet mesure la « distance intérieure » - c'est le titre du second volume - qui s'opère et se désintègre chez le poète.

Les *Métamorphoses du cercle* ne visent nullement à saisir les différentes formes du cercle, mais à en définir les sens, qui évoluent à travers les siècles. Nulle forme plus que le cercle. Mais avec Amiel - que Georges Poulet a fortement contribué à faire connaître de nouveau - le cercle se révèle proche de l'inachèvement. Le cercle n'est que l'attente en quête d'un centre - une œuvre, un foyer, Dieu - auquel se concentrent tous les points dispersés de sa vie. Mais, dès qu'il se rapproche de ce centre, il se trouve aussitôt projeté à la périphérie à cause de son indécision et de son indétermination.

La réflexion de Georges Poulet n'aurait pas abouti à, après une traversée du temps et de l'espace, il n'aurait sondé les profondeurs de l'esprit humain et ne s'aurait laissé tenter par la *Pensée indécise*, titre de son dernier ouvrage, composé de trois volumes.

A la fin de sa vie, seul le problème de la forme et de l'informe le préoccupait : faut-il finir un choix ? Faut-il osciller entre les deux ? Georges Poulet aime les traces de l'indétermination, du séisme, du vingtième siècle, et voit dans le siècle de Rousseau une révolution dans la conscience humaine qui commencent à attacher du prix au sentiment, à la conscience brumeuse et à la rêverie (1).

Son érudition, la finesse de son analyse, l'originalité de sa critique ont vibré une certaine intonation personnelle avaient contribué à sa renommée, non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis. N'oublions pas cependant son amour d'une littérature et d'une philosophie de type subjectiviste : « Tout verbalisme m'agace », cette seule phrase résume à elle seule son œuvre entière, son orientation critique et ses goûts littéraires.

ROLAND JACCARD

(1) Voir l'article du Monde du 15-16 janvier 1992.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 10 JANVIER

« L'Opéra, centre de la vie mondaine à la fin du dix-neuvième siècle », 11 heures et 15 heures, devant l'Opéra, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Cité d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Le Grand Louvre : du donjon à la pyramide », 14 h 30, statue de Louis XIV face à la pyramide (Sauvegarde du Paris historique).

« Exposition Martin Schongauer au Petit Palais », 14 h 30, dans le hall (O. Bouchard).

« Les petits cabinets de peinture flamande du Louvre. Scènes d'intérieur, portraits de nobles et de rois, natures mortes et insectes », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Haubert).

« Quatre passages inconnus au cœur de Paris », 14 h 30, métro Palais-Royal, sortie rue de Valenciennes (M. Barraud).

« La collection Eugène-Jay en l'hôtel Donon », 15 heures, 11, rue Elzévir (M. et C. Castor).

« Exposition Marie de Médicis », 15 heures, Musée de Luxembourg, rue de Vaugirard (M.-G. Lablanc).

« Exposition Laïque au Musée des

« L'Opéra, centre de la vie mondaine à la fin du dix-neuvième siècle », 11 heures et 15 heures, devant l'Opéra, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Cité d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Le Grand Louvre : du donjon à la pyramide », 14 h 30, statue de Louis XIV face à la pyramide (Sauvegarde du Paris historique).

« Exposition Martin Schongauer au Petit Palais », 14 h 30, dans le hall (O. Bouchard).

« Les petits cabinets de peinture flamande du Louvre. Scènes d'intérieur, portraits de nobles et de rois, natures mortes et insectes », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Haubert).

« Quatre passages inconnus au cœur de Paris », 14 h 30, métro Palais-Royal, sortie rue de Valenciennes (M. Barraud).

« La collection Eugène-Jay en l'hôtel Donon », 15 heures, 11, rue Elzévir (M. et C. Castor).

« Exposition Marie de Médicis », 15 heures, Musée de Luxembourg, rue de Vaugirard (M.-G. Lablanc).

« Exposition Laïque au Musée des

« L'Opéra, centre de la vie mondaine à la fin du dix-neuvième siècle », 11 heures et 15 heures, devant l'Opéra, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. 12 h à 22 h, sabb. dim. et jours 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANNIER. Photographie. Galerie du Forum, rue de Châteaufort. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ECRIT, LE SIGNE, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ECRIVAINS. Galerie du BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MIJAX ERNST. Rétrospective. Galerie 5^e étage. Jusqu'au 17 janvier 1992.

FORUM DES QUESTIONS : SEN PHOUQUE. Le DÉBAT. Forum, 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 20 janvier 1992.

GISELE FREUND. Dessins. 5^e étage. Jusqu'au 17 janvier 1992.

1947-1991. Dessins d'art graphique. 4^e étage. Jusqu'au 17 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Mémorial. 5^e étage. Jusqu'au 17 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

COLECCIONES DEL MUSEO DE VALEN. CIENNES. Exposition-dossiers. Entrée : 2 F. Jusqu'au 17 janvier 1992.

15 Mars 1992.

GRAYON. ENCRE ET TERRE CUIVE. ESQUISSES D'HENRI CHAPU (1833-1891). Exposition-dossiers. Entrée : 2 F. Jusqu'au 17 janvier 1992.

12 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Photographie. Exposition-dossiers. Entrée : 2 F. Jusqu'au 17 janvier 1992.

Palais du Louvre

Forte Jaulard. 40-20-81-51. T.J. et mar. de 10 h à 21 h 45.

DESSINS DE DÜRER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon des Horloges. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1992.

1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN AGE. Les collections publiques françaises. Pavillon des Horloges. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1992.

12 janvier 1992.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Sam. et dim. de 14 h à 18 h.

ALBERTO GIACOMETTI. 40 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, du Gal-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIQUE « L'ECOLE DU JEU, 1902-1913. Révolutions de la sculpture ». 40 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

12 h à 18 h, sam. dim. de 11 h à 19 h.

20 F. Du 12 janvier 1992 au 18 mars 1992.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. de la Corneille (40-05-00-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.

LES MÉTIERS DU SON. Entrée : 45 F. (Cité pass), billet couplé Cité-Géode : 85 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place du Jeu de Paume (42-60-89-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sabb. dim. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h 30.

MARTIN BROODTHAERS. 30 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

MUSÉES

15-18 L'AFFICHE. Musée de l'Armée, 101, rue de la Harpe. Entrée : 45 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

ARCHITECTURE ET LYCÉES EN ILE-DE-FRANCE. Palais de la Découverte, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 février 1992.

BRONZES BOUDHISTIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ CEYLAN. chefs-d'œuvre musées du Sri

EXPOSITIONS

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Lanka. Musée national des arts asiatiques. 1, pl. d'Iéna (47-23-81-55). T.J. et mar. 9 h à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

DESTINATION CHOCOLAT. Palais de la Découverte, salle 12 et 13, av. Franklin-Roosevelt (43-55-18-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 mars 1992.

DUBUFFET DE DUBUFFET. Donation de l'œuvre au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts et métiers, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

D'UNE MAIN PORTE. Manuscrits hébraïques des collections françaises. Bibliothèque nationale, galerie Napoléon, 1, rue de la Harpe (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

LES GONCARS ET MOULIN EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée des arts et métiers, galerie Napoléon, 1, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

GIVENCHY. 101, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

HARCOURT OBLIGE. Le portrait moderne photographique. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

ANDRÉ JULLIARD, UNE BD, DES MONUMENTS. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

PASCAL. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

1492-1922, L'INDIEN RETROUVÉ. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

MANUEL AMORIN. Galerie Marquis, 12, rue d'Alger (42-88-37-88). Jusqu'au 18 mars 1992.

ART CONTEMPORAIN II. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

JOHN RATHO. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ALAIN BALZAC, PHILIPPE. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

GNON, DOMINIQUE DEHAIS. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

MARTIN. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

MONVERT. Galerie Marquis, 12, rue d'Alger (42-88-37-88). Jusqu'au 18 mars 1992.

JOHN RATHO. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

BEN. Galerie Beaubourg, 3, rue Jean-Lud (42-71-20-50). Jusqu'au 31 janvier 1992.

PIERRE BETTENCOURT. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

BOLTAÏ. COLLIN-THIEBAUT, L'AVIER. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

PIERRE BOUCHER. Galerie Bouquet-Labon, 10, rue de Valenciennes (40-27-82-21). Jusqu'au 11 janvier 1992.

QUAND L'AFFICHE REMPLAIT LA RÉCLAME. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-87-90-03). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. (prix d'entrée du musée), 11 F. le dim. Jusqu'au 18 mars 1992.

MARTIN BROODTHAERS. Musée de la gravure, 101, rue de la Harpe (42-60-89-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sabb. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

UN CERTAIN DÉRAIN. Musée de la gravure, 101, rue de la Harpe (42-60-89-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sabb. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

ENNIS OPPENHEIM. Galerie Thierry, 101, rue de la Harpe (42-60-89-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sabb. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

SYLVIE FANCHON, DIMITRA NIKOLOPOULOU. Musée de la gravure, 101, rue de la Harpe (42-60-89-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sabb. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

ADRIEN DAUZATS. Fondation Taylor, 1, rue de la Bruyère (48-78-13-54). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Du 8 janvier 1992 au 1^{er} février 1992.

GIACOMETTI-SCHIEDERGER. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

RAMON GUILLER-BALMES. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

CATHERINE IKAM. A. B. Galeries, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 15 janvier 1992.

KABILA. Galerie Guy Crété, 121, rue Vieille-du-Temple (42-72-82-25). Jusqu'au 18 janvier 1992.

KANNO. Galerie Froussé, 25, rue Guénégaud (45-34-77-81). Jusqu'au 18 janvier 1992.

LABAUVIE. Galerie Maeght, hôtel Lemaître - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 31 janvier 1992.

RENE LAUQUE. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (47-23-81-55). Jusqu'au 18 mars 1992.

RALPH GIBSON. Espace photographique de Paris, nouveau forum. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1992.

PAUL. Espace photographique de Paris, nouveau forum. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1992.

JEUX ET JOUETS MEXICAINS. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

LA MARQUETERIE DE PAILLE. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

VALÉRIE RAUCHBACH. Théâtre Renaud-Barrault, rue Franklin-Roosevelt (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

ET LA MODERNITÉ. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

RYMAN. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

THÉÂTRE D'OMBRES. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

REGARD. Espace Kronenbourg, 30, rue George-V (44-31-18-00). Jusqu'au 18 mars 1992.

CHOCOS ET LES FLEURS. Galerie d'art la Main d'or, 68, rue Saint-Louis-en-l'Île (43-26-02-01). Jusqu'au 3 février 1992.

DENIS RIVIERE. Galerie du Centre, 5, rue de Valenciennes (42-77-37-82). Du 8 janvier 1992 au 18 janvier 1992.

OSVALDO ROMBERG. Galerie Montaigne, 36, rue Montaigne (47-23-32-36). Du 10 janvier 1992 au 14 mars 1992.

MICHAËL-ANDRÉA SCHATZ. Galerie Bernard et Gendreau, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Du 14 janvier 1992 au 18 janvier 1992.

JOHN RATHO. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ADAM STERNER. Galerie Dorfmann, 10, rue de Valenciennes (47-00-38-59). Jusqu'au 1^{er} février 1992.

RUDOLF STINGEL. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

WALTER SWENNEN. Galerie Laage-Monvert, 12, rue de Valenciennes (42-77-38-57). Du 11 janvier 1992 au 18 janvier 1992.

ANTONIO TAPIÉS. Galerie Long, 13, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Jusqu'au 28 janvier 1992.

TRAVAUX SUR PAPIER. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

TRUCKEL. Galerie Cécile, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ANTONIO TAPIÉS. Galerie Long, 13, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Jusqu'au 28 janvier 1992.

TRAVAUX SUR PAPIER. Galerie

Numéro de janvier 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



NOUVELLE

FORMULE

Reportage :
les maths
sans douleur

Des collégiens et des lycéens découvrent les plaisirs de la recherche mathématique.

Enquête :
partez étudier
en Europe

Pour la première fois, une grande enquête auprès de l'ensemble des universités françaises permet de connaître, fac par fac, région par région, les établissements qui aident leurs étudiants à poursuivre leur cursus sur un campus européen. Avec un répertoire de plus de 60 adresses pour trouver des bourses d'études à l'étranger.

Dossier :
apprendre
les langues

Des conseils pour choisir un séjour linguistique adapté à votre enfant et à son âge. Une sélection de méthodes d'éveil aux langues pour les petits de 3 à 11 ans.

مكتبة الامن الاصل

COMMUNICATION

La décennie télévisuelle

IV. - Le chemin de croix des «sages»

Confronté à la baisse de ses recettes publicitaires

«France-Soir» va déménager dans les locaux du «Figaro»

La baisse des publicités de la presse quotidienne oblige le Figaro et France-Soir à se réorganiser. M. Philippe Villin, vice-PDG du Figaro et PDG de France-Soir, a donc annoncé un train de mesures au comité central d'entreprise réuni le 8 janvier. La direction de France-Soir, installée depuis août 1988 dans le nouveau quartier de Bercy, intégrera les immeubles que le groupe Hersant occupe dans l'ancien quartier de la presse, au centre de la capitale (Paris 10, rue d'Aboukir). Outre les économies de loyer, estimées à quelque 12 millions de francs par an, ce déménagement permettra de tirer un meilleur parti des services techniques des deux journaux, leur regroupement facilitant leur allègement. Des négociations se poursuivent avec le Livre-CGT, les ateliers techniques de France-Soir, informatisés, ayant déjà réduit leurs effectifs - 500 personnes en 1991 - de moitié.

Mais la situation de France-Soir exige davantage d'efforts. La diffusion totale a baissé à 1991 à 257 079 exemplaires (contre 257 079 en 1990, selon l'ORDJ). Les recettes publicitaires ont aussi chuté, notamment les petites annonces (PA), qui ont baissé de 13 % l'an dernier. Le Paris-Match, le plus grand publicitaire, représente 75 millions de francs pour le journal. Afin de «doper» le marché des PA, M. Villin a donc décidé de lancer le lundi prochain un supplément consacré aux petites annonces de vingt-quatre pages baptisé Lundi-Soir, encadré dans le quotidien. Une décision dans la droite ligne de la publication des éditions gratuites de France-Soir lancées en 1989. Il faut aussi souligner que la publication de boîtes aux lettres (le Monde du 11 janvier 1989).

Licenciements à Lyon-Figaro

On a trouvé de nouveaux «généralistes» de PA, et supervisés pour leur contenu rédactionnel par le directeur de France-Soir, Michel Schifres, les quatre éditions existantes (qui représentent plus de deux millions d'exemplaires diffusés) vont donc se poursuivre. Même si elles ont coûté 43 millions de francs d'investissement en 1991 et ne peuvent prétendre à la rentabilité que d'ici deux à trois ans.

Enfin, dernier dossier évoqué, celui de la répartition du projet Paris-Star. Il y a trois ans, voyait une éventuelle fusion de Paris-Star et de France-Soir, qui se poursuivait dans la fusion, le projet de quotidien populaire à deux francs ressort des cartons de M. Villin. Intéressé par le lancement de Capital, le mensuel économique du groupe Prisma-Press de M. Axel Guez, et sans doute inquiet à l'idée de voir celui-ci se lancer sur le créneau de la presse quotidienne populaire, le PDG de France-Soir voit dans la réanimation de ce projet «la possibilité de lancer un journal tabloïd à la manière anglo-américaine, mais débarrassé des gaudrioles de Son of Bitch, qui n'est que pour cible les lecteurs jeunes». Le projet est-il encore d'actualité ?

Enfin, deux autres dossiers en suspens : celui de l'augmentation du prix de France-Soir, qui devrait passer de 5,50 francs à 6 francs au 1er février, et celui de Lyon-Figaro. Alors que Lyon-Figaro a augmenté son prix de vente (de 5,50 francs à 6 francs) depuis le 1er janvier, son concurrent, Lyon-Soir, a baissé le sien (de 5 francs à 4 francs) et a effondrément de ses ventes publicitaires. Il a été contraint de mettre en place un plan d'économies qui passe par une réduction de la pagination et le licenciement de journalistes, puis de techniciens d'ici quinze jours.

YVES-MARIE LABÉ

Selon Paris-Match, Robert Maxwell aurait pu être agressé avant de mourir. L'hebdomadaire Paris-Match publie dans son numéro du 16 janvier des photos extraites d'un film vidéo consacré à l'autopsie de Robert Maxwell par des légistes israéliens. Ce second examen médico-légal - le premier eut lieu en Espagne - révélerait, selon les témoignages d'experts recueillis par l'hebdomadaire, de multiples blessures «qui indiquent qu'une agression aurait pu précéder la mort».

Omniprésente, omnipotente, pleine mutation technologique, la télévision inquiète. Les politiques, à qui elle échappe et qu'elle prend à contre-pied, parents, dont elle a conquis depuis longtemps les enfants (le Monde des 7, 8 et 9 janvier). Même les «sages» qui, en France, se pressent tout à tour à son chevet, semblent voués à l'échec et aux enfers. Irrémédiablement ?

L'Etat est frappé au coin du malheur. Et porte la guigne à l'étourdi qui s'y risque. Adulé d'abord, brocardé ensuite, les «sages» régulièrement appelés au chevet du malade en savent quelque chose. «La France ne peut pas se permettre de troisième échec», affirmait M^{me} Catherine Tasca au Monde (1) avant de faire voter par le Parlement l'une des réformes dont les praticiens de la politique ont le secret : la création d'un Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présenté comme un remède miraculeux, en feignant d'oublier qu'une Commission nationale de la communication et des médias (CNCL) avait déjà succédé à une Commission des médias que les médias de la télévision en ont été mieux soignés.

«La Haute Autorité n'a ni doute pas assez de pouvoirs. La CNCL a manqué de moyens d'action et a été perdue sa crédibilité. Notre projet tient compte de ces expériences. Afin de «doper» le marché des PA, M. Villin a donc décidé de lancer le lundi prochain un supplément consacré aux petites annonces de vingt-quatre pages baptisé Lundi-Soir, encadré dans le quotidien. Une décision dans la droite ligne de la publication des éditions gratuites de France-Soir lancées en 1989. Il faut aussi souligner que la publication de boîtes aux lettres (le Monde du 11 janvier 1989).

Oubliée, l'époque où le gouvernement paraissait encore d'inscrire la nouvelle instance dans la Constitution. Oubliée, celle où la presse saluait l'indépendance d'un organisme qui devait soigneusement de nommer les candidats au pouvoir. Oubliée, celle où les temps des orages, celui du président de la République promettait au CSA le jour même de son installation : «Ne vous attendez pas à être épargnés. La critique touche toutes les institutions de la République».

L'envoyé spécial du pouvoir

Pour une satisfaction passée insipide - l'adoption d'un amendement à modifier les quotas horaires des chaînes (le Monde du 18 décembre 1991) - le CSA se trouve, sans beaucoup de moyens, quotidiennement confronté à un paysage audiovisuel insipide. Le projet de loi que l'envoyé spécial du pouvoir (1) que l'envoyé spécial du pouvoir (2) le député RPR Jacques Gouteyron appelle de ses vœux une «autorité de régulation forte, indépendante et réellement indépendante», qui ne soit pas tenue en suspicion par bon nombre de professionnels du secteur. Président du Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (CNCTA), M. Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine) critique «l'incapacité du CSA à assurer ses responsabilités». Des jugements sévères sans doute, mais un peu convenus et, pour l'instant, non relayés par des témoins de l'opposition, échaudés, peut-être, par leurs échecs passés.

Curieusement, dans l'histoire, pouvoirs publics et gouvernement ont fait beaucoup plus vifs. C'est un ministre, sous le sceau de l'anonymat, qui s'exprime à voir les «sages» avoir «trouvé pour seule légitimité l'opposition systématique au pouvoir en place» s'inquiète d'une indépendance apparente - masquant en réalité une soumission aux intérêts privés - «qui ne sanctionnée par aucune responsabilité». Ce sont les alliés des ministres qui murmurent sur «l'incroyable

lâcheté» du Conseil face aux injures des dirigeants de la Une. C'est le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, qui déplore, publiquement et beaucoup plus bruyamment, la «mansuétude» des «sages» à l'égard de M. 6, leur «d'autoriser, jusqu'ici, une chaîne musicale hertzienne».

La prééminence du président

La contestation se fait d'autant plus vive que le CSA n'a ni la durée ni la légitimité attribuée de facto à une première instance. Que son mode de nomination par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale ne favorise pas sa cohésion. Qu'au-delà du travail accompli par des services administratifs dont chacun reconnaît la compétence et l'honnêteté, ses décisions reposent sur la prééminence, donc l'isolement, de son président, M. Jacques Boutet. Que le CSA a laissé croire à certains opérateurs que tout était négociable. Que certains de ses membres se sont laissés gagner par la lassitude et qu'à deux reprises déjà, des «sages» ont préféré déserter. Mécontent, sans doute, de ne pouvoir jouer le rôle escompté. Conscients - déçus ? - de la modestie du rôle protocolaire qui leur était attribué.

Tous les grands thèmes sont devenus des pétards, pas toujours mouillés. Avec la nomination surprise de M. Philippe Guillaumet à la tête d'Antenne 2 et FR 3, l'acte d'indépendance a sombré dans le chaos des affaires, des règlements, des comptes et des conflits généraux. «Que penser d'un organisme traitant au cours d'une même plénière le partage par l'Etat des émissions météo - un détail insignifiant - et la réattribution d'une chaîne de télévision ? s'interroge un professionnel - raisonnable - de l'audiovisuel. Le CSA a manqué tous ses rendez-vous. Celui du satellite, qui tourne à vide. Celui du câble, qui tourne à vide. Celui de 1992, qui tourne à vide. Celui de 1993, qui tourne à vide. Celui de 1994, qui tourne à vide. Celui de 1995, qui tourne à vide. Celui de 1996, qui tourne à vide. Celui de 1997, qui tourne à vide. Celui de 1998, qui tourne à vide. Celui de 1999, qui tourne à vide. Celui de 2000, qui tourne à vide. Celui de 2001, qui tourne à vide. Celui de 2002, qui tourne à vide. Celui de 2003, qui tourne à vide. Celui de 2004, qui tourne à vide. Celui de 2005, qui tourne à vide. Celui de 2006, qui tourne à vide. Celui de 2007, qui tourne à vide. Celui de 2008, qui tourne à vide. Celui de 2009, qui tourne à vide. Celui de 2010, qui tourne à vide. Celui de 2011, qui tourne à vide. Celui de 2012, qui tourne à vide. Celui de 2013, qui tourne à vide. Celui de 2014, qui tourne à vide. Celui de 2015, qui tourne à vide. Celui de 2016, qui tourne à vide. Celui de 2017, qui tourne à vide. Celui de 2018, qui tourne à vide. Celui de 2019, qui tourne à vide. Celui de 2020, qui tourne à vide. Celui de 2021, qui tourne à vide. Celui de 2022, qui tourne à vide. Celui de 2023, qui tourne à vide. Celui de 2024, qui tourne à vide. Celui de 2025, qui tourne à vide. Celui de 2026, qui tourne à vide. Celui de 2027, qui tourne à vide. Celui de 2028, qui tourne à vide. Celui de 2029, qui tourne à vide. Celui de 2030, qui tourne à vide. Celui de 2031, qui tourne à vide. Celui de 2032, qui tourne à vide. Celui de 2033, qui tourne à vide. Celui de 2034, qui tourne à vide. Celui de 2035, qui tourne à vide. Celui de 2036, qui tourne à vide. Celui de 2037, qui tourne à vide. Celui de 2038, qui tourne à vide. Celui de 2039, qui tourne à vide. Celui de 2040, qui tourne à vide. Celui de 2041, qui tourne à vide. Celui de 2042, qui tourne à vide. Celui de 2043, qui tourne à vide. Celui de 2044, qui tourne à vide. Celui de 2045, qui tourne à vide. Celui de 2046, qui tourne à vide. Celui de 2047, qui tourne à vide. Celui de 2048, qui tourne à vide. Celui de 2049, qui tourne à vide. Celui de 2050, qui tourne à vide. Celui de 2051, qui tourne à vide. Celui de 2052, qui tourne à vide. Celui de 2053, qui tourne à vide. Celui de 2054, qui tourne à vide. Celui de 2055, qui tourne à vide. Celui de 2056, qui tourne à vide. Celui de 2057, qui tourne à vide. Celui de 2058, qui tourne à vide. Celui de 2059, qui tourne à vide. Celui de 2060, qui tourne à vide. Celui de 2061, qui tourne à vide. Celui de 2062, qui tourne à vide. Celui de 2063, qui tourne à vide. Celui de 2064, qui tourne à vide. Celui de 2065, qui tourne à vide. Celui de 2066, qui tourne à vide. Celui de 2067, qui tourne à vide. Celui de 2068, qui tourne à vide. Celui de 2069, qui tourne à vide. Celui de 2070, qui tourne à vide. Celui de 2071, qui tourne à vide. Celui de 2072, qui tourne à vide. Celui de 2073, qui tourne à vide. Celui de 2074, qui tourne à vide. Celui de 2075, qui tourne à vide. Celui de 2076, qui tourne à vide. Celui de 2077, qui tourne à vide. Celui de 2078, qui tourne à vide. Celui de 2079, qui tourne à vide. Celui de 2080, qui tourne à vide. Celui de 2081, qui tourne à vide. Celui de 2082, qui tourne à vide. Celui de 2083, qui tourne à vide. Celui de 2084, qui tourne à vide. Celui de 2085, qui tourne à vide. Celui de 2086, qui tourne à vide. Celui de 2087, qui tourne à vide. Celui de 2088, qui tourne à vide. Celui de 2089, qui tourne à vide. Celui de 2090, qui tourne à vide. Celui de 2091, qui tourne à vide. Celui de 2092, qui tourne à vide. Celui de 2093, qui tourne à vide. Celui de 2094, qui tourne à vide. Celui de 2095, qui tourne à vide. Celui de 2096, qui tourne à vide. Celui de 2097, qui tourne à vide. Celui de 2098, qui tourne à vide. Celui de 2099, qui tourne à vide. Celui de 2100, qui tourne à vide. Celui de 2101, qui tourne à vide. Celui de 2102, qui tourne à vide. Celui de 2103, qui tourne à vide. Celui de 2104, qui tourne à vide. Celui de 2105, qui tourne à vide. Celui de 2106, qui tourne à vide. Celui de 2107, qui tourne à vide. Celui de 2108, qui tourne à vide. Celui de 2109, qui tourne à vide. Celui de 2110, qui tourne à vide. Celui de 2111, qui tourne à vide. Celui de 2112, qui tourne à vide. Celui de 2113, qui tourne à vide. Celui de 2114, qui tourne à vide. Celui de 2115, qui tourne à vide. Celui de 2116, qui tourne à vide. Celui de 2117, qui tourne à vide. Celui de 2118, qui tourne à vide. Celui de 2119, qui tourne à vide. Celui de 2120, qui tourne à vide. Celui de 2121, qui tourne à vide. Celui de 2122, qui tourne à vide. Celui de 2123, qui tourne à vide. Celui de 2124, qui tourne à vide. Celui de 2125, qui tourne à vide. Celui de 2126, qui tourne à vide. Celui de 2127, qui tourne à vide. Celui de 2128, qui tourne à vide. Celui de 2129, qui tourne à vide. Celui de 2130, qui tourne à vide. Celui de 2131, qui tourne à vide. Celui de 2132, qui tourne à vide. Celui de 2133, qui tourne à vide. Celui de 2134, qui tourne à vide. Celui de 2135, qui tourne à vide. Celui de 2136, qui tourne à vide. Celui de 2137, qui tourne à vide. Celui de 2138, qui tourne à vide. Celui de 2139, qui tourne à vide. Celui de 2140, qui tourne à vide. Celui de 2141, qui tourne à vide. Celui de 2142, qui tourne à vide. Celui de 2143, qui tourne à vide. Celui de 2144, qui tourne à vide. Celui de 2145, qui tourne à vide. Celui de 2146, qui tourne à vide. Celui de 2147, qui tourne à vide. Celui de 2148, qui tourne à vide. Celui de 2149, qui tourne à vide. Celui de 2150, qui tourne à vide. Celui de 2151, qui tourne à vide. Celui de 2152, qui tourne à vide. Celui de 2153, qui tourne à vide. Celui de 2154, qui tourne à vide. Celui de 2155, qui tourne à vide. Celui de 2156, qui tourne à vide. Celui de 2157, qui tourne à vide. Celui de 2158, qui tourne à vide. Celui de 2159, qui tourne à vide. Celui de 2160, qui tourne à vide. Celui de 2161, qui tourne à vide. Celui de 2162, qui tourne à vide. Celui de 2163, qui tourne à vide. Celui de 2164, qui tourne à vide. Celui de 2165, qui tourne à vide. Celui de 2166, qui tourne à vide. Celui de 2167, qui tourne à vide. Celui de 2168, qui tourne à vide. Celui de 2169, qui tourne à vide. Celui de 2170, qui tourne à vide. Celui de 2171, qui tourne à vide. Celui de 2172, qui tourne à vide. Celui de 2173, qui tourne à vide. Celui de 2174, qui tourne à vide. Celui de 2175, qui tourne à vide. Celui de 2176, qui tourne à vide. Celui de 2177, qui tourne à vide. Celui de 2178, qui tourne à vide. Celui de 2179, qui tourne à vide. Celui de 2180, qui tourne à vide. Celui de 2181, qui tourne à vide. Celui de 2182, qui tourne à vide. Celui de 2183, qui tourne à vide. Celui de 2184, qui tourne à vide. Celui de 2185, qui tourne à vide. Celui de 2186, qui tourne à vide. Celui de 2187, qui tourne à vide. Celui de 2188, qui tourne à vide. Celui de 2189, qui tourne à vide. Celui de 2190, qui tourne à vide. Celui de 2191, qui tourne à vide. Celui de 2192, qui tourne à vide. Celui de 2193, qui tourne à vide. Celui de 2194, qui tourne à vide. Celui de 2195, qui tourne à vide. Celui de 2196, qui tourne à vide. Celui de 2197, qui tourne à vide. Celui de 2198, qui tourne à vide. Celui de 2199, qui tourne à vide. Celui de 2200, qui tourne à vide. Celui de 2201, qui tourne à vide. Celui de 2202, qui tourne à vide. Celui de 2203, qui tourne à vide. Celui de 2204, qui tourne à vide. Celui de 2205, qui tourne à vide. Celui de 2206, qui tourne à vide. Celui de 2207, qui tourne à vide. Celui de 2208, qui tourne à vide. Celui de 2209, qui tourne à vide. Celui de 2210, qui tourne à vide. Celui de 2211, qui tourne à vide. Celui de 2212, qui tourne à vide. Celui de 2213, qui tourne à vide. Celui de 2214, qui tourne à vide. Celui de 2215, qui tourne à vide. Celui de 2216, qui tourne à vide. Celui de 2217, qui tourne à vide. Celui de 2218, qui tourne à vide. Celui de 2219, qui tourne à vide. Celui de 2220, qui tourne à vide. Celui de 2221, qui tourne à vide. Celui de 2222, qui tourne à vide. Celui de 2223, qui tourne à vide. Celui de 2224, qui tourne à vide. Celui de 2225, qui tourne à vide. Celui de 2226, qui tourne à vide. Celui de 2227, qui tourne à vide. Celui de 2228, qui tourne à vide. Celui de 2229, qui tourne à vide. Celui de 2230, qui tourne à vide. Celui de 2231, qui tourne à vide. Celui de 2232, qui tourne à vide. Celui de 2233, qui tourne à vide. Celui de 2234, qui tourne à vide. Celui de 2235, qui tourne à vide. Celui de 2236, qui tourne à vide. Celui de 2237, qui tourne à vide. Celui de 2238, qui tourne à vide. Celui de 2239, qui tourne à vide. Celui de 2240, qui tourne à vide. Celui de 2241, qui tourne à vide. Celui de 2242, qui tourne à vide. Celui de 2243, qui tourne à vide. Celui de 2244, qui tourne à vide. Celui de 2245, qui tourne à vide. Celui de 2246, qui tourne à vide. Celui de 2247, qui tourne à vide. Celui de 2248, qui tourne à vide. Celui de 2249, qui tourne à vide. Celui de 2250, qui tourne à vide. Celui de 2251, qui tourne à vide. Celui de 2252, qui tourne à vide. Celui de 2253, qui tourne à vide. Celui de 2254, qui tourne à vide. Celui de 2255, qui tourne à vide. Celui de 2256, qui tourne à vide. Celui de 2257, qui tourne à vide. Celui de 2258, qui tourne à vide. Celui de 2259, qui tourne à vide. Celui de 2260, qui tourne à vide. Celui de 2261, qui tourne à vide. Celui de 2262, qui tourne à vide. Celui de 2263, qui tourne à vide. Celui de 2264, qui tourne à vide. Celui de 2265, qui tourne à vide. Celui de 2266, qui tourne à vide. Celui de 2267, qui tourne à vide. Celui de 2268, qui tourne à vide. Celui de 2269, qui tourne à vide. Celui de 2270, qui tourne à vide. Celui de 2271, qui tourne à vide. Celui de 2272, qui tourne à vide. Celui de 2273, qui tourne à vide. Celui de 2274, qui tourne à vide. Celui de 2275, qui tourne à vide. Celui de 2276, qui tourne à vide. Celui de 2277, qui tourne à vide. Celui de 2278, qui tourne à vide. Celui de 2279, qui tourne à vide. Celui de 2280, qui tourne à vide. Celui de 2281, qui tourne à vide. Celui de 2282, qui tourne à vide. Celui de 2283, qui tourne à vide. Celui de 2284, qui tourne à vide. Celui de 2285, qui tourne à vide. Celui de 2286, qui tourne à vide. Celui de 2287, qui tourne à vide. Celui de 2288, qui tourne à vide. Celui de 2289, qui tourne à vide. Celui de 2290, qui tourne à vide. Celui de 2291, qui tourne à vide. Celui de 2292, qui tourne à vide. Celui de 2293, qui tourne à vide. Celui de 2294, qui tourne à vide. Celui de 2295, qui tourne à vide. Celui de 2296, qui tourne à vide. Celui de 2297, qui tourne à vide. Celui de 2298, qui tourne à vide. Celui de 2299, qui tourne à vide. Celui de 2300, qui tourne à vide. Celui de 2301, qui tourne à vide. Celui de 2302, qui tourne à vide. Celui de 2303, qui tourne à vide. Celui de 2304, qui tourne à vide. Celui de 2305, qui tourne à vide. Celui de 2306, qui tourne à vide. Celui de 2307, qui tourne à vide. Celui de 2308, qui tourne à vide. Celui de 2309, qui tourne à vide. Celui de 2310, qui tourne à vide. Celui de 2311, qui tourne à vide. Celui de 2312, qui tourne à vide. Celui de 2313, qui tourne à vide. Celui de 2314, qui tourne à vide. Celui de 2315, qui tourne à vide. Celui de 2316, qui tourne à vide. Celui de 2317, qui tourne à vide. Celui de 2318, qui tourne à vide. Celui de 2319, qui tourne à vide. Celui de 2320, qui tourne à vide. Celui de 2321, qui tourne à vide. Celui de 2322, qui tourne à vide. Celui de 2323, qui tourne à vide. Celui de 2324, qui tourne à vide. Celui de 2325, qui tourne à vide. Celui de 2326, qui tourne à vide. Celui de 2327, qui tourne à vide. Celui de 2328, qui tourne à vide. Celui de 2329, qui tourne à vide. Celui de 2330, qui tourne à vide. Celui de 2331, qui tourne à vide. Celui de 2332, qui tourne à vide. Celui de 2333, qui tourne à vide. Celui de 2334, qui tourne à vide. Celui de 2335, qui tourne à vide. Celui de 2336, qui tourne à vide. Celui de 2337, qui tourne à vide. Celui de 2338, qui tourne à vide. Celui de 2339, qui tourne à vide. Celui de 2340, qui tourne à vide. Celui de 2341, qui tourne à vide. Celui de 2342, qui tourne à vide. Celui de 2343, qui tourne à vide. Celui de 2344, qui tourne à vide. Celui de 2345, qui tourne à vide. Celui de 2346, qui tourne à vide. Celui de 2347, qui tourne à vide. Celui de 2348, qui tourne à vide. Celui de 2349, qui tourne à vide. Celui de 2350, qui tourne à vide. Celui de 2351, qui tourne à vide. Celui de 2352, qui tourne à vide. Celui de 2353, qui tourne à vide. Celui de 2354, qui tourne à vide. Celui de 2355, qui tourne à vide. Celui de 2356, qui tourne à vide. Celui de 2357, qui tourne à vide. Celui de 2358, qui tourne à vide. Celui de 2359, qui tourne à vide. Celui de 2360, qui tourne à vide. Celui de 2361, qui tourne à vide. Celui de 2362, qui tourne à vide. Celui de 2363, qui tourne à vide. Celui de 2364, qui tourne à vide. Celui de 2365, qui tourne à vide. Celui de 2366, qui tourne à vide. Celui de 2367, qui tourne à vide. Celui de 2368, qui tourne à vide. Celui de 2369, qui tourne à vide. Celui de 2370, qui tourne à vide. Celui de 2371, qui tourne à vide. Celui de 2372, qui tourne à vide. Celui de 2373, qui tourne à vide. Celui de 2374, qui tourne à vide. Celui de 2375, qui tourne à vide. Celui de 2376, qui tourne à vide. Celui de 2377, qui tourne à vide. Celui de 2378, qui tourne à vide. Celui de 2379, qui tourne à vide. Celui de 2380, qui tourne à vide. Celui de 2381, qui tourne à vide. Celui de 2382, qui tourne à vide. Celui de 2383, qui tourne à vide. Celui de 2384, qui tourne à vide. Celui de 2385, qui tourne à vide. Celui de 2386, qui tourne à vide. Celui de 2387, qui tourne à vide. Celui de 2388, qui tourne à vide. Celui de 2389, qui tourne à vide. Celui de 2390, qui tourne à vide. Celui de 2391, qui tourne à vide. Celui de 2392, qui tourne à vide. Celui de 2393, qui tourne à vide. Celui de 2394, qui tourne à vide. Celui de 2395, qui tourne à vide. Celui de 2396, qui tourne à vide. Celui de 2397, qui tourne à vide. Celui de 2398, qui tourne à vide. Celui de 2399, qui tourne à vide. Celui de 2400, qui tourne à vide. Celui de 2401, qui tourne à vide. Celui de 2402, qui tourne à vide. Celui de 2403, qui tourne à vide. Celui de 2404, qui tourne à vide. Celui de 2405, qui tourne à vide. Celui de 2406, qui tourne à vide. Celui de 2407, qui tourne à vide. Celui de 2408, qui tourne à vide. Celui de 2409, qui tourne à vide. Celui de 2410, qui tourne à vide. Celui de 2411, qui tourne à vide. Celui de 2412, qui tourne à vide. Celui de 2413, qui tourne à vide. Celui de 2414, qui tourne à vide. Celui de 2415, qui tourne à vide. Celui de 2416, qui tourne à vide. Celui de 2417, qui tourne à vide. Celui de 2418, qui tourne à vide. Celui de 2419, qui tourne à vide. Celui de 2420, qui tourne à vide. Celui de 2421, qui tourne à vide. Celui de 2422, qui tourne à vide. Celui de 2423, qui tourne à vide. Celui de 2424, qui tourne à vide. Celui de 2425, qui tourne à vide. Celui de 2426, qui tourne à vide. Celui de 2427, qui tourne à vide. Celui de 2428, qui tourne à vide. Celui de 2429, qui tourne à vide. Celui de 2430, qui tourne à vide. Celui de 2431, qui tourne à vide. Celui de 2432, qui tourne à vide. Celui de 2433, qui tourne à vide. Celui de 2434, qui tourne à vide. Celui de 2435, qui tourne à vide. Celui de 2436, qui tourne à vide. Celui de 2437, qui tourne à vide. Celui de 2438, qui tourne à vide. Celui de 2439, qui tourne à vide. Celui de 2440, qui tourne à vide. Celui de 2441, qui tourne à vide. Celui de 2442, qui tourne à vide. Celui de 2443, qui tourne à vide. Celui de 2444, qui tourne à vide. Celui de 2445, qui tourne à vide. Celui de 2446, qui tourne à vide. Celui de 2447, qui tourne à vide. Celui de 2448, qui tourne à vide. Celui de 2449, qui tourne à vide. Celui de 2450, qui tourne à vide. Celui de 2451, qui tourne à vide. Celui de 2452, qui tourne à vide. Celui de 2453, qui tourne à vide. Celui de 2454, qui tourne à vide. Celui de 2455, qui tourne à vide. Celui de 2456, qui tourne à vide. Celui de 2457, qui tourne à vide. Celui de 2458, qui tourne à vide. Celui de 2459, qui tourne à vide. Celui de 2460, qui tourne à vide. Celui de 2461, qui tourne à vide. Celui de 2462, qui tourne à vide. Celui de 2463, qui tourne à vide. Celui de 2464, qui tourne à vide. Celui de 2465, qui tourne à vide. Celui de 2466, qui tourne à vide. Celui de 2467, qui tourne à vide. Celui de 2468, qui tourne à vide. Celui de 2469, qui tourne à vide. Celui de 2470, qui tourne à vide. Celui de 2471, qui tourne à vide. Celui de 2472, qui tourne à vide. Celui de 2473, qui tourne à vide. Celui de 2474, qui tourne à vide. Celui de 2475, qui tourne à vide. Celui de 2476, qui tourne à vide. Celui de 2477, qui tourne à vide. Celui de 2478, qui tourne à vide. Celui de 2479, qui tourne à vide. Celui de 2480, qui tourne à vide. Celui de 2481, qui tourne à vide. Celui de 2482, qui tourne à vide. Celui de 2483, qui tourne à vide. Celui de 2484, qui tourne à vide. Celui de 2485, qui tourne à vide. Celui de 2486, qui tourne à vide. Celui de 2487, qui tourne à vide. Celui de 2488, qui tourne à vide. Celui de 2489, qui tourne à vide. Celui de 2490, qui tourne à vide. Celui de 2491, qui tourne à vide. Celui de 2492, qui tourne à vide. Celui de 2493, qui tourne à vide. Celui de 2494, qui tourne à vide. Celui de 2495, qui tourne à vide. Celui de 2496, qui tourne à vide. Celui de 2497, qui tourne à vide. Celui de 2498, qui tourne à vide. Celui de 2499, qui tourne à vide. Celui de 2500, qui tourne à vide. Celui de 2501, qui tourne à vide. Celui de 2502, qui tourne à vide. Celui de 2503, qui tourne à vide. Celui de 2504, qui tourne à vide. Celui de 2505, qui tourne à vide. Celui de 2506, qui tourne à vide. Celui de 2507, qui tourne à vide. Celui de 2508, qui tourne à vide. Celui de 2509, qui tourne à vide. Celui de 2510, qui tourne à vide. Celui de 2511, qui tourne à vide. Celui de 2512, qui tourne à vide. Celui de 2513, qui tourne à vide. Celui de 2514, qui tourne à vide. Celui de 2515, qui tourne à vide. Celui de 2516, qui tourne à vide. Celui de 2517, qui tourne à vide. Celui de 2518, qui tourne à vide. Celui de 2519, qui tourne à vide. Celui de 2520, qui tourne à vide. Celui de 2521, qui tourne à vide. Celui de 2522, qui tourne à vide. Celui de 2523, qui tourne à vide. Celui de 2524, qui tourne à vide. Celui de 2525, qui tourne à vide. Celui de 2526, qui tourne à vide. Celui de 2527, qui tourne à vide. Celui de 2528, qui tourne à vide. Celui de 2529, qui tourne à vide. Celui de 2530, qui tourne à vide. Celui de 2531, qui tourne à vide. Celui de 2532, qui tourne à vide. Celui de 2533, qui tourne à vide. Celui de 2534, qui tourne à vide. Celui de 2535, qui tourne à vide. Celui de 2536, qui tourne à vide. Celui de 2537, qui tourne à vide. Celui de 2538, qui tourne à vide. Celui de 2539, qui tourne à vide. Celui de 2540, qui tourne à vide. Celui de 2541, qui tourne à vide. Celui de 2542, qui tourne à vide. Celui de 2543, qui tourne à vide. Celui de 2544, qui tourne à vide. Celui de 2545, qui tourne à vide. Celui de 2546, qui tourne à vide. Celui de 2547, qui tourne à vide. Celui de 2548, qui tourne à vide. Celui de 2549, qui tourne à vide. Celui de 2550, qui tourne à vide. Celui de 2551, qui tourne à vide. Celui de 2552, qui tourne à vide. Celui de 2553, qui tourne à vide. Celui de 2554, qui tourne à vide. Celui de 2555, qui tourne à vide. Celui de 2556, qui tourne à vide. Celui de 2557, qui tourne à vide. Celui de 2558, qui tourne à vide. Celui de 2559, qui tourne à vide. Celui de 2560, qui tourne à vide. Celui de 2561, qui tourne à vide. Celui de 2562, qui tourne à vide. Celui de 2563, qui tourne à vide. Celui de 2564, qui tourne à vide. Celui de 2565, qui tourne à vide. Celui de 2566, qui tourne à vide. Celui de 2567, qui tourne à vide. Celui de 2568, qui tourne à vide. Celui de 2569, qui tourne à vide. Celui de 2570, qui tourne à vide. Celui de 2571, qui tourne à vide. Celui de 2572, qui tourne à vide. Celui de 2573, qui tourne à vide. Celui de 2574, qui tourne à vide. Celui de 2575, qui tourne à vide. Celui de 2576, qui tourne à vide. Celui de 2577, qui tourne à vide. Celui de 2578, qui tourne à vide. Celui de 2579, qui tourne à vide. Celui de 2580, qui tourne à vide. Celui de 2581, qui tourne à vide. Celui de 2582, qui tourne à vide. Celui de 2583, qui tourne à vide. Celui de 2584, qui tourne à vide. Celui de 2585, qui tourne à vide. Celui de 2586, qui tourne à vide. Celui de 2587, qui tourne à vide. Celui de 2588, qui tourne à vide. Celui de 2589, qui tourne à vide. Celui de 2590, qui tourne à vide. Celui de 2591, qui tourne à vide. Celui de 2592, qui tourne à vide. Celui de 2593, qui tourne à vide. Celui de 2594, qui tourne à vide. Celui de 2595, qui tourne à vide. Celui de 2596, qui tourne à vide. Celui de 2597, qui tourne à vide. Celui de 2598, qui tourne à vide. Celui de 2599, qui tourne à vide. Celui de 2600, qui tourne à vide. Celui de 2601, qui tourne à vide. Celui de 2602, qui tourne à vide. Celui de 2603, qui tourne à vide. Celui de 2604, qui tourne à vide. Celui de 2605, qui tourne à vide. Celui de 2606, qui tourne à vide. Celui de 2607, qui tourne à vide. Celui de 2608, qui tourne à vide. Celui de 2609, qui tourne à vide. Celui de 2610, qui tourne à vide. Celui de 2611, qui tourne à vide. Celui de 2612, qui tourne à vide. Celui de 2613, qui tourne à vide. Celui de 2614, qui tourne à vide. Celui de 2615, qui tourne à vide. Celui de 2616, qui tourne à vide. Celui de 2617, qui tourne à vide. Celui de 2618, qui tourne à vide. Celui de 2619, qui tourne à vide. Celui de 2620, qui tourne à vide. Celui de 2621, qui tourne à vide. Celui de 2622, qui tourne à vide. Celui de 2623, qui tourne à vide. Celui de 2624, qui tourne à vide. Celui de 2625, qui tourne à vide. Celui de 2626, qui tourne à vide. Celui de 2627, qui tourne à vide. Celui de 2628, qui tourne à vide. Celui de 2629, qui tourne à vide. Celui de 2630, qui tourne à vide. Celui de 2631, qui tourne à vide. Celui de 2632, qui tourne à vide. Celui de 2633, qui tourne à vide. Celui de 2634, qui tourne à vide. Celui de 2635, qui tourne à vide. Celui de 2636, qui tourne à vide. Celui de 2637, qui tourne à vide. Celui de 2638, qui tourne à vide. Celui de 2639, qui tourne à vide. Celui de 2640, qui tourne à vide. Celui de 2641, qui tourne à vide. Celui de 2642, qui tourne à vide. Celui de 2643, qui tourne à vide. Celui de 2644, qui tourne à vide. Celui de 2645, qui tourne à vide. Celui de 2646, qui tourne à vide. Celui de 2647, qui tourne à vide. Celui de 2648, qui tourne à vide. Celui de 2649, qui tourne à vide. Celui de 2650, qui tourne à vide. Celui de 2651, qui tourne à vide. Celui de 2652, qui tourne à vide. Celui de 2653, qui tourne à vide. Celui de 2654, qui tourne à vide. Celui de 2655, qui tourne à vide. Celui de 2656, qui tourne à vide. Celui de 2657, qui tourne à vide. Celui de 2658, qui tourne à vide. Celui de 2659, qui tourne à vide. Celui de 2660, qui tourne à vide. Celui de 2661, qui tourne à vide. Celui de 2662, qui tourne à vide. Celui de 2663, qui tourne à vide. Celui de 2664, qui tourne à vide. Celui de 2665, qui tourne à vide. Celui de 2666, qui tourne à vide. Celui de 2667, qui tourne à vide. Celui de 2668, qui tourne à vide. Celui de 2669, qui tourne à vide. Celui de 2670, qui tourne à vide. Celui de 2671, qui tourne à vide. Celui de 2672, qui tourne à vide. Celui de 2673, qui tourne à vide. Celui de 2674, qui tourne à vide. Celui de 2675, qui tourne à vide. Celui de 2676, qui tourne à vide. Celui de 2677, qui tourne à vide. Celui de 2678, qui tourne à vide. Celui de 2679, qui tourne à vide. Celui de 2680, qui tourne à vide. Celui de 2681, qui tourne à vide. Celui de 2682, qui tourne à vide. Celui de 2683, qui tourne à vide

ÉCONOMIE

Arrêtées dans la précipitation et annoncées par M^{me} Cresson

Faire boire un âne...

Le silence angoissé précédait l'opération télévisée de M^{me} Cresson dans la mesure de la précipitation - pour ne pas dire de l'affolement - qui a présidé aux choix pour les nouvelles mesures en faveur de l'emploi. « Tandue », la première ministre n'aurait pas supporté la moindre fuite. Elle a résolu de donner tout son éclat à un effet d'annonce très médiatique. Quand le nombre des chômeurs menace d'atteindre les 3 millions, il faut que le gouvernement agit. Depuis, et en raison même de la méthode ratée, le cafoillage règne. Mal définies, les mesures apparaissent pour ce qu'elles sont : une tentative de traitement social, ou plutôt statistique, qui n'a rien de statistique, mais qui a tout de l'approche des échéances électorales.

Une fois de plus, donc, le gouvernement prend le risque d'apparaître comme dominé par la dictature du court terme, alors que toute l'action avait été jusqu'à présent inscrite dans la longue durée. Un travail qui avait été entrepris, qui, bien entendu, ne pouvait se traduire par des résultats immédiats. Même si les mesures prévues ne font jamais que reprendre et renforcer ce qui existait déjà, les circonstances et l'application du programme laissent la porte ouverte à toutes les possibilités. À chaque fois, finalement, puisque aucun premier ministre n'a jamais réussi à faire de la statistique...

Mais il y a plus préoccupant, le soutien de la communication retombé. De même qu'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif, peut-on croire que les mesures avancées seront couronnées de succès ? Il faudrait que les employeurs recrutent ; ce qu'ils ne sont pas forcément tentés de faire, malgré les exonérations de charges sociales. Il faudrait que les stagiaires croient dans les formules qu'on leur propose. Or, on sait que, quel que soit le dispositif, un tiers seulement d'entre eux trouvent un emploi à la sortie. Actuellement, on compte 1,3 million de personnes dans les divers programmes. Peut-on en dire plus ?

Alain LEBEAUCHE

Les mesures pour l'emploi touchent les jeunes et les chômeurs de longue durée

Comité interministériel à 15 heures, intervention sur Antenne 2 en soirée : les mesures pour l'emploi annoncées par la première ministre, M^{me} Edith Cresson, ont été arrêtées mercredi 8 janvier dans la précipitation. Orientées vers les jeunes en difficulté et les chômeurs de longue durée, elles reprennent et amplifient des programmes déjà existants ou en cours d'adaptation.

De quoi s'agit-il ? À partir d'une loi portant sur les 170 000 jeunes qui s'inscrivent chaque année sans diplôme du système scolaire, il était admis que trois catégories devaient être « traitées » différemment. Ceux qui peuvent aller directement vers l'emploi, pourvu qu'on les aide. Ce sont les exonérations de charges sociales, lancées depuis la mi-octobre. Ceux qui, trop éloignés, doivent être soutenus socialement et professionnellement. En passe de voir leur nombre doubler, les entreprises d'insertion pèsent à la balance. C'est l'objet du CFI (contrat de formation individuelle), prévu pour 120 000 jeunes, soit de l'idée de la « deuxième chance » défendue par le président de la République.

Or, depuis la mise en place des carrefours-jeunes, on s'est progressivement aperçu que le dernier groupe comprend un sous-ensemble en difficulté : les jeunes qui, sachant à peine lire, écrire et surtout calculer ne sont pas encore prêts pour le parcours CFI. Le premier volet des décisions présentées par M^{me} Cresson porte sur eux. En première phase pré-CFI, rému-

nés à 2 100 francs par mois entre 18 et 25 ans (630 000 de 16 à 18 ans), ils seront placés dans des stages de préqualification alternant apprentissage des « acquis de base » et présence dans les entreprises. Cette phase pourra durer jusqu'à dix-huit mois. Selon les vœux du premier ministre, ils devront être 10 000 à entrer dans le dispositif au 1^{er} mars, mais la synthèse évoque un chiffre compris entre 50 000 et 70 000.

Parcours personnalisé

L'autre volet concerne les chômeurs de longue durée, au nombre de 880 000, dont 374 000 inscrits depuis plus de deux ans. Depuis longtemps, M^{me} Aubry déclarait qu'elle préparait des actions spécifiques, sur le modèle de ce qu'elle a mis en place pour les jeunes. À Matignon, on allait jusqu'à imaginer des « tâches d'intérêt général », rémunérées à 1 franc. Finalement, le choix retenu ne s'éloigne guère des dispositions existantes, sauf par le volontarisme et les proclamations d'intentions. L'ANPE devra recevoir individuellement 500 000 chômeurs de longue durée et être

Mais elles sont également censées y apporter un « plus » qui, compte tenu des circonstances, manque encore de clarté.

Entre les explications du premier ministre, les précisions de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, et les premiers documents de présentation, il y a des nuances et des différences. Elles ne décèlent pas des contradictions.

capable de proposer à chaque un parcours personnalisé, avec la formation, soit avec une mesure d'insertion.

Les CRE (contrats de recrutement à l'emploi), exonérés de charges sociales, qui profitent actuellement à 85 000 personnes et étaient prévus pour en accueillir 100 000 en 1992, pourront bénéficier à 30 000 de plus si, toutefois, il est possible de les placer auprès des employeurs. Réservés aux chômeurs de longue durée, ou âgés, ils seront désormais ouverts aux plus de cinquante ans ayant fait l'objet d'un licenciement et quelle que soit la durée du chômage. L'exonération de charges sera acquise pendant dix-huit mois et autorisera le versement de la prime forfaitaire de 10 000 francs par emploi.

Quant aux mesures d'insertion sociale et de formation, elles s'appuient sur le programme des AIF (action d'insertion et de formation), qui devaient, à l'origine, bénéficier à 160 000 chômeurs de longue durée. Renforcées, elles seront également destinées aux chômeurs inscrits depuis six mois et qui courent le risque d'y rester longtemps.

A. L.

Dans l'attente de nouveaux avenants

Un contrat de plan provisoire signé entre l'Etat et La Poste

C'est un contrat de plan provisoire qui a été signé, jeudi 8 janvier, entre le ministre délégué chargé des postes et télécommunications et le président de La Poste. Beaucoup de points, notamment les conditions financières pour les années 1993 et 1994, devront être fixés par de nouveaux avenants. Le projet de contrat paraissait très équilibré en faveur de l'Etat.

C'est une fois sur le métier remettez votre ouvrage. Le contrat de plan provisoire signé jeudi 9 janvier entre l'Etat et La Poste après des négociations très serrées ne vaut que pour l'année 1992, peut-être même moins : de nouvelles négociations doivent s'engager pour la suite dans moins de six mois.

En effet, la rémunération des postes postaux est celle de la Caisse nationale d'épargne, qui déterminent une bonne part des ressources de La Poste, ne sont pas indexés sur l'indice des prix à la consommation de 5,5 % et 1,5 %. Même ainsi, pour la compensation pour l'Etat du coût du transport de la presse (2 milliards de francs), les chiffres étaient déjà en baisse de 10 %.

En revanche, les « paramètres financiers » pour les deux années suivantes seront fixés « par un avenant après l'établissement du bilan d'ouverture de La Poste ». Celui-ci devrait être connu avant la fin du premier semestre 1992, lorsque la commission chargée d'évaluer le patrimoine

du nouvel établissement aura rendu ses conclusions. Il est en de même pour l'apurement du découvert du budget annexe des PTT, que le ministre des finances voulait transférer en « dette de La Poste ». C'est seulement lorsque que ce découvert sera réintégré sur la base du taux du marché.

Le nouvel établissement et ses défendeurs conservent ainsi des chances d'obtenir des conditions plus favorables pour la suite que celles figurant dans le projet présenté en novembre dernier (le Monde du 26 novembre 1991), qui prévoyait une baisse des versements de l'Etat en 1993 et 1994. Au point que la Commission supérieure du service public (1) avait jugé que ce projet « ne donnait pas à La Poste une autonomie nécessaire pour assurer ses missions de service public » (le Monde du 21 décembre 1991).

Autres concessions. Le montant des investissements prévus par le projet - 12 milliards de francs en quatre ans - qu'il s'agit de 3,5 milliards en 1991 et doit atteindre la même somme en 1992 - pourra être augmenté « pour permettre à La Poste de faire face à ses obligations ». D'autre part, l'extension éventuelle des services financiers de La Poste, qui doit donner lieu à un débat au Parlement dans les mois qui viennent, est réservée à la Poste, si le parlementaire en décide ainsi, d'un avenant particulier. Une révision du contrat est aussi prévue si le Livre vert, qui doit définir des orientations pour les services postaux de la Communauté économique européenne, modifie les conditions d'exploitation de La Poste.

Enfin, concession aux éditeurs de journaux : les conditions du service de transport et de distribution de la presse seront fixées par un protocole établi entre la presse et La Poste sous l'égide du ministre des P et T, avec une « mesure de la qualité du service ».

Le contrat ne donne sans doute pas satisfaction aux dirigeants du nouvel établissement ni à la commission du service public, qui regrette à la fois l'imposition des objectifs de qualité de service et l'absence d'objectifs financiers (notamment d'un cadre réel d'évolution des tarifs sous contrainte). Le contrat est encore plus incertain que le projet initial. D'autre part, en 1992, si l'on en croit l'état provisoire des recettes et des dépenses présenté au conseil d'administration de La Poste, mercredi 8 janvier, celle-ci ne parviendrait à équilibrer ses comptes que par 1,9 milliard de recettes exceptionnelles, en clair la vente d'actifs. De moins,

le contrat de plan ouvre la voie à de nouvelles discussions : c'est ce qui explique que le conseil d'administration ait autorisé le président de La Poste à signer le document. En l'absence des syndicats toutefois : la CGT et FO n'ont même pas assisté à la réunion à la CPDT n'a pas participé au...

GUY HERZLICH

(1) Cette commission, composée en majeure partie de parlementaires, est chargée de veiller sur l'équilibre de la réforme des postes et télécommunications.

L'ultime phase des négociations de l'Uruguay Round

De vives pressions s'exercent sur la France pour qu'elle assouplisse ses positions à l'égard des Etats-Unis

Dans les négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round, le Portugal, qui assure depuis le 1^{er} janvier la présidence de la CEE, semble s'orienter vers le soutien à un texte de compromis favorable aux positions américaines.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Le Portugal, qui, depuis le 1^{er} janvier, préside la CEE des Douze, entend œuvrer pour sortir de l'impasse l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées en 1986 à Punta del Este et qui butent sur le différend opposant la Communauté européenne aux Etats-Unis quant à la manière d'assoir les échanges agricoles. Les Portugais, donc, recommandent aux Douze de tenir sur leur première réaction négative à l'offre américaine, et, moyennant quelques aménagements de la part américaine, d'accepter que le projet de compromis présenté par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), une fois adopté, devienne la base de la négociation. Cette nouvelle initiative ressort de la séance de travail qu'ont tenue, mercredi 8 janvier à Lisbonne, le cabinet portugais, présidé par M. Américo Cavaco Silva, et la Commission européenne.

Unité

Méditerranée

On s'attend à une offensive en règle de ceux qui, parmi les Douze, plaident pour plus de souplesse et préféreraient voir la Communauté faire des concessions supplémentaires en matière agricole dans le sens souhaité par les Etats-Unis, plutôt que de prendre le risque d'un échec de l'Uruguay Round. Une fois de plus, les Français, qui sont les principaux producteurs et exportateurs agricoles de la CEE, ne se retrouvent pas première ligne.

Un coup à droite, un coup à gauche. Après avoir mené les Japonais et obtenu d'eux quelques concessions commerciales, la diplomatie américaine se tourne vers les Européens, les pressant d'accepter dans l'Uruguay Round des conclusions conformes à ses exigences.

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

- 1 - Dénomination et adresse du service qui passe le marché.
Etablissement public de la Bibliothèque de France (EPBF) 1, place Valhubert 75013 Paris.
Tél. : 44-06-01-00. Télécopie : 44-06-02-98.
- 2 - Mode de passation du marché.
Appel d'offres restreint conformément aux articles 93 à 94 bis à 97 du code des marchés publics.
- 3 - Objet du marché.
Mise à disposition de personnel pour le programme d'acquisition et de catalogage des documents audiovisuels pour les années 1992-1995.
- 4 - Lieu d'exécution.
EPBF, 21, rue Maurice-Grangeon (14^{ème}) Ivry-sur-Seine.
- 5 - Effectifs.
Mise à disposition de personnel et d'acquéreurs, ainsi qu'une partie de leur encadrement. A titre indicatif, l'effectif envisagé est de 10 à 20 personnes.
- 6 - Lieu et date de remise des candidatures.
E.P.B.F., 1, place Valhubert 75013 Paris.
Dossier de candidature à remettre au service de l'achat du présent avis et la mention NE PAS OUVRIR AVANT LE 11 JANVIER 1992.
- 7 - Date d'envoi de l'avis de candidatures à la publication chargée de l'insertion.
11 décembre 1991.
- 8 - Justifications à produire par les candidats.
- Fiche de renseignements sur la société
- Déclaration à souscrire
- Références de la société dans le domaine concerné des trois dernières années.
- 9 - Critères utilisés lors de la sélection des candidatures.
Outre les critères mentionnés à l'article 97 du code des marchés publics, une attention particulière sera accordée à la connaissance du domaine de la documentation audiovisuelle et à la capacité des sociétés à assurer la logistique de sessions de formation.
- 10 - Adresse du service où l'on peut demander des renseignements.
EPBF, 1, place Valhubert 75013 Paris.
M^{me} Dominique SAINTVILLE 44-06-02-80.

Trente-trois maires décidés à démissionner pour sauver une laiterie

Les maires des 33 communes du canton de Blamont (Meurthe-et-Moselle) ont annoncé, mercredi 8 janvier, qu'ils avaient l'intention de présenter leur démission en bloc en cas de fermeture d'une laiterie Saint-Hubert (groupe Sodia) qui a été en grande partie détruite, le 11 septembre dernier, par un incendie, et les travaux de réfection n'ont toujours pas été engagés. Depuis lors, les 110 employés observent des périodes de chômage technique par roulement. La direction doit prendre une décision dans les jours qui viennent.

Création de La Poste, septième groupe laitier français. - A l'approche du marché unique européen, deux groupes coopératifs de l'Ouest, Coopagri Bretagne et Cana, ont décidé de fusionner leurs activités laitières au sein d'une nouvelle entité appelée La Poste. Avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs, cet ensemble se situe au septième rang français derrière le leader Benier, Sodia, ULD, Bongrain, Fromageries Bel et Germain-Danone. Il représente une collecte annuelle d'un milliard de litres de lait, soit 44 % de la production française. La Poste résulte d'un rapprochement progressif entre les deux groupes amorcé dès juillet 1990 avec la mise en commun des moyens de recherche-développement et marketing dans le secteur du beurre et des fromages. Sous l'égide de la fusion, la fusion des réseaux commerciaux et la mise en commun des marques.

Méthode apparemment efficace. La belle unité dont avaient fait preuve les Douze avant Noël en rejetant un projet de compromis - le « papier Dunkel » - a été jugée trop déséquilibrée, est en train de se lézarder. Le 21 décembre, le rendez-vous ministériel d'après CEE-Etats-Unis s'était déroulé dans une ambiance plutôt fraîche. La Communauté venait de prendre connaissance d'un projet de cinq cents pages préparé par M. Dunkel, M. Rind Lubbers, premier ministre néerlandais, et M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission et principal porte-parole de la CEE dans l'Uruguay Round, s'étaient déclarés déçus : de constater, d'une part, que ce projet faisait la part belle à un point de vue américain, ignorant les positions de la Communauté ; de relever d'autre part que, en dépit des promesses du président George Bush, les Etats-Unis entendaient obtenir beaucoup plus de la CEE, sans consentir eux-mêmes le moindre geste.

Ce jour-là, la délégation ministérielle américaine, conduite par M. James Baker, le secrétaire d'Etat, adoptait un profil plutôt bas : « Nous ne pouvons accepter de solutions médianes en perdant les principes de la politique agricole commune (PAC) ou bien de la réforme qui est en cours de discussion », déclaraient les dirigeants européens. Le 23 décembre, les ministres du commerce extérieur de l'agriculture des Douze confirmaient cette réaction nettement négative. Le 6 janvier, à Lisbonne, M. João de Deus Pinheiro, ministre des affaires étrangères portugais, restait sur cette même ligne. « Je suis extrêmement pessimiste. Nous ne sommes pas prêts à accepter le document Dunkel comme base de négociations. Le 11 janvier, on fera une dernière tentative d'approche. Mais ensuite, en raison des divergences américaines, il ne sera plus possible de progresser. Il faudra alors suspendre l'Uruguay Round jusqu'à la fin de l'année. Une suspension est en effet préférable à une rupture. »

Changement de ton

Deux jours plus tard, à la suite d'une visite à Lisbonne de M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, favorable à un compromis avec les Américains, le changement de ton a été portugais. « La Communauté doit être en première ligne du commerce international. Il faut éviter toute tentation de protectionnisme. Nous ne voulons pas que ce dossier [celui de l'Uruguay Round] reste sur la table. Le 13 janvier, nous espérons annoncer un compromis », expliquait M. Cavaco Silva, premier ministre, lors de la conférence de presse tenue conjointement avec M. Jacques Delors. Au cours de la séance de travail avec la Commission, le secrétaire d'Etat a expliqué que, si son avis, il faudrait accepter le projet Dunkel comme base de négociation, quitte à réclamer des concessions de la part américaine.

M. Jacques Delors, dont un collaborateur qualifie de « bon vieux » le projet Dunkel, répliqua à sa manière à ce propos de M. Cavaco Silva. « La position de la Communauté a été exprimée le 23 décembre. Les membres des Douze ont décidé de se déterminer vendredi, à supposer qu'il y ait des éléments nouveaux. Le seul élément nouveau que je vois, pour ma part, c'est le choix de l'Uruguay Round fait par le président Bush pour désigner la Communauté comme bon émissaire. Je ne crois pas que ce soit de nature à rapprocher les points de vue, d'autant plus que la Communauté a fait preuve de beaucoup de souplesse au cours des mois passés et que les Etats-Unis n'ont pas du tout eu la même attitude constructive. »

PHILIPPE LEMAITRE

Deficit de la balance des paiements courants de la France. - Au cours du troisième trimestre 1991, la balance des comptes courants de la France a été excédentaire de 3,3 milliards de francs en données brutes, mais déficitaire de 1 milliard de francs après correction des variations saisonnières. Sur l'ensemble des trois premiers trimestres, le déficit atteint 26,8 milliards de francs contre 36,9 milliards de francs pour la même période de 1990.

MARCHÉS FINANCIERS

Au premier semestre de 1991

Les banques ont nettement redressé leurs marges bénéficiaires

Les banques françaises ont amélioré de 20 % leur marge bénéficiaire au premier semestre 1991, en raison du ralentissement de la distribution du crédit, selon la commission bancaire.

Après les résultats très modestes de 1990, les marges bénéficiaires des banques ont amorcé un net redressement au premier semestre 1991, révèle la commission bancaire dans sa dernière publication, qui évalue même « l'impact d'un renouveau de l'endettement ». Paradoxalement, en apparence du moins, c'est le ralentissement de la distribution du crédit qui a permis aux établissements de réduire la charge de leurs revenus et, donc, de faire progresser leur produit net bancaire avant frais généraux et provisions qui, au 30 juin 1991, avaient augmenté de 10,4 % par rapport au premier semestre 1990.

Ce ralentissement, qui s'est poursuivi au second semestre 1991, est dû, on le sait déjà, à la fois aux reticences des emprunteurs, essentiellement les particuliers, et à une chute des crédits au logement, et à la plus grande sélectivité des banques à l'octroi de leurs prêts devant la montée des risques.

D'autre part, les opérations de crédit à la clientèle, la moindre croissance des dépôts (+ 7,9 % au semestre) et la baisse de la rémunération de l'épargne, qui a entraîné une augmentation du produit net des opérations de 4,5 % seulement d'un semestre à l'autre. Les opérations de trésorerie, enfin, qui jouent traditionnellement de façon négative sur le produit net bancaire, en raison de la situation défavorable des emprunteurs des établissements sur le marché interbancaire, ont bénéficié de conditions favorables. Ainsi, le ralentissement de la distribution des crédits, précédemment évoqué, a permis à ces mêmes établissements de faire

de leur recours au marché interbancaire, la charge correspondante diminuant de 2,3 % alors qu'elle avait augmenté de 15,5 % en 1990. Autre point positif, pendant le premier trimestre 1991, le niveau du taux d'intérêt a baissé en France.

Par ailleurs, la progression des frais généraux a été limitée à 5,5 % au premier semestre 1991, contre 6,4 % en 1990, notamment pour les dépenses de personnel. Cette progression, toutefois, a été nettement plus forte pour les très grands établissements à vocation générale (+ 7,4 % globalement) tandis que les réseaux moins importants des établissements de crédit spécialisés ont beaucoup mieux contrôlé leurs frais généraux (+ 1,3 % et + 2,4 %).

En conséquence, le résultat brut d'exploitation (RBE), qui avait diminué de 2,7 % au 30 juin 1990, bondit de 20 % au premier semestre 1991, + 43 % pour le très grand réseau, + 43 % pour le grand réseau, + 33 % pour les banques mutualistes et coopératives. Les établissements de crédit spécialisés ont enregistré une baisse de 130,9 %, ce qui équivaut à une chute de 130,9 %.

Notons, ce qui est intéressant, que les résultats sont bons, lui aussi, de 61,6 %. Selon toute vraisemblance, les banques françaises se sont

FRANÇOIS RENARD

BSN et Nestlé achètent le tchèque Cokoladovny

Le suisse BSN et le français Nestlé ont obtenu mercredi 8 janvier l'accord du gouvernement tchèque pour acquérir ensemble 43 % du capital de Cokoladovny, le plus grand fabricant de chocolat, confiserie et biscuits du pays, au chiffre d'affaires annuel de 6,3 milliards de couronnes (environ 1,1 milliard de francs). La Banque européenne de reconstruction (BERD) détient 15 % du capital de la nouvelle société mixte, à côté de la société tchèque První investiční a.s. (Prigut).

L'Etat tchécoslovaque gardera provisoirement 34 % des actions avant de les mettre dans le public cette année lors de la première vague de privatisations. En 1992, les 4,5 % restant iront au fonds national destiné au financement des restitutions aux citoyens tchécoslovaques dont les biens ont été confisqués par le régime communiste après 1948.

Au printemps dernier, un protocole d'intention avait été signé entre Nestlé, BSN et Cokoladovny pour la reprise de ce groupe tchèque (Le Monde du 18 avril) qui produit chaque année plus de 140 000 tonnes de biscuits, chocolat et confiserie dans quinze usines. Les deux groupes européens, BSN et Nestlé, ont

pour cette opération, s'intéressent à des produits particuliers : les biscuits pour BSN et le chocolat pour Nestlé. Le montant de la transaction a été chiffré à 3,3 milliards de couronnes (520 millions de francs) par le ministre tchèque de la privatisation, M. Tomas Jizek. BSN et Nestlé envisagent d'investir 2,2 milliards de couronnes (près de 400 millions de francs) d'ici à 1996. Ils détendront rapidement le reste de l'affaire par le biais d'une augmentation de capital.

■ Total acquiert 51 % de la société turque Upet. — Le groupe français Total a pris le contrôle à 51 % de la société turque Upet, spécialisée dans le stockage et la distribution de carburants. Au terme de l'accord conclu, Upet (Uluslararası Petrol Ticareti) devient Total Türkiye. Filiale du groupe Cokoladovny, Upet exerce ses activités depuis novembre 1990 dans le nord-ouest, le centre et le sud du pays, ce qui représente 68 % du marché turc des carburants. Total et Cokoladovny souhaitent doubler en trois ans la part de marché des carburants pour atteindre 100 % du Total Türkiye sur la zone d'activité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE MANSART
Comptoir Européen de Financement Immobilier

La Security Pacific Bank France, filiale à 100 % de la Banque américaine Security Pacific, vient d'être reprise par un tour de table mené par le Comptoir Européen d'Entrepreneurs. Aux côtés du Comptoir des Entrepreneurs, actionnaire à 51 %, retrouvent la Banque Générale du Commerce (20 %), la Depfa Bank (10 %) et la banque laqueille le Comptoir a déjà une participation croisée et Vendôme Investissements (19 %).

La Security Pacific Bank France change à l'occasion de dénomination et devient Banque Mansart - Comptoir Européen de Financement Immobilier.

L'activité de la Banque continuera à s'exercer dans le domaine du financement professionnel de l'immobilier qu'ils soient français ou étrangers. La Banque Mansart, qui s'était déjà spécialisée dans le financement d'opérations complexes, sera renforcée dans ce domaine grâce à la synergie qui se développera avec Vendôme Investissements qui, à son tour, exerce une activité d'ingénierie financière immobilière et notamment le montage de grandes opérations.

NEW-YORK, 8 janvier

Très irrégulier

Une nouvelle vague de ventes de crédit 8 janvier a délogé Wall Street de ses positions. Mais la tendance à tout de même été très irrégulière. A l'effritement au début de la séance, elle s'est vite transformée en hausse ensuite avant de s'effriter, puis de redevenir plus égale. Après avoir successivement progressé d'environ 10 points et replongé d'environ 10 points, l'indice S&P 500 a fini à 2 770,80 (+0,03 %).

Le président Bush a été salué par la communauté financière. Finalement tout est resté très positif. Sur 2 199 valeurs traitées, 1 127 ont augmenté, 714 ont baissé et 258 n'ont pas varié.

L'annonce de la vente de la société Bush a été saluée par la communauté financière. Finalement tout est resté très positif. Sur 2 199 valeurs traitées, 1 127 ont augmenté, 714 ont baissé et 258 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours de 7 jan.	Cours de 8 jan.
Alcoa	44 1/8	44 1/4
AT&T	41	40 7/8
Bell	48 1/8	48 1/8
Chemical Bank	48 1/8	48 1/8
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 1/8
Eastman Kodak	48 1/8	48 1/8
Exxon	48 1/8	48 1/8
Ford	48 1/8	48 1/8
General Electric	48 1/8	48 1/8
General Motors	48 1/8	48 1/8
IBM	48 1/8	48 1/8
Intel	48 1/8	48 1/8
Johnson & Johnson	48 1/8	48 1/8
Merck	48 1/8	48 1/8
Pfizer	48 1/8	48 1/8
Rockwell	48 1/8	48 1/8
Spacel	48 1/8	48 1/8
Texas Instruments	48 1/8	48 1/8
United Tech.	48 1/8	48 1/8
Westinghouse	48 1/8	48 1/8
Yale	48 1/8	48 1/8

LONDRES, 8 janvier

Repit

Après avoir perdu 1,3 % en cours de séance, déprimé par des incertitudes techniques et économiques, le marché britannique a retrouvé son calme. Le marché a été repit en fin de séance mercredi 8 janvier. A la clôture, l'indice Footsie 100 a terminé à 2 467,10, soit une hausse de 1,3 % par rapport à la veille.

Le SBF décide de ne pas reprendre la cotation de Node-Gong. — La Société des Bourses françaises a décidé mercredi 8 janvier qu'elle avait décidé de ne pas reprendre la cotation au comptant de la société Node-Gong (matériel agricole) et de la coter en bourse à l'avenir.

■ Plan de restructuration de Woolworth. — Le groupe britannique Woolworth annonce un plan de restructuration prévoyant la fermeture, la vente ou la transformation de quelque 20 magasins. Le chiffre d'affaires de Woolworth en 1990 a été de 14,701 milliards de francs.

■ Standard et Poor's annonce la notation de Chrysler. — La firme d'analyses new-yorkaise Standard and Poor's a annoncé mardi 7 janvier un abaissement de la notation financière de Chrysler, troisième constructeur automobile américain, de sa filiale principale Chrysler Financial à « B+ » à « B- ».

PARIS, 8 janvier

Reprise en fin de séance

Le mouvement baissier amorcé la veille s'est poursuivi, mercredi 8 janvier, à la Bourse de Paris. En net retrait de 0,85 % dès le début des transactions, les valeurs françaises ont fluctué aux alentours de ce niveau pendant la séance. Aux environs de 13 heures, l'indice CAC 40 a baissé de 1 %. Toutefois, une reprise de fin de séance a permis aux valeurs françaises de s'apprécier de 0,49 % en clôture.

Les ventes bénéficiaires se sont donc poursuivies. Mais alors qu'elles étaient relativement bien absorbées, l'annonce par le président Bush de sa visite au Japon a jeté un certain trouble sur le marché des actions. L'indice CAC 40, qui avait baissé de 0,65 %, a décollé brutalement jusqu'à + 1,11 %. Fort heureusement, cette réaction, causée d'abord par les opérations, ne dura pas. Peu après, l'indice commença à redescendre (- 0,7 %), avant de s'orienter vers la hausse sous l'influence bénéfique de Wall Street.

Du côté des valeurs, les interventions signalant la nouvelle progression de Michelin, qui, selon eux, a continué l'essentiel de son activité, ont été saluées. Le fabricant de pneumatiques a bénéficié encore de la perspective de la hausse des ventes de pneus, Michelin a gagné 4,5 % pour un million de francs. A l'inverse, Hechtel, dont le chiffre d'affaires a baissé de 1,3 %, a perdu 1,3 %.

TOKYO, 8 janvier

Vive hausse

Après deux jours de baisse, une nouvelle vague de ventes a produit jeudi 8 janvier à la Bourse de Tokyo. Le mouvement a été très irrégulier, mais la tendance a été à la hausse. L'indice Nikkei a quand même réussi à s'inscrire au plus haut niveau de la séance, soit à la cote 23 113,64, avec un gain de 398,64 points (+ 1,75 %).

Selon les professionnels, ce redressement a surtout revêtu un caractère technique. Suite à la glissade de ces derniers jours, les investisseurs ont paré à la hausse aux bonnes nouvelles. En outre, beaucoup ont pris des positions à terme sur l'indice. L'arrivée à expiration des contrats sur option a également favorisé les achats. Mais les craintes persistantes quant à la situation économique, les investisseurs institutionnels ont procédé à quelques ventes.

■ Le dollar s'échangeait à 5,19 F jeudi 8 janvier, en hausse par rapport à la cotation officielle de mercredi (5,1610 F), dans l'absence de nouvelles intéressant les cambistes, les évolutions étaient principalement d'ordre technique.

■ Le dollar s'échangeait à 5,19 F jeudi 8 janvier, en hausse par rapport à la cotation officielle de mercredi (5,1610 F), dans l'absence de nouvelles intéressant les cambistes, les évolutions étaient principalement d'ordre technique.

■ Le dollar s'échangeait à 5,19 F jeudi 8 janvier, en hausse par rapport à la cotation officielle de mercredi (5,1610 F), dans l'absence de nouvelles intéressant les cambistes, les évolutions étaient principalement d'ordre technique.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3720	3700	Imco	3700	3700
Amis	2770	2770	LP&A	78 50	78 50
B&S	68	61 40	Loca invest.	189	189
B&S	785	785	Loca	75	75
B&S	320	320	Macra Com.	65	65
B&S	235	235	Miles	159 50	159 50
B&S	748	748	PubliFapoch	350	350
B&S	408	408	Rail	320	320
B&S	690	690	Rhone-Alp. (S. I.)	180	180
B&S	147	147	S.H.M.	104	104
B&S	258	258	S&B Invest. (S. I.)	310	310
B&S	877	880	S&B	130	130
B&S	288	288	S&B	255	255
B&S	1050	1050	S&B	324	324
B&S	758	758	S&B	305	305
B&S	335	335	S&B	218	218
B&S	1180	1180	S&B	85	85
B&S	288	288	S&B	700	700
B&S	888	888			
B&S	218	218			
B&S	118	118			
B&S	285	285			
B&S	210	218			
B&S	126	126			
B&S	127 40	127			
B&S	377	377			
B&S	300	300			
B&S	300	300			
B&S	758	761			
B&S	188 10	188 10			
B&S	113	113			
B&S	688	688			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

Cotation en pourcentage du 8 janvier 1992

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 JANVIER

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel											
Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%
4210	CNE 3%	4230	4250	4250	+0.47	355	Gén. Elec.	359.70	356.10	356.10	+1.18
822	BNP T.P.	820	820	820	-0.81	142	Gén. Motors	171	168.20	168.20	+1.58
814	Créd. Ind. T.P.	825	825	825	-0.08	143	Gén. Reliance	280.70	280.20	280.20	-0.17
1131	Renault T.P.	1135	1135	1135	-0.08	290	Gén. Suez	85	85	85	0
1400	St. Gobain T.P.	1450	1445	1445	-0.34	82	Gén. T. Suez	53.20	52.50	52.50	+1.32
1025	Saint-Gobain T.P.	1080	1081	1081	-0.04	18	Gén. T. Suez	19.80	19.75	19.75	+0.25
880	Thomson T.P.	887	887	887	-0.05	31	Gén. T. Suez	32.80	33.05	33.05	+0.76
825	Air Liquide	875	875	875	+1.05	256	Gén. T. Suez	250	250	250	0
830	Alcatel-Midi	845	845	845	+0.29	35	Gén. T. Suez	38.25	38.25	38.25	+0.12
1320	Alsac-Lorraine	1320	1320	1320	-0.70	720	Gén. T. Suez	750	750	750	+0.13
275	A.S.P.	277	288	288	+0.38	1110	Gén. T. Suez	1110	1110	1110	0
2240	Adia. T.P.	2275	2275	2275	-1.72	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	ASF St. Germain	447	447	447	-2.89	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Aur. Energie	448	448	448	+0.74	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Av. Ind. T. Suez	124	124	124	+1.06	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+1.10	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.63	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.38	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.40	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
275	Banq. Paribas	275	275	275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
2240	Banq. Paribas	2275	2275	2275	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
415	Banq. Paribas	444	444	444	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
400	Banq. Paribas	400	400	400	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
124	Banq. Paribas	124	124	124	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
77	Banq. Paribas	77	77	77	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
445	Banq. Paribas	445	445	445	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
625	Banq. Paribas	625	625	625	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
950	Banq. Paribas	950	950	950	+0.80	380	Gén. T. Suez	380	380	380	0
320	Banq. Paribas	320	320	320	+0.80	380	Gén. T. Suez	380			

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni à l'Élysée, mercredi 8 janvier, sous la présidence de M. François Mitterrand. Il a examiné ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux points.

Conventions internationales

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale de sécurité franco-turque, un projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité franco-philippine et un projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole franco-egyptien de protection des frontières.

L'Union de préparation

Le premier ministre et le ministre délégué aux affaires européennes ont présenté une communication relative à l'état de préparation de la France au marché unique.

Le marché unique

En 1991, ont été adoptés des règlements et directives essentielles, par exemple en matière de fiscalité, de marchés publics, de libre circulation des personnes et de liberté d'établissement. La présente année devra être l'occasion de nouveaux progrès pour achever la mise en œuvre du marché unique et celle

des politiques d'accompagnement indispensables, notamment en matière sociale, en matière régionale et d'environnement. Ainsi devrait être constitué à la fin de l'année l'espace économique et social organisé, indispensable pour l'application ultérieure des accords de Maastricht.

C'est une politique à long terme, la France dispose aujourd'hui d'une compétitivité renforcée qui la met en tête des pays qui pourront saisir les nouvelles chances offertes par le marché unique.

Les entreprises françaises profitent de ces conditions pour renforcer leur implantation européenne. Cet effort de préparation concerne tous les secteurs, mais il est particulièrement marqué dans le domaine de l'assurance et de la banque, où la moitié des dix premiers groupes européens sont aujourd'hui français.

La politique menée par le gouvernement vise à renforcer ces performances en prenant les mesures nécessaires pour moderniser l'économie et la société françaises et favoriser l'harmonisation des règles des pays et de ses départements d'outre-mer dans le marché unique.

Ces mesures ont pour objectif de renforcer l'appareil de production, de développer l'industrie et de favoriser l'information et la mobilisation des citoyens sur les questions européennes.

La rapidité dans la transposition des directives communautaires, pour laquelle la France est au deuxième rang, permettra de renforcer cette préparation.

L'Europe de la justice

Le ministre délégué aux affaires européennes a présenté une communication sur l'Europe de la justice et des télécommunications.

La France est au sein de la Communauté pour préserver l'équilibre entre la justice et les télécommunications.

des marchés et l'harmonisation réglementaire et technique.

L'autonomie donnée par la réforme des télécommunications aux exploitants publics français leur permet de répondre aux conséquences de l'ouverture du marché communautaire.

Plusieurs télécommunications communautaires ont déjà été adoptées en matière de télécommunications. Elles portent sur l'ouverture des services à la concurrence, l'harmonisation des conditions techniques et commerciales d'accès au réseau et la création d'un marché homogène des équipements. Des décisions concrètes ont aussi été décidées, comme la mise en place d'un réseau numérique à intégration des services et, dans une année, celle du téléphone paneuropéen.

La libéralisation et l'harmonisation des services sont prochainement l'objectif à la transmission de données, aux liaisons spécialisées, aux satellites et à la communication avec les mobiles.

La Communauté vient d'arrêter une norme européenne pour la transmission à haute fréquence. La France veillera à la mise en œuvre rapide des mesures prises pour favoriser le développement de ces services, sur l'avenir de l'électronique européenne de l'électronique grand public en dépend.

La France veille aussi à ce que la Communauté associe les autres États d'Europe à l'édification de réseaux paneuropéens. Il faut également que l'ouverture à la concurrence du marché européen soit accompagnée de contreparties dans les domaines de la recherche et des principaux concurrents de l'Europe, Japon et États-Unis.

Le conseil des ministres a adopté la mesure législative suivante :

M. Alain Guibal, président du tribunal administratif d'Orléans, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, pour exercer les fonctions de président de la cour administrative d'appel de Nancy.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Tous les hauts sommets d'enseignement au nord 7 janvier. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondre téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiqués, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAOVIE

Avoriaz : n.c. ; Les Carroz-d'Arches : 0,50-2,00 ; Chamonix : 0,60-2,20 ; La Chapelle-d'Abondance : 0,15-0,40 ; Châtel : 0,20-1,00 ; La Clusaz : 0,40-1,70 ; Combins : n.c. ; Les Contamines-Montjoie : 0,60-1,80 ; Flaine : 0,85-2,00 ; Les Gets : 0,40-1,50 ; Le Grand-Bornand : 0,20-1,10 ; Les Houches : 0,45-1,10 ; Megève : 0,45-1,25 ; Morillon : 0,20-1,60 ; Morzine : 0,30-1,30 ; Pralognan-la-Vanoise : 0,60-1,30 ; Pralognan-la-Vanoise : 0,40-1,30 ; Samoëns : 0,50-1,30 ; Samoëns : 0,15-1,60 ; Thollon-les-Mémises : 0,30-0,20.

SAVOIE

Les Aillons : 0,25-0,30 ; Les Arcs : 0,95-2,47 ; Arèches-Beaufort : n.c. ; Aussois : 0,50-1 ; Bessans : n.c. ; Bonneval-sur-Arc : 0,50-2,00 ; Le Corbier : n.c. ; Courchevel : 0,52-1,99 ; Crest-Voland-Cohencroz : 0,50-0,90 ; Flumet : 0,40-0,80 ; Les Karellis : 0,70-2,00 ; Les Menuires : 0,45-1,30 ; Méribel : 0,60-2,00 ; La Norma : 0,40-1,00 ; Notre-Dame-de-Bolcombe : 0,70-1,30 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 0,60-1,30 ; La Plagne (altitude) : 0,50-1,90 ; La Plagne (villages) : n.c. ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière : 1,850 : 1,20-2,20 ; Saint-François-Longchamp : 0,50-1,50 ; Les Salines : 0,30-1,10 ; Tignes : 1,00-1,80 ; La Toussuire : 0,75-1,00 ; Val-Cenis : 0,30-0,90 ; Valfréjus : 0,20-0,60 ; Val d'Isère : 1,15-1,62 ; Valloire : 0,50-1,20 ; Valmeinier : 0,50-1,20 ; Valmorel : 0,75-1,40 ; Val-Thorens : 1,20-1,80.

ISÈRE

Alpe d'Huez : 0,85-1,20 ; Alpe du Grand-Serre : 0,20-0,70 ; Arisa-en-Clermont : 0,20-0,70 ; Autrans : 0,20-0,50 ; Chamrousse : 0,60-0,90 ; La

Collet-d'Allevard : 0,40-1,20 ; Les Deux-Alpes : 0,80-2,00 ; Grasse-en-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : 0,20-0,50 ; Méaudre : 0,05-0,40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 0,20-0,60 ; Villard-de-Lans : 0,40-0,60.

ALPES DU SUD

Auron : 0,00-0,30 ; Beuil-Les-Lignes : n.c. ; Briançon : 0,30-0,60 ; Isola 2000 : 0,40-0,40 ; Montgenèvre : 0,50-0,90 ; Orlières-Merlette : 0,10-1,00 ; Les Orres : 0,40-0,70 ; Fra-Loup : 0,10-0,30 ; Puy-Saint-Vincent : 0,20-0,80 ; La Salette-Super-Sauze : 0,20-0,50 ; Serre-Chevalier : 0,40-0,85 ; Superdévoluy : 0,25-0,80 ; Valberg : 0,40-0,80 ; Val d'Allos-Le Signe : n.c. ; Val d'Allos-La Foux : n.c. ; Val d'Allos : 0,25-0,60 ; Vars : n.c.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 0-0,40 ; Besse-Super-Besse : 0-0,25 ; Super-Lioran : 0-0,40.

JURA

Métabief : n.c. ; Mijoux-Lelex-La Fouchille : 0,15-0,35 ; Les Planches : 0,10-0,40.

VOSGES

Le Bonhomme : 0-0 ; La Besse-Hohneck : n.c. ; Gérardmer : 0,25-0,35 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : 0-0,10.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-37 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 47-42-45-45.

CARNET DU Monde

Rectificatif

— Pascale et Thierry BOVAL ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Arthur,

4 janvier 1992, à Paris.

Mariages

— Michelle et Jean Manuel

se sont mariés le 11 décembre 1991 à Mandres-les-Roses.

De la part de :

Monterrat et Robert PRUDON.

Décès

— Vasecresson.

M. Jacques Charon,

ses enfants

Et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André CHARON,

né Cécile Barré,

survenu à Ermenonville, le 11 janvier

13 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Denis de Vaux.

Un registre de signatures sera ouvert à la demande.

Cet avis leur est fait faire-part.

140, boulevard de la République,

92420 Nanterre.

— Alain et Georges Raillard,

Louis et François Comte,

Henri Comte,

René Comte,

François et Jeanne Boude,

M. et Antoine Abel,

ses enfants,

Edmond, Henri, Florence et Jean-

Pierre, Patricia et Bernard, Pierre et

Yvonne, Florence, Michèle, Isabelle,

Oliver, Daria, Nicolas,

ses petits-enfants,

Adrien, Marie, Cécile, Michel,

Antoine,

ses arrière-petits-enfants,

Les familles Raynaud, Proton, Ram-

baut,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie Elisabeth COMTE,

née Botton,

survenue le 7 janvier 1991, à son quar-

ante-vingt-neuvième année,

et rappellent le souvenir de

Jean COMTE,

son mari.

La cérémonie religieuse sera célébrée

en l'église de Limonest, le samedi

11 janvier, à 8 h 30.

Inhumation au cimetière de Saint-

Sauveur, à 11 h 30.

Cet avis leur est fait faire-part.

314, boulevard de Mathias,

92110 Nanterre.

— Pierrette Cotard,

Antoine Boris,

ont la douleur de faire part du décès de

Erik LEMASSON.

Les obsèques auront lieu au cimetière

du Parc, à Caen, le samedi 11 jan-

vier 1992, à 11 heures.

9, rue des Frères-Collin,

Caen.

— Marie-Louise Duchêne,

sa femme,

sa fille,

Les Thérapeutes du Langage et de la

Communication,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis ROLLAND,

comédien,

survenu le 11 janvier 1992.

Les obsèques auront lieu le 13 jan-

vier, au cimetière du Père-Lachaise,

à 10 h 30.

Claudine Rolland,

41, rue Pascal,

75116 Paris.

— Bibliothèque de France. — Une

visite guidée du chantier de la

Bibliothèque de France, avec

D. Jamet, président de l'établissement

public de la Bibliothèque de

France, et G. Delacroix, directeur

des travaux, aura lieu le 12 janvier,

à 11 heures, 101, quai de la Gare.

Les inscriptions sont prises, par

téléphone au 44-06-01-00.

— M. François Hugot Devallet,

sa femme,

Aurélien et Elodie,

ses enfants,

Le docteur et M. Jacques Devallet,

ses parents,

Le colonel R. Hugot,

son beau-père,

Le colonel et M. Alain Fouillat

et leurs enfants,

Catherine Devallet,

M. et M. Philippe de Ascentis

et leurs enfants,

Océane Devallet,

ses sœurs et beaux-frères,

Sabine Schack,

sa collaboratrice,

Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François HUGOT DEVALLET,

architecte,

mort le 11 janvier 1992, à son

âge de cinquante-six ans.

Les obsèques auront lieu le

samedi 11 janvier, à 18 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-Nantes, à Montrichard

(Loir-et-Cher), à la suite de

l'inhumation dans le caveau de famille,

à Angé.

André Devallet avait commencé sa carrière aux

ordres du sculpteur Nicolas Schaeffer pour son

projet de tour lumineuse cybernétique. Inventeur

d'un procédé de production non polluant de char-

bon de bois, il était aussi le spécialiste français

des arts anti-atmosphériques ainsi que de la concep-

tion d'espaces ouverts au public comme Made-

ira-Trois-Quarante et Virgin Megastore, ses der-

nières réalisations.

André Devallet était le mari de Françoise

Hugot, directrice générale du Monde-Publicité SA.

La direction de notre journal prend part à la peine

de François Hugot, d'André et d'Elodie et pré-

sente à tous les proches d'André Devallet ses

condoléances les plus sincères.

— Le 19 décembre 1991.

Claude MILLER,

née Claude Roy,

nous a quittés.

Roger Miller,

son mari,

Tony Miller,

Anne et Bradley Nelson,

Patricia et Bernard Matomer,

ses enfants,

Et toute sa famille,

font part de leur tristesse.

L'inhumation a eu lieu le 30 décem-

bre 1991, à la plus stricte intimité.

43, rue Domercq,

92110 Nanterre.

— M. (J) et Marie-Claire Fera,

Mariel et Francis Gras,

Jacques et Blanche Pons,

Jean-Noël et Françoise Fera,

Ses petits-enfants,

Son arrière-petit-fils,

Les familles Deffontaines, Plateau,

Pons, Letourneur,

Tous ceux qui l'ont aimé,

annoncent la peine que

leur a causée la mort de

M. Roger PONS,

né Louis Deffontaines,

survenu à l'Éternité, le 7 janvier

1992, à son quatre-vingt-dixième

anniversaire.

Une messe sera célébrée en l'église

Saint-Sulpice, Paris-6^e, le samedi

11 janvier, à 8 h 30.

— M. Jean-Michel QUIBLIER,

journaliste,

est décédé le 20 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu au Père-

Lachaise, le 27 décembre.

— M. Jean-Louis ROLLAND,

comédien,

survenu le 11 janvier 1992.

Les obsèques auront lieu le 13 jan-

vier, au cimetière du Père-Lachaise,

La stratégie du RPR et de l'UDF

M. Giscard d'Estaing souhaite la création d'un parti unique de l'opposition

Après M. Charles Pasqua, dimanche dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing a relancé, mercredi 8 janvier, l'idée de réunir le RPR et l'UDF en un grand parti unique.

Les dirigeants de l'opposition ayant le sens des convenances, il est normal qu'en ce début d'année ils s'échangent pour 1992 leurs meilleurs vœux de succès et de bonne santé pour l'union du RPR et de l'UDF. Le contraire aurait surpris. L'opposition peut raisonnablement espérer un succès aux élections régionales et cantonales. Mais quant à prédire que cette année verra l'apparition d'un grand parti unique de l'opposition, avec un seul président, un seul candidat et un seul programme, cela paraît beaucoup plus

aventureux. Ce n'est sans doute pas un hasard si M. Charles Pasqua, au «Grand Jury RTL-Le Monde» du 1 janvier, a le premier relancé un débat ouvert depuis maintenant plus de trois ans.

Personne n'est évidemment dupe des arrière-pensées du président du groupe RPR au Sénat qui, parti à la conquête de la présidence du Sénat, a tout intérêt à entonner ce genre d'hymne unioniste. Un tel zèle de la part du sénateur des Hauts-de-Seine confirme aussi ce qu'on avait cru déceler depuis l'été dernier, à savoir qu'il existe aujourd'hui entre M. Pasqua et M. Valéry Giscard d'Estaing, sinon un ex, en tout cas une entente objective et de plus en plus explicite. M. Giscard d'Estaing avait confié à quelques-uns de ses proches, à la fin de l'année dernière, son intention de repartir dès les pro-

chains jours de janvier du grand parti unique de l'opposition. «C'est le seul moyen, faisait-il notamment valoir, d'empêcher M. Mitterrand de s'engager au lendemain des régionales sur le chantier de la reconstitution.» M. Pasqua aura deviné ses pensées.

En tout cas, en présentant, mercredi 8 janvier, ses vœux à la presse, le président de l'UDF s'est efforcé de la proposition de M. Pasqua, alors que le même jour, et pour la même occasion, M. Chirac n'a pipé mot sur le sujet. Mais comme il l'a expliqué, mercredi encore, devant le bureau politique de l'UDF, M. Giscard d'Estaing n'attendait pas de la part de M. Pasqua, le soin de donner la cadence sur ce grand chantier de l'union de l'opposition. Il est certain que jusqu'à présent, cette année 1992 pourrait être politiquement déterminante. D'abord, parce que, selon lui, les Français souffrent, non pas de la crise de la langue, dont parle M. Mitterrand, mais d'une crise de la langue, qui ne saurait durer.

Ensuite, parce que les grandes manœuvres engagées au PS l'ont convaincu que M. Mitterrand était le bon pour le bon pour

entrer intact dans l'Histoire. M. Giscard d'Estaing a indiqué également qu'il était disposé à aborder très vite avec le RPR «les problèmes très concrets» que posait la création d'un parti unique. Mais le RPR continue de penser qu'avant toute chose, il faut se mettre d'accord sur l'organisation des primaires présidentielles. M. Chirac souhaitait déjà que cela se fasse en octobre dernier. Rien n'est venu, et M. Giscard d'Estaing n'est pas dans une situation telle dans les sondages qu'il puisse se montrer plus réceptif aujourd'hui qu'il ne l'était hier. Au PR, M. Gérard Longuet, qui n'attend pas «vendre la peau de lours» avant les élections régionales, souhaite en priorité un renforcement des structures de l'UDF. Quant aux Centristes, ils sont officiellement «disposés» pour tout, mais demandant qu'au préalable l'UDF et RPR accordent leurs vœux sur deux sujets essentiels à leurs yeux : l'Europe et la décentralisation. Des États généraux sur l'Europe ont toujours été repoussés et chacun sent bien qu'après Maastricht c'est sur ce rétif que l'embarcation de l'opposition peut venir se fracasser.

DANIEL CARTON

Présentant ses vœux pour 1992

M. Chirac estime que la France a été «davantage spectateur qu'acteur» en 1991

Présentant ses vœux devant la presse à l'Hôtel de Ville de Paris, mercredi 8 janvier, M. Jacques Chirac a déclaré : «L'année 1991 laisse un souvenir mitigé. L'insécurité, la moralité, la crise politique et morale. A l'extérieur, la guerre du Golfe, affrontement terroir-croisé, dégradation de l'ex-Union soviétique et pour finir le sommet de Maastricht, qui a certes des côtés positifs mais aussi un caractère un peu surréaliste à deux heures d'avion des champs de bataille de la Yougoslavie.» Selon le maire de Paris, «la France a donné l'impression d'avoir été davantage spectateur qu'acteur face à l'évolution dramatique du monde».

«Spectateur, la France a été l'être aussi de ses propres difficultés, comme si une obscure fatalité s'opposait aux changements nécessaires», a poursuivi le président du RPR, qui a ajouté : «Le chômage ne cesse de croître. Chacun dénonce les carences de notre système de formation. L'insécurité grandit. L'immigration nous pose de plus en plus de problèmes. Tous ceux qui, dans notre pays, exercent un métier de vocation sont las de donner beaucoup et de recevoir peu.»

Cependant, l'ancien premier

ministre reste confiant dans «la capacité d'entraînement et de mobilisation des Français», mais il a affirmé qu'il n'est plus possible, en revanche, de rester les bras croisés. M. Chirac a souhaité que la France «se vire pas seulement au rythme d'exploits individuels mais qu'elle s'engage dans une véritable ambition collective».

Enfin, M. Chirac a évoqué les élections européennes, comme les accords de Maastricht envisagent, car ils participeraient ainsi à l'élection des sénateurs et ils pourraient occuper la fonction de maire, invité, le soir, à l'émission «La marche du siècle» de FR3 (lire la chronique de Pierre Georges, page 21). M. Chirac a évoqué l'élargissement futur de la Communauté européenne, notamment à la Turquie, à la Slovaquie ou à la Croatie, et il s'est demandé «comment on pourrait envisager que l'on donne le droit de vote à ces gens et qu'on le refuse aux trois ou quatre millions d'immigrés venant d'Afrique».

Le fonctionnement du gouvernement

M. Cresson confirme son souhait d'une équipe restreinte

M. Edith Cresson a déclaré, mercredi 8 janvier, au journal *Le Monde*, qu'elle n'a pas l'intention de se démettre de son poste de ministre de l'Énergie. Elle a expliqué que «tout premier ministre rêve d'une petite équipe de bataille plus réduite», mais qu'un gouvernement plus large offre d'autres avantages.

Dans un entretien publié par l'*Evening Standard* le 7 janvier, M. Cresson reconnaît avoir commis des «erreurs de communication» dans les premières semaines de sa présidence à l'Hôtel Matignon et observe, au sujet des critiques venues de la gauche : «Je pensais que le fait de n'appartenir à aucune école présidentielle constituait pour moi une garantie. Je me suis trompée.» A propos du débat sur l'immigration, elle estime qu'il existe à gauche un «diverge» qui, «peut-être, remonte au fond à la guerre d'Algérie. J'ai participé à de nombreuses manifestations contre cette guerre, affirme-t-elle, mais je n'ai jamais adhéré à la logique des «porteurs de valises». Entre la position de Cresson et celle de Sarre, j'aurais choisi Camus.» Selon elle, «beaucoup de ceux qui se spécialisent dans [un] discours bien-pensant, mais abstrait, ne sont pas confrontés à la réalité de l'immigration». L'intégration, explique-t-elle, suppose «des gens qui impliquent des droits et, aussi, des devoirs».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 janvier

Hésitante

Pour la deuxième journée consécutive, le climat était hésitant rue Vivienne. L'indice CAC 40, s'étant apprécié de 0,60 % à l'ouverture, se maintient à + 0,44 % fin de matinée. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Métrologie, Colas et la Rochette. En baisse, se notait Arjomari-Prix, Intertechnique et Navigation mixte.

LIVRES

POLONAIS
et français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue de la Harpe, 75004 Paris
Tél. 43-26-51-09

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Syncope en direct

Il m'en aura fallu voir, dites donc, George, hier, pendant le dîner chez le premier ministre japonais ! D'accord, il se sentait un peu patraque, le décalage horaire, le match de tennis, tout ça... Mais de là à tomber dans les pommes, à rouler sous la table et à garber devant le monde, si je m'attendais ! Il avait une de ces têtes, blême, hagarde, défilé ! Bien sûr, j'y étais ! J'étais à côté de Barbara, prête à le nettoyer avec sa serviette. Pas vous ? Ça s'est pourtant passé là, sous nos yeux effondrés, en direct, sur les écrans de CNN. Il était quoi ? Autour de midi, heure de Paris.

Au début, j'ai cru qu'il allait y passer. D'ailleurs la chaise, ébranlée par le coup de fil d'un plaisantin, a failli annoncer sa mort. Normal. Cette grippe intestinale, je veux bien, mais quand on se souvient de tous les bobards racontés de la Maison Blanche à l'Élysée sur la santé de nos princes, difficile de pas s'inquiéter. C'est très trompeur, ce genre de retransmission. On voit tout, d'accord. Seulement, voilà, on entend rien.

Puis ce qu'ils se sont murmuré, lui et son médecin : il y a une ambulance devant la porte. Mister President, je vous emmène à

l'hôpital. — Pourquoi pas sur une civière, pendant que vous y êtes ! J'aurais bonne mine, en pleine campagne électorale ! Pas question ! Je balance une vanne : Vous inquiétez pas, j'ai simplement voulu faire l'innocent. Je suis debout sur mes deux pieds... Non, pas la peine de tendre cette rappe pour me protéger des journalistes... Et je rentre en voiture. Toi, chérie, tu restes là. Je te ferai passer un message dès que Burton m'en aura examiné.

Un peu plus tard, on le lit à gâché dans la main, elle y a jeté un oeil et alors, là, chapeau, madame, elle lui a rattrapé le coup, un coup magistral d'humour et de self-control : Tout ça, c'est la faute de l'ambassadeur qui l'a entraîné à disputer deux sets avec l'empereur et le prince héritier. Ils ont été battus à plate couture. Nous, les Bush, on a pas l'habitude de perdre. Mais bon, je ne pense pas qu'il le prendrait tellement à cœur.

Et nous, donc ! Ça a été le gros maïs. De Tokyo à Washington en passant par Francfort, Londres et Paris, suffit plus de le voir pour croire ce qu'on nous en dit, là, aujourd'hui.

Premier pas vers une solution négociée

Le président haïtien Aristide accepte la candidature de M. Théodore au poste de premier ministre

Le président Jean-Bertrand Aristide, en exil, M. Jean-Bertrand Aristide, a accepté la candidature de M. Théodore au poste de premier ministre. M. Théodore a été nommé par le président Aristide. M. Théodore a été nommé par le président Aristide. M. Théodore a été nommé par le président Aristide.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

En annonçant l'entente intervenue, le médiateur de l'Organisation des États-Unis (OEA), M. Ramirez Ocampo, a précisé que si le Parlement haïtien

ratifie la nomination de M. Théodore lors d'un vote prévu le 13 janvier, celui-ci «pourrait commencer à travailler au cours des prochaines semaines». M. Théodore a été nommé par le président Aristide. M. Théodore a été nommé par le président Aristide. M. Théodore a été nommé par le président Aristide.

Agé de cinquante et un ans, professeur de mathématiques, M. Théodore est un général du Parti unifié communiste (PUCH) communiste orthodoxe depuis 1978. Ce qui l'empêche pas de bénéficier du soutien des États-Unis, qui le considèrent comme un «homme politique modéré» et un «ancien communiste» (le *Monde* du 9 janvier). Pen avant les élections de décembre 1990, M. Théodore avait créé le Mouvement pour la reconstruction nationale (MRN) afin d'appuyer sa candidature à la présidence. Il avait recueilli moins de 2 % des suffrages et trois élus.

Pendant la campagne, M. Théodore avait concentré ses attaques contre le Père Aristide, et n'avait cessé de le critiquer après sa triomphale élection. Cette attitude expliquerait le choix des États-Unis, qui «craignent davantage la théologie de la libération, dont se réclame le Père Aristide, que la communisme moribond», estime un diplomate latino-américain.

M. Ramirez Ocampo a reconnu que plusieurs obstacles pourraient être surmontés que le Père Aristide ne refuse pas ses fonctions. Il n'est pas sûr que M. Théodore obtienne facilement l'approbation des Chambres. Mais le plus difficile est de convaincre l'armée, dont le président Aristide exige l'épuration.

JEAN-MICHEL CAROTT

EN BREF

■ BURUNDI : la CER demande une enquête «impartiale» sur les violences commises par l'armée. La CER a demandé, mercredi 8 janvier, à Bruxelles, que le gouvernement burundais mène une enquête «impartiale» afin que les responsables des violences commises par l'armée, la suite des affrontements de la fin novembre (le *Monde* du 6 janvier), soient «identifiés et sanctionnés». Amnesty International avait dénoncé, le 12 décembre, certaines opérations de représailles menées par les militaires. — (AFP, Reuters).

■ CHILI : mandat d'arrêt contre un Français soupçonné d'être impliqué dans le trafic d'armes vers la Croatie. — La justice chilienne a lancé un mandat d'arrêt, mardi 8 janvier, contre un Français, identifié comme étant M. Yves Marziale, soupçonné d'être l'un des instigateurs du trafic d'armes chiliennes à destination de la Croatie, et-on apprit de sources policières à Santiago. Onze tonnes d'armes avaient été interceptées le 1^{er} décembre en Hongrie. Un général chilien, qui a couvert l'opération, a été destitué. M. Marziale est employé par une firme du Luxembourg, IVI Finance and Management Inc. — (AFP).

■ CUBA : arrestation de trois Cubains arrivés des États-Unis. — Trois Cubains résidant à Miami ont débarqué illégalement à Cuba et ont été capturés «en possession d'armes de guerre et d'engins incendiaires», a annoncé, mercredi 8 janvier, l'agence de presse officielle cubaine AIN. Arrivés en bateau à moteur dans la

nuit du 30 au 31 décembre, ils ont été accusés d'appartenir à une «organisation terroriste», qui les aurait envoyés à Cuba «pour réaliser des actions violentes contre la Révolution». Ils seront traduits en justice. — (AFP).

■ SALVADOR : les guérilleros vont être libérés. — Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), devrait signer avec le gouvernement du Salvador, le 16 janvier, un accord mettant fin à la guerre civile, se transformant rapidement en un parti «démocratique, révolutionnaire et chrétien», a déclaré, mercredi 8 janvier, l'un des chefs rebelles. Par ailleurs, l'armée, dont les effectifs doivent diminuer de moitié aux termes de l'accord, a été accusée de se livrer à des campagnes de «recrutement forcé» dans les campagnes, en dépit des consignes récemment données par le président Cristiani. — (AFP, UPI).

SOMMAIRE

CRISTIANI
Croatie : l'armée en est encore temps, par Bernard S. 1
Retour à Moscou, par M. 2
Halter, revues, par Frédéric 2

ÉTRANGER
Yougoslavie : le ministre fédéral de la défense a démissionné et le Conseil de sécurité a décidé l'envoi de cinquante observateurs. 3
Géorgie : le premier ministre affirme que M. Gamsakhourdia souffre de «schizophrénie». 4
Algérie : les islamistes s'inquiètent des mouvements de troupes. 5
La visite de M. Roland Dumas à Jérusalem. 5

POLITIQUE
La désignation de M. Laurent Fabius à la tête du PS : l'enfant gâté de la gauche ; satisfaction du groupe socialiste. 8

SOCIÉTÉ
Manifestation antiraciste le 25 janvier à Paris. 7
Les centres Leclerc condamnés pour dégradation des pharmacies. 7
La NASA annonce la suppression de 5 000 emplois. 8
Les présidents d'université s'inquiètent de la baisse de leurs crédits. 8

CULTURE
Docteur Norman : une biographie historique qui pose des questions cruciales : Un gnage. Docteur Rony Brauman, président de Médecins sans frontières. Incertitudes sur les représentations de Roberto Zucco à Paris : «Résister aux malheurs», par Roger Planchon ; la réaction du ministre de la culture. 12

LIVRES • IDÉES

■ Capitalisme et socialisme : l'année admissible, année effroyable. 1
■ Philosophie, par Roger-Pol Droit. 11
■ L'histoire, par Nicole Zand. 12
■ Histoire de la littérature, par Michel Braudeau. 13
■ Histoire de la littérature, par François B. 23 à 30

ÉCONOMIE
Les mesures de M. Cresson : M. Edith Cresson a favorisé les jeunes et des chômeurs de longue durée. 18
L'ultime phase des négociations de l'Uruguay Round. 19
La fermeture d'une usine de British Steel en 1 220 licenciements. 17
redressement des marges bénéficiaires des banques au premier semestre 1991. 18

COMMUNICATION
La décennie (IV) : le chemin de croix des «aigles». 15

Services

Abonnements. 12
Annonces classées. 17
Carte. 20
Loto. 20
Marchés financiers. 18 et 19
Météorologie. 21
Bulletin d'enseignement. 20
Mots croisés. 20
Radio-Télévision. 21
Spectacles. 13
La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du «Monde» daté Jeudi 9 janvier 1992 : 466 tiré à 488 351 exemplaires.

TAPIS points noués, soldés à
PERSANS 50%
FAITS MAIN
VENTE TOTALE
DU STOCK AVANT ARRIVAGE
DE LA NOUVELLE COLLECTION
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

سازمان فرهنگ و ارشاد اسلامی

LIVRES

Le Capital version Max Weber

Voici enfin traduite l'« Histoire économique » du sociologue allemand, grand rival de Marx

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

de Max Weber.
Traduit de l'allemand
par Christian Bouchindhomme,
préface de Philippe Raynaud,
Gallimard, 400 p., 100 F.

Près de soixante-dix ans après sa publication en Allemagne, l'« Histoire économique » de Max Weber (paru enfin en français) est un livre qui ne peut être lu sans le sens de la recherche. Le sous-titre est en effet *Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*. On ne peut donc que le considérer comme une discipline fractionnelle, analysable *in vitro* ou, au contraire, qu'elle tende, comme le voulait Marx, à une explication du monde. Le message était clair déjà dans son *Œuvre économique et sociale* (1), écrite deux ans avant celle qui est présentée aujourd'hui.

Ancêtre ici de Braudel ? Oui, c'est l'histoire qui prend le dessus sur un fil conducteur : comment expliquer les particularités du développement capitaliste de l'Occident ? Il fallait l'érudition prodigieuse de Max Weber pour comparer, d'un continent à l'autre, d'une période à l'autre, les traces d'un système qui n'allait vraiment commencer à s'épanouir que dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle. L'outil méthodologique adopté par l'auteur doit permettre de répondre à trois questions : 1) Selon quelle répartition, quelle spécialisation, quelle combinaison des prestations économiques dans une époque donnée par rapport au régime de propriété en place ? 2) Le parti qui est tiré des prestations appropriées l'est-il dans une optique de subsistance ou de profit ? 3) Quels sont les rapports de la rationalité et de l'irrationalité dans la vie économique ?

Et d'abord fut le communisme ? De nombreux auteurs ont défendu l'idée qu'à l'origine de tout développement existait un communisme agraire. Pour Max Weber, la propriété appliquée à

la terre existait les époques les plus anciennes. A propos de la communauté domestique et du clan, notre auteur critique les thèses socialistes selon lesquelles la loi patriarcale, la monogamie légitime et la prostitution rationnelle à l'apparition de la propriété privée. Il en est de même également pour les paliers successifs de l'économie primitive : la chasse, la vie pastorale, puis l'agriculture.

Selon lui, la culture nomade à la houe (c'est-à-dire sans animaux domestiques) précède la chasse. Quant aux clans, qu'il s'agisse de clans totémiques, militaires ou familiaux, leur dislocation résulte de deux pouvoirs : celui des prophètes après l'Exode, qui vivent hors des lieux classiques, et celui de la bureaucratie politique (comme en Égypte).

Carthage et la Louisiane

Forment plus développée d'appropriation, la seigneurie repose, pour Max Weber, sur trois composantes : le patrimoine foncier (pouvoir domanial), le patrimoine humain (les esclaves) et la domination des pouvoirs politiques (par usurpation ou par transmission féodale), en particulier le pouvoir juridictionnel. Notre auteur, avec une grande aisance, nous promène à Babylone à l'Empire romain, à l'ancienne Égypte à Rome.

Il voit là apparaître les amorces d'un mouvement vers le développement capitaliste, sous la double forme de la plantation et de l'exploitation agricole, comparant, par exemple, dans le premier cas, Carthage... à la Louisiane au dix-neuvième siècle, opérant avec le travail forcé. L'exploitation agricole capitaliste naît, elle, au quinzième siècle en Angleterre, lorsque le seigneur commence de transformer la « vaine pâture » en pré à moutons (enclosure). Là où Max Weber constate, Karl Marx juge et tempère. Qu'on se reporte au chapitre XXVII du livre premier du *Capital* (« L'expropriation de la population campagnarde ») ou au chapitre XXVIII (« Législation linguistique contre les expropriés à partir de la fin du quinzième siècle »).

Après l'effondrement de la seigneurie foncière naît l'industrie, qui s'inscrit dans le système capitaliste lorsqu'elle produit pour la vente. Max Weber en trouve les premières traces, jusque dans l'argenterie grec, atelier-boutique qui réunit le lieu de travail et le lieu de vente, les spécialisations, la production entre groupes (les castes en Inde) et surtout l'artisanat corporatif, objet d'un long développement. Max Weber rappelle dans les livres les règlements des corporations pour limiter la concurrence, afin de préserver l'égalité des chances de tous les membres. Incroyable bureaucratie protectionniste !

Au sortir du Moyen Âge, cette organisation se désintègre, se développe le système de la sous-traitance commanditée, puis la production en ateliers et la fabrique. Un petit coup de patte à Marx en passant, à propos de sa distinction « casuistique » entre « fabrique » et « manufacture ».

En revanche, notre auteur rejoint Marx lorsqu'il rappelle que la fabrique est née en Angleterre de l'expropriation des paysans et de la nécessaire utilisation des machines et des pauvres. Il parle alors de « caractère odieux » du travail en usine. Deux mots à encadrer. C'est la seule fois où le livre de Max Weber s'indigne.

Max Weber poursuit ensuite son analyse de l'évolution du commerce, pour en arriver à la monnaie. Là aussi, il ne manque pas d'intérêt de faire une lecture comparée avec le chapitre III du livre premier du *Capital*. Max Weber est coloré, friand de récits historiques, voire d'éthologie, autant Marx est abstrait et théorique. Ce n'est pas que ce dernier manque de culture historique et littéraire (en l'espèce, il cite dans le chapitre Héraclite, Dante, Shakespeare et Hume).

Mais il se force à rester le plus possible sur le terrain des concepts. Ce n'est pas dire, bien sûr, que Max Weber délaisse les concepts. Il le prouve dans le cha-

pitre essentiel sur « La naissance du capitalisme moderne ». « Il y a capitalisme », écrit-il, « là où les besoins d'un groupe humain, qui sont satisfaits par des activités professionnelles, le sont par la voie de l'entreprise, quelle que soit la nature du besoin ». Détaillant ensuite les conditions d'exercice du système, Max Weber en retient six : appropriation par entreprises lucratives privées de tous les moyens matériels de production ; liberté du marché ; technique rationnelle ; justice et administration supportables ; travail libre ; commercialisation de l'économie (c'est-à-dire le général de la forme du pour valider les droits de participation aux entreprises).

Pierre Drouin
Lire la suite page 26

(1) Dont la première partie est en français (1971) (traduction sous la direction d'Éric Dampierre).

LE FEUILLETON

Après le cauchemar

Comment oublier le cauchemar que furent, pour millions de Chinois, la Grande Révolution culturelle prolétarienne et ses suites ? Pour Su Tong, né en 1963, le plus simple est de le situer comme si rien n'avait eu lieu. Il a ainsi choisi de situer son *Epouses et concubines* dans la Chine des années 20-30. Beaucoup d'intrigues, de dialogues brefs, d'une écriture très sobre : ce petit livre est magistral et implacable. Can Xue, elle, n'a pu oublier. A la recherche du réalisme, elle peint un monde glauque, angoissant, et vigoureux noirceur. On ne peut qu'elle à la Keffa : on imagine l'écriture qu'elle a vu la peinture de Francis Bacon...
Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

de François Bont

Le dernier des cachalots

Une réédition, le *Joueur d'échecs* et dix-neuf autres récits, sa correspondance avec Freud, un roman, *Clarissa*, et des nouvelles inédites, un essai, *Amerigo* : les œuvres de Stefan Zweig ? Il était l'un des humanistes, une espèce aussi humaine que les cachalots...
Page 24

HISTOIRE

L'année 1492

Le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique a déjà suscité une fort imposante bibliographie. Le livre de Bernard Vincent, *1492, l'année admirable*, mérite d'y figurer. Il tente de répondre à une question encore peu ou mal posée : pourquoi l'Espagne des rois catholiques fut-elle le pays moteur de cette découverte de la conquête qui s'ensuivit ?
Pages 26 et 27

La rentrée littéraire

Un hiver à lire

Quand une société remet en vogue moralisme, puritanisme et fanatisme religieux, la littérature n'est certes pas une passion inutile

Coincées d'un côté par la régression puritaine que voudrait leur imposer un certain féminisme américain et d'un autre par la poussée de l'intégrisme islamique, qui ne visera qu'à la faire taire, les femmes en Europe, vont devoir exercer leur vigilance (les hommes aussi). On voit, en effet, la rentrée d'hiver, que certains écrivains, ne manquent ni de courage ni de lucidité. Il en a fallu, dit courage, à Annie Ernaux, pour dire, dans un très court livre, *La femme invisible*, de la manière sèche, dure, ce qu'une femme est censée cacher : une passion simple, violente, physique, sans aucune culpabilité, pour

un homme (Gallimard). Il en a fallu, de la lucidité, à Dominique Rolin, pour, à l'âge où tant d'auteurs s'adonnent au plaisir d'être grand-mères - s'attaquer aux rapports entre une mère et sa fille dans *Les femmes au soir* (Gallimard, février). De filles qui règlent des comptes avec leur mère, les livres en sont pleins. Mais quand les mères s'avisent de régler aussi leurs comptes, comme dans le roman de Dominique Rolin...

Enfin, François Avril, dans son autobiographie *Les jardins de mon père* (Fammarion, 1989) semble avoir écrit d'une écriture un peu trop « calibrée », d'un narrateur masculin, qui écrit

à nos jours (Presses de la Renaissance). En matière d'autobiographie, c'est que l'on n'est en tout premier lieu vient d'Argentine, par un écrivain devenu français par son seul désir, par amour d'une langue qu'il a voulu lire sienne : *Ce que la nuit ramène au jour* est le troisième livre de l'œuvre en français par Enrico Bianciotti (Grasset, février).

Josyane Savigneau
Lire la suite page 25
Lire également une information sur la rentrée dans les éditoriaux des livres étrangers et des classiques pages 25 et 26

LE MESSENGER EUROPEEN

Le destin des peuples naissants
Le réveil de l'Europe
Les camps du monde

Préface de Pierre Mendès France

Josyane Savigneau et l'Europe

GALLIMARD

N°5

Revue dirigée par
Alain Finkielkraut et
Danièle Sallenave

IS
SANS 50
MAIN
VENTE TOTALE
DU STOCK AVANT ARRIVÉE
DE LA NOUVELLE COLLECTION
ION DE L'IRAN
M. Christophe Elvén

ÉPOUSES ET CONCUBINES

de Tong.
Traduit du chinois
par An Yeng
Flammarion, 150 p., 29 F.

DIALOGUES EN PARADIS

de Can Xue.
Nouvelles traduites du chinois
par Françoise Naour.
Gallimard, 173 p., 35 F.

On sait maintenant que la révolution culturelle en Chine, de 1966 à 1970, fut une terrible guerre civile, millions de morts, millions de déportations, millions de procès truqués, millions de dénonciations absurdes, tout un cortège d'horreurs au cours duquel beaucoup de beaux esprits d'Europe ne voulurent pas croire sur le moment. La révolution chinoise, en tout cas, n'était purement et simplement pour laisser tout le champ libre à la langue de bois et à la pensée-Mao. À présent, une nouvelle génération d'écrivains publie des romans qui semblent sortir du réalisme historique que domina le Petit Livre rouge.

Il y a plusieurs façons de quitter un cauchemar. La plus simple est de le refouler, de faire comme si l'on n'avait rien vu. Pour un écrivain comme Su Tong, c'est sans doute plus facile que pour d'autres, en raison de son âge. Né en 1943 à Suzhou, il n'a que peu connu la période de la Bande des quatre, n'en a pas souffert apparemment (du moins, cela ne transparaît pas dans ses écrits ou dans son comportement connue), et dirige actuellement à Nankin la revue littéraire Zhongshan. Il est d'ailleurs apolitique, ce qui aurait été scandaleux au jour de sa jeunesse. On ne peut lui en vouloir de se tenir hors jeu, même si l'on doute cependant qu'il puisse y avoir une seule place, un seul rôle dans la société qui ne soit politiquement définissable. Toujours est-il que son roman ne comporte aucune référence au monde actuel, aucun encouragement à la révolution (aux larges marges, aucune analyse dialectique du prolétariat chinois, aucun bûcher en avant. Plutôt un petit bond en arrière, dans le temps.

L'action de *Épouses et concubines* se situe en effet dans la Chine des années 20-30. Une jeune fille, Songlian, dont le père s'est suicidé après avoir été failli, accepte d'épouser un riche commerçant pour se plus être à la charge de sa famille. Elle n'a que dix-neuf ans, le commerçant Chen près de cinquante et a trois épouses et trois enfants. La première épouse, Yuru, est devenue grosse et dévote, la deuxième, Zhuoyun, est apparemment la plus sympathique, la troisième, Meishan, est la plus belle. Ancienne chanteuse d'opéra, elle n'a pas très bon caractère, mais, en un sens, elle est plus franche que les autres. Quant à la servante que l'on attribue à la nouvelle arrivée, c'est une méchante femme du nom de Yan'er.

Dans le cour du «château» de Chen, il y a un puits ombragé qui inspire une grande frayeur à Songlian, inexplicablement. Elle apprendra plus tard que sous l'escalier se cache la génération précédente s'y sont dans le noir. Le maître Chen est un homme habile qui évolue rapidement à l'avant-garde de Songlian et son appétit pour les jeux des hommes et de la pluie. Mais les annus com-

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Can Xue : une couturière hors pair.

Après
le cauchemar

Il y a une façon de quitter un cauchemar, c'est de le refouler, de faire comme si l'on n'avait rien vu. Pour un écrivain comme Su Tong, c'est sans doute plus facile que pour d'autres, en raison de son âge. Né en 1943 à Suzhou, il n'a que peu connu la période de la Bande des quatre, n'en a pas souffert apparemment (du moins, cela ne transparaît pas dans ses écrits ou dans son comportement connue), et dirige actuellement à Nankin la revue littéraire Zhongshan. Il est d'ailleurs apolitique, ce qui aurait été scandaleux au jour de sa jeunesse. On ne peut lui en vouloir de se tenir hors jeu, même si l'on doute cependant qu'il puisse y avoir une seule place, un seul rôle dans la société qui ne soit politiquement définissable. Toujours est-il que son roman ne comporte aucune référence au monde actuel, aucun encouragement à la révolution (aux larges marges, aucune analyse dialectique du prolétariat chinois, aucun bûcher en avant. Plutôt un petit bond en arrière, dans le temps.

L'action de *Épouses et concubines* se situe en effet dans la Chine des années 20-30. Une jeune fille, Songlian, dont le père s'est suicidé après avoir été failli, accepte d'épouser un riche commerçant pour se plus être à la charge de sa famille. Elle n'a que dix-neuf ans, le commerçant Chen près de cinquante et a trois épouses et trois enfants. La première épouse, Yuru, est devenue grosse et dévote, la deuxième, Zhuoyun, est apparemment la plus sympathique, la troisième, Meishan, est la plus belle. Ancienne chanteuse d'opéra, elle n'a pas très bon caractère, mais, en un sens, elle est plus franche que les autres. Quant à la servante que l'on attribue à la nouvelle arrivée, c'est une méchante femme du nom de Yan'er.

ROMANS ET NOUVELLES

de Stefan Zweig.
Présentation et notes de Brigitte
Vergne-Cohn et Gérard Ruedi,
traductions d'Alain Hella, Olivier
Bourin et Manfred Schenker.
La Pochothèque, 1 222 p., 140 F.

CORRESPONDANCE

de Sigmund Freud.
de Stefan Zweig.
Préface de Roland Jaccard,
traduction de Gisèle Hauser
et Didier Plassard.
Rivages, 144 p., 89 F.

Les écolos ne peuvent s'occuper de tout le monde, mais il faudrait leur faire savoir que les humanistes sont une espèce éteinte. D'ailleurs, si vous demandez à des jeunes gens ce qu'est un humaniste, ils vous regardent d'un air dubitatif et vous répondent que ça doit être quelque chose comme un numismate ou le philatéliste.

Stefan Zweig était l'un des derniers humanistes-cachalots. Il avait les traits et les dictions pour supporter la frêle du monde des bibliothèques et le calme des bibliothèques. Il détestait l'histoire quand elle fait trop de bruit. Il aimait beaucoup Erasme, le vieux penseur de Rotterdam qui dénonçait le fanatisme et soulignait le triomphe de la lumineuse raison sur le monde égoïste des passions. Stefan Zweig aurait peut-être dû changer d'époque. Demander à un transféré, et rejoindre Erasme sous la Renaissance. Car il a été transféré de se donner la mort en février 1942, alors qu'il se trouvait en exil à Péropolis, près de Rio de Janeiro. Il s'est éteint pendant le Carnaval. Il jugeait l'avenir trop sombre, et l'horreur trop répandue.

Quelques mois après il avait écrit une nouvelle, *Le Joueur d'échecs*, dans laquelle il représentait l'humanité disputant une partie au nazisme. Stefan Zweig

pratiqué lui-même les échecs pour tromper le temps, au Brésil. Mais ni le temps ni le jeu ne se laissent duper. Et le représentant de l'humanité perdait finalement la partie. Car le cynisme n'a pas d'adversaire.

Le *Joueur d'échecs* est réédité dans la Pochothèque, avec dix-neuf autres récits : *Conte crépusculaire*, *Le secret*, *Le Peur*, *Amok* ou *le Fou de Malabou* (1), *Le Silence* et le *Paysage*, *La Nuit fantastique*, *Lettre d'une inconnue*, *Le Rêve au clair de lune*, *Vingt-Quatre heures de la vie d'une femme*, *La Confusion des sentiments*, *La Collection invisible*, *Leporella*, *Le Bouquiniste Mendel*, *Révélation mathématique d'un métier*, *Virata*, *Michiel contre Dieu*, *Le Chancelier enterré*, *Les Deux Jumeaux* et *Le Fils dangereux*.

Au même moment, on publie la correspondance de Stefan Zweig avec Sigmund Freud, avec qu'un roman (*Clarissa*) et des nouvelles (*Un mariage à Lyon*) qui restaient jusqu'alors inédits en français (2). Il faut ajouter un roman (*Amerigo*) sur le thème : « Pourquoi l'Amérique s'appelle Amérique » (3), et ce sont tout. Mais le menu est copieux.

Il est vrai que Stefan Zweig n'a pas écrit de fiction. Ses œuvres de fiction ne lui suffisaient pas. Il a fait aussi beaucoup de portraits ou de biographies. Les écrivains se distraient quelquefois. Ils font du jardinage, de la politique, du sport ou de la diplomatie. Lui,

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Le dernier des cachalots



non. La littérature l'occupait à plein temps. Né à Vienne, le 28 novembre 1881, dans une famille de la bourgeoisie, le jeune Stefan avait mené une double existence et clandestine. Au lieu d'apprendre les mathématiques, il lisait *Le Rêve* en cachette. Ou bien, il griffonnait la poésie. Le résultat, c'est qu'à vingt ans il était déjà l'auteur de plusieurs centaines de poèmes.

Il avait l'âme cosmopolite. Il eut des amitiés européennes : Émile Verhaeren, Sigmund Freud, Romain Rolland

et Max Gorki. Il voyagea à Berlin, Paris, Londres, l'Inde, Ceylan, la Birmanie, l'Amérique du Nord et, plus tard, l'Union soviétique, l'Italie, l'Amérique du Sud. La philosophie de Stefan Zweig, c'était le pacifisme et la tolérance. À Vienne, dans sa jeunesse, il avait fait partie de ces intellectuels juifs qui reprenaient l'héritage des Lumières. Ils avaient l'âme de Voltaire et de Diderot. Ils jugeaient que la tolérance était la plus noble des politesses. Ils ignoraient que Vienne

que celui-ci détournait le seul lecteur du plaisir de ce petit livre implacable et magistral.

Du même cauchemar historique, une femme née dix ans plus tôt, en 1953, dans le Hunan, n'a pu s'abstraire. Can Xue, nom de plume signifiant « dernière neige », a vécu son enfance dans la misère provoquée par les Cent Fleurs, puis la famine du Grand Bond en avant, son père mourut dans la terreur de la Révolution culturelle prolétarienne. Elle connaît la suite, jusqu'à Tiananmen en 1989. Ses parents, considérés comme « droitiers », furent persécutés et n'apparaissent dans ses écrits que sous un jour plutôt désolant. Si l'on peut dire qu'ils apparaissent, au demeurant.

En effet, l'univers de Can Xue est à mille lieues du réalisme, socialiste ou non. Certains des treize textes rassemblés dans ce recueil de « nouvelles » ne comptent que quelques pages, et aucun n'est une nouvelle au sens banal du terme. On a rarement affaire à un narrateur défini, à une situation précise de la vie quotidienne. Le plus souvent, c'est une femme qui parle — pas toujours. Parfois, elle s'adresse à quelqu'un (dans la série des cinq *Dialogues en paradis*), mais on ne sait pas à qui. En Occident, depuis Beckett et quelques autres, on s'est habitué à ce flou narratif. Dans l'histoire littéraire chinoise, telle qu'elle nous est parvenue jusqu'à présent, le procédé est plus surprenant.

Mais, plus encore que la forme imprécise (monologue, dialogue, récit, évocation...), c'est qui frappe. Can Xue, c'est la noirceur vigoureuse du monde qu'elle enfante, engoissant, visqueux, un monde de serpents et de rats, de tortures interminables, de violence qui envahit la maison, les rues, qui liquéfie, pourrissent. Tantôt une brume fétide flotte sur un paysage de marécage (on songe au *Stalker* de Tarkovsky, un cinéaste parfait pour Can Xue), tantôt dans un monde qui glisse dans la folie. La mère disparaît en quelques bulles de savon dans l'eau sale d'un bain. Un bouffon passe une corne par un trou dans le mur de la chambre où un couple vieillit effrayé. « A peine née, j'ai été jetée dans les latrines. Comme j'ai macéré dans l'urine, mes globes oculaires s'accroissent toujours, mon cou me mouille comme du coton et me tâte, gonflée comme un ballon... Mon père est syphilitique, son nez s'est pourri en deux mois terrifiants ; quant à ma mère... J'habite sur des ruines, là-bas, une vaste vieille maison, la seule de la région, dans laquelle nous dormons tous. » On sait que Can Xue a lu Kafka, on imagine volontiers qu'elle a vu la peinture de Francis Bacon.

Dans un court texte autobiographique, *Jours de soleil dans le Sud somptueux*, Can Xue donne des points de repère qui peuvent être l'origine de son univers puissamment onirique, visionnaire. « Je voudrais une vie mon travail d'écrivain, à mes yeux d'un éclat qui pénètre chaque mot de chaque ligne. Je voudrais redire, souligner cela, que c'est la terreur du Sud somptueux qui a suscité mon besoin de créer. » Étonnante profession de foi dans l'art rédempteur de l'écrivain, étonnant amour d'une œuvre violente, saturée de rêves et d'éclats, et trop original pour faire peur. Les écrivains chinois semblent eux-mêmes partagés entre l'admiration et la perplexité au sujet des écrits de Can Xue. Ils sont toutefois unanimes sur un point : Can Xue, qui gagne sa vie comme couturière professionnelle, est un tailleur hors pair et le grand chic, dans les milieux littéraires chinois, c'est de porter un costume coupé par Can Xue.

nous faut rester fermes maintenant — ce serait absurde de mourir sans avoir vu d'abord la descente aux enfers des criminels. » Sigmund Freud allait se suicider à la morphine, le 23 septembre. Et Stefan Zweig le rejoignit deux ans plus tard, au cimetière des cachalots. Comme son héros Clarissa, il pensait peut-être que vivre, c'était remplir désormais « un devoir sans sens ». Il éprouvait probablement le même sentiment des gens que l'on a torturé.

« Le monde de mon langage a disparu pour moi », disait-il dans son dernier message. Sa langue était devenue celle des oppresseurs. C'est la pire des choses pour un écrivain.

Stefan Zweig avait la passion de la connaissance. C'est une passion comme l'amour, le voyage, le pouvoir ou l'effroi. Elle est même la plus vorace, car elle inclut les autres. Aussi, Romain Rolland affirmait que la « connaissance » est son ami véritable. C'est tout le caractère de la passion d'écriture. Stefan Zweig n'a, d'ailleurs, écrit que trois romans son plus beau récit, *Le Comte de Montecristo*.

Avec Élie Faure et, naturellement, Jules Michelet, il appartient à la catégorie des grands lyriques du savoir. C'est un *chasseur d'âmes*, comme le dit encore Romain Rolland, étudiant avec le maître les spectacles de l'humanité et les profondeurs de la psychologie. S'il n'est pas un écrivain, des « chasseurs d'âmes » est un genre, il faudrait peut-être ouvrir une réserve à leur usage. Une sorte de parc national.

(1) *Amok* est également réédité dans *Le Livre de poche*, avec une préface de Romain Rolland.

(2) *Clarissa*, traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Belfond, 202 p. ; *Un mariage à Lyon*, traduit par Hélène Dault, même éditeur, 180 p.

(3) *Amerigo*, traduit par Dominique Autaud, Belfond, 98 p.

Signatures en fin de parution, le 15 janvier, de l'un des derniers textes de Zweig, *Le Brésil*, terre d'espoir, traduit par Jean Longville (L'Asie).

1492, année

admirable, année effroyable

fut-elle le pays moteur de la découverte et de la conquête ? espagnole. Sans rien cacher de ses terribles conséquences



NICOLAS GUILBERT

Entre les deux émigrations, il est un autre trait commun. Le départ des infidèles déclarés n'a pas apaisé l'exigence de pureté de foi qui hante le christianisme espagnol. Les nouveaux chrétiens, qu'ils soient marranes ou moresques, sont toujours suspects d'être de mauvais chrétiens, gardant une fidélité secrète à la religion qu'ils ont abjurée (2). Pour éviter les

poursuites et les condamnations des tribunaux de l'Inquisition, beaucoup préférèrent l'exil. Aux départs des 150 000 juifs chassés d'Espagne en 1492, il faut donc ajouter ceux des conversos, qui ne cessent pas durant tout le seizième et tout le dix-septième siècle : aux 150 000 musulmans qui quittent le royaume de Grenade après sa reconquête, les 300 000

moresques expulsés par Philippe II en 1609.

En donnant une figure extrême à son obsession d'identité, d'abord par le rétablissement forcé de l'unité de foi, ensuite par la vérification maniaque de la pureté du sang qui seule fait le vieux et vrai chrétien, l'Espagne a détruit ce qui avait fondé (et aurait pu perpétuer) sa puissance.

L'élite des juifs convertis, que l'on retrouve aux premiers rangs des grandes entreprises des rois catholiques (y compris la construction de l'Etat et la conquête de l'Amérique), n'a plus sa place lorsque la capacité à occuper les charges et les offices est mesurée à l'aune des statuts de pureté du sang. D'autre part, l'émigration des musulmans et des juifs d'Espagne constitue une coupe sévère dans la population d'un pays qui, en deux siècles, perd 400 000 ou 500 000 personnes, embarquées pour des étonnantes amériques.

Le déclin de l'Espagne - ou, à tout le moins, de la Castille - est donc inscrit dans les événements reçus par toute l'Europe comme les signes les plus sûrs de son triomphe. En détruisant l'Espagne des trois cultures, les souverains castillans, d'Isabelle à Philippe, ont dilapidé leur bien le plus précieux. Il est des livres d'historien qui aident à dissiper les fantasmes mauvais, nourris d'ignorance, que secrète notre présent. L'ouvrage de Bernard Vincent est de ceux-ci.

Roger Chartier

(1) Salomon, « La Sépharade des Balkans », fait l'objet d'un beau dossier rassemblé par Gilles Velasco : *Salonique, 1350-1918. La ville des juifs et le réveil des Balkans*. Editions Autrement. Série « Mémoires » n° 12, à paraître.

(2) Sur l'Inquisition, voir la magnifique étude de Jean-Pierre Dedieu, *L'administration de la foi : l'Inquisition de Tolède (XV^e-XVIII^e siècles)*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velazquez, 1989.

AU FIL DES LECTURES

par Pierre Lepape

Le roman de la traversée

LA TRAVERSÉE

de Paul Zumthor.

L'Hexagone

(1000, rue Amherst,

Montréal, Québec).

Diff. Interforum, 384 p., 175 F.

L'avalanche de publications savantes, d'essais, de biographies, de monographies à laquelle donne lieu la célébration du millénaire de la découverte de l'Amérique par l'Occident européen pourrait faire oublier que, de Lamartine à Claudel, d'Alejo Carpentier à Carlos Fuentes et à son *Christophe et son œuf* (Gallimard, 1980), la rencontre des deux mondes avait été aussi une affaire d'écrivains.

Médiéviste de grande réputation, auteur de quelques-uns des essais critiques les plus éclairants sur la littérature du Moyen Âge - le plus récent : *La Lettre et la Voix* : de la « littérature médiévale », au Seuil, en 1988 -, directeur de la fameuse « Bibliothèque médiévale » chez 10/18, Paul Zumthor, Genevois émigré au Québec depuis une vingtaine d'années, s'est inspiré du *Journal de Colomb* pour écrire le roman de *La Traversée*. Du 4 août au 12 octobre 1492, voici donc les récits entremêlés de quelques protagonistes de l'aventure, de l'Amiral et de son ordonnance, du commandant de la *Pinta* et de celui de la *Nina*, mais aussi des pilotes, des méde-

cins, des maîtres d'équipage et de quelques-uns de leurs hommes, des propriétaires et des notaires, des comptables et des interprètes. Tous avec des histoires, des motivations, des espérances, des peurs, des cultures, des secrets, des haines, des fidélités différentes, qui les ont amenés à se lancer dans la folle entreprise.

Du coup, ce récit à voix multiples, mené de main de maître par un écrivain qui n'ignore rien de l'histoire de cette époque ni de la manière de sentir et de rêver de ceux qui y vivent, devient une belle et houleuse méditation, tout à la fois lyrique et matérielle, sur l'univers mental de l'Europe à la fin du XV^e siècle, sur ses contradictions religieuses, sur les limites mouvantes de la foi, de la superstition et de la science, sur la pesanteur des manières anciennes de vivre et la vertige des manières nouvelles, sur les dangers de l'immobilisme et sur la panique du mouvement.

Et comme la langue de Zumthor sait épouser, sans le moindre tentation « reconstitutive », les formes de la prose de l'époque, naviguer comme naturellement entre la description précise et l'appréhension poétique des choses, la *Traversée* peut se donner comme un modèle du roman historique : totalement vrai et totalement littéraire.

La voix indienne

1492. MÉMOIRES DU NOUVEAU MONDE

d'Homero Aridjis.

Traduit de l'espagnol (Mexique)

par Irma Sayol.

Le Seuil, 434 p., 139 F.

Il y a deux ans, Homero Aridjis, romancier, enseignant et diplomate mexicain, avait publié un premier roman consacré à l'Espagne de la fin du XV^e siècle, *1492. Les aventures de Juan Cabazon de Castille*, qui racontait les aventures et mésaventures d'un jeune homme doué, de famille juive, obligé de fuir les persécutions de la monarchie espagnole et de son inquisition.

Juan Cabazon, pour échapper à ses poursuivants, s'est engagé comme gabier à bord de la *Santa Maria*. Mais le nouveau roman d'Aridjis commence où s'achève celui de Zumthor : avec le premier débarquement des compagnons de Colomb sur les côtes américaines, les premiers contacts avec la population indigène, la méfiance réciproque, les échanges de cadeaux, les hostilités déclenchées par l'appât de l'or et celui des femmes, les efforts de l'Amiral pour empêcher que les hostilités ne

se muent en massacres, les querelles d'ambition et de cupidité.

Ce qui intéresse Aridjis, c'est évidemment la rencontre des deux cultures - on serait tenté d'écrire : des deux poétiques de la vie, tant les hommes des deux bords, de manière antagoniste, sont les uns et les autres, tributaires d'une relation irrationnelle avec l'univers qu'ils affrontent ; tant chrétiens et indiens se meuvent dans des mondes parallèles, dominés par la peur et ses conjurations magiques.

Ma Cabazon, écorché par les pratiques de ses compagnons, exclu du parti des conquérants comme il l'avait été de l'Espagne catholique, va tenter de construire un véritable nouveau monde qui ne se fasse pas sur la ruine et le massacre du monde ancien. Et c'est là qu'Aridjis fait le meilleur, libère sa langue, hérétique, imagée et fortement colorée donne la mesure d'« elle-même » : dans l'évocation de la vieille voix indienne, celle des premiers découvreurs du continent, et de la manière dont cette voix parvient, peu à peu, dans l'horreur et dans l'éblouissement, à intégrer le chant de l'Europe chrétienne.

Voyager au XV^e siècle

GUIDE DU VOYAGEUR

DANS L'EUROPE DE 1492

de Lorenzo Camusso.

Traduit de l'italien

par Denis Authier.

Liana Levi, 290 p., 360 F.

A quoi ressemblait l'Europe au moment où Colomb atteignait les îles américaines ? Comment y vivait-on et surtout comment y voyageait-on ? Lorenzo Camusso et une équipe d'historiens italiens répondent à ces questions dans un ouvrage richement et intelligemment illustré. Ils repartent quelques-unes des grandes routes par où s'acheminaient les biens et les hommes, les maladies et les idées, les inventions et les terreurs, les pèlerins et les bandits.

Quelques-uns de ces itinéraires sont déjà connus comme ceux qui mènent de Genève à Bruges ou de Venise à Nuremberg, ou encore la fameuse route qui part d'Edimbourg pour arriver à Compostelle, via York.

Londres, Calais, Paris, Vézelay, Bourges et Burgos. D'autres ont été l'objet d'une littérature plus rare : Milan-Mont-Saint-Michel, Vienne-Moscou par Cracovie, Lublin, Minsk et Smolensk, Gênes-Istanbul ou Lübeck-Novgorod. Il y a les routes des marchands et celles des artistes, celles des banquiers et celles des ambassadeurs, celles des trafiquants d'armes et celles des négociants en fourrures.

Autant d'aperçus documentaires sur les métiers, les pratiques, les manières de manger et de dormir, les richesses monumentales et artistiques, la littérature de voyage, la diffusion de l'information que nous fournissent les auteurs à travers des exposés, des extraits de récits, des fiches extrêmement précises. A l'époque où Madrid n'était qu'un village et Berlin une bourgade, Milan, Florence et Venise, avec leurs 100 000 habitants, étaient les villes les plus peuplées d'Europe.

Régis Debray le trouble-fête

Un essai autour du découvreur qui est aussi un retour discret sur un itinéraire intime

CHRISTOPHE COLOMB

LE VISITEUR DE L'AUBE

de Régis Debray.

Suivi des *Traité de Tordesillas*

présentés par Bartolomé

Bernassar.

Coll. « Les Voies du Sud »,

La Différence, 125 p., 39 F.

Aux repas d'anniversaire, Régis Debray est le mauvais convive, le cousin effronté qui revient sur les querelles d'héritage, le parent têtu qui se refuse aux embrassades consensuelles. Il s'en est fait une habitude, depuis sa fausse « modeste contribution » au dixième anniversaire de mai 1968, où sa vigilance de perpétuel insatisfait démasquait, sous la louange commémorative, l'embaumement épressé des nouveaux convertis à la modernité libérale. Il récidive aujourd'hui avec ce court essai sur Christophe Colomb dont l'heureuse impertinence vient troubler l'abondante production éditoriale suscitée par le cinquième centenaire.

« L'ambivalence de Colomb, écrit Debray, est celle de son époque, qui fait si bien écho à notre modernité biforme. Démocrate et impérialiste. Rapace et généreuse. Obsédée par le flic et pètrie de bons sentiments. Colomb est exemplaire : notre paradigme. Notre grand-père. Qu'il soit infâme, dit l'Indien survivant. Qu'il soit sublime, dit le poète officiel. Et s'il était les deux ? » Les historiens de métier railleront peut-être ce mélange des genres assumé, où le présent demande des comptes au passé et le somme d'éclaircir notre avenir. Sans doute penseront-ils que Debray cède au péché d'anachronisme en émaillant son propos de jugements de valeur. « Son esprit faux l'a sauvé », dit-il ainsi du navigateur dont il fait « un archéologue échappé des vieux romans de chevalerie », « un prophète tempéré par un maniaque », un « bon-homme peu sympathique », dont le « côté moche a été sauvé par la folie ».

Mais ce serait lui faire un faux procès. Après tout, les historiens n'ont pas le monopole des commémorations. Le discours savant ne saurait étouffer les résonances

du passé dans le présent, ce jeu de miroirs où hier reflète les plaintes, les misères et les blessures d'aujourd'hui. Debray subvertit Colomb, l'utilise et le manipule pour nous parler de notre modernité, de nos égoïsmes repus et de nos espoirs déçus.

« Pitié pour les chimères »

L'enjeu est de mémoire, non d'histoire. Son vrai personnage n'est pas l'Amiral, mais l'Amérique latine, ce continent délaissé où « le fou sublime se prend tous les jours pour un autre, pour une légende d'hier ». L'Amérique et « ces latinos sans importance », cette lignée de héros tragiques qu'inaugure Colomb, ces Bolivar et Zapata, Castro et Guevara, qui « sont au personnel dirigeant de la planète ce que les vedettes d'opéra ».

« C'est un livre, et cela aurait dû être un film. A chaque page du *Christophe Colomb* d'Abel Gance, on bout de colère sans pouvoir en désigner l'objet : par la faute de quels hommes de graille, ce scénario - superbe, rigoureux, exhaustif - n'a-t-il trouvé aucun producteur ? Dix ans après la mort du réalisateur des inoubliables *J'accuse* ! et *Napoleon*, Jacques Bertoin (qui l'édite) et Bambi Ballard (qui l'a sauvé) nous offrent ce travail de toute une vie, cet espoir déçu, cette « Terre promise jamais atteinte ». Ce projet hanta Abel Gance de 1913 à sa mort tant il reposait sur d'intimes et douloureuses affinités entre le cinéaste et le navigateur, entre le découvreur de terres et l'inventeur d'images, tous deux meurtris par l'ingratitude. Reste donc le livre, immense, infiniment poli et repoli, grande fresque aventureuse et mystique.

► *Christophe Colomb*, d'Abel Gance, avant-propos de Bambi Ballard, Editions Jacques Bertoin, 688 p., 250 F.

► *Montaigne, d'où tout est sorti*. La formule est de Claude

On l'aura compris : cette pérégrination autour du découvreur cache un retour discret sur un itinéraire intime. Debray ne fut-il pas le plus « colombien » des intellectuels français en choisissant de risquer sa jeunesse dans l'aventure latino-américaine, embrassant les passions, les espoirs et les combats du continent enfanté par la découverte ? C'était alors Sud contre Nord, l'Amérique de la fantaisie contre « l'Amérique du sérieux », un partage auquel Colomb n'est pas indifférent tant son aventure se nourrit de mythes, de rêves et de légendes. « L'Amérique latine a partie liée, dès sa naissance, avec Mythes », écrit Debray ; le *Logos* n'est chez lui qu'un nord anglosaxon.

Or, c'est dans sa prison bolivienne que Debray ébaucha la première version de cet essai. Aussi s'agit-il d'un livre à secrets,

parsemé de sous-entendus, où s'exprime le souvenir mélancolique d'une ancienne passion ; de la quête d'une morale désenchantée face à l'ordre des choses et à son arrogance bonne conscience. « Pitié pour les chimères », demande pour finir Debray, préférant au « juste milieu à somme nulle » des réalistes les déceptions des rêves. Si Colomb n'avait pas cherché le Paradis sur terre, aurait-il trouvé l'Amérique ?

« Pour partir, il fallait lire », écrit encore notre désenchanté, en rappelant que, sans ses insatiables curiosités d'autodidacte, Colomb n'aurait été « qu'un bon marchand de plus ». Alors, pour aborder les zones d'ombre du cinquième centenaire, ses mers de silence et ses abîmes d'oubli, lisez Debray.

Edwy Plenel

Autres parutions

Lévi-Strauss. Montaigne, père de l'ethnologie ? A coup sûr, répond Ruggiero Romano qui préface une édition de tous les fragments des *Essais* se rapportant à l'Amérique. Fascinante (re) lecture, toute d'actualité résonance puisque, sous l'impact de la découverte américaine, émerge ici la conscience de l'Autre, la révélation de la pluralité des mondes, le goût de l'étrange et non du même, l'appel du divers et non de l'uniforme. Immortelles pages sur les Cannibales : « Je trouve qu'il n'y a rien de barbare et de sauvage en cette nation, à ce qu'on m'en a rapporté, sinon que chacun appelle barbare ce qui n'est pas de son usage. » A prescrire absolument comme remède à l'intolérance.

► *De America*, de Michel de Montaigne, préface de Ruggiero Romano, UNESCO-Editions Utz, 140 p., 95 F.

► *Marianne Mahn-Lot* est, injustement, l'oubliée des recensions colombiennes, victime sans doute de l'impitoyable logique marchande et commémorative. Car, loin d'avoir attendu le cinquième centenaire pour occuper le terrain

éditorial, cette archiviste-paléographe du CNRS, un temps secrétaire de la rédaction des *Annales*, a publié, dès 1960, un *Portrait historique de Christophe Colomb* (réédité, en 1988, au Seuil) et, dès 1970, une excellente synthèse sur la *Découverte de l'Amérique*, aujourd'hui rééditée. On y trouvera, dans une présentation claire et pédagogique, un état de la question - avant Colomb et après lui -, un choix de documents et la recension de quelques « problèmes et querelles d'interprétation ». Marianne Mahn-Lot publie aussi, en collaboration avec un universitaire canadien, une étude de la conquête européenne, dans ses variantes ibérique et nord-américaine.

► *La Découverte de l'Amérique*, de Marianne Mahn-Lot, Champ-Fleurbaey, 145 p., 30 F.

► *1492-1992, les Européens découvrent l'Amérique*, de John A. Dickinson et Marianne Mahn-Lot, Presses universitaires de Lyon, 194 p., 105 F.

E. P.

A NOUVEAU LA PHILOSOPHIE

de Dominique Janicaud.
« Bibliothèque du Collège international de philosophie », Albin Michel, 236 p., 125 F.

LE TOURNANT THÉOLOGIQUE DE LA PHÉNOMÉNOLOGIE FRANÇAISE

de Dominique Janicaud.
Ed. de l'Éclat, coll. « Tiré à part », 94 p., 70 F.

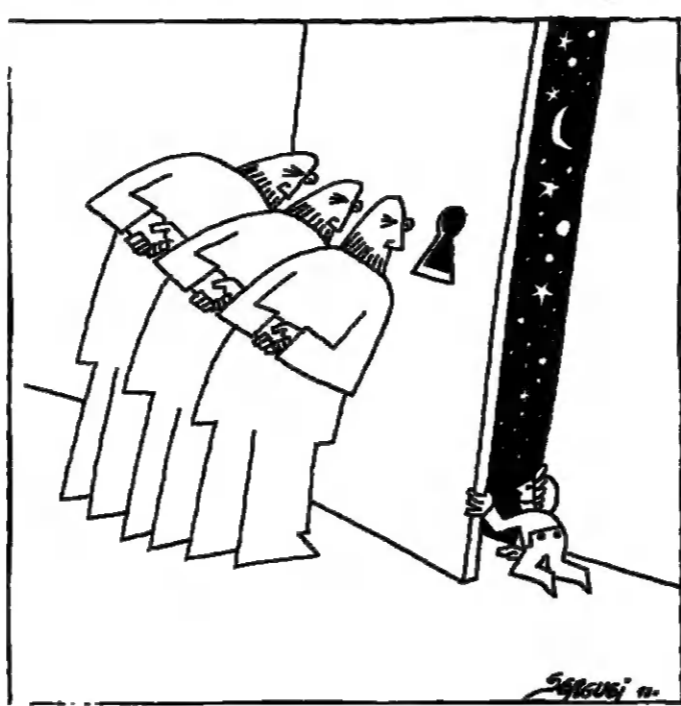
ELLE a bien de la chance, la philosophie. Car jamais le monde ne fut si difficile à penser, à la fois terrible et déconcertant. Si cette vieille dame parvient à user intelligemment de son héritage, si elle n'esquive pas les défis inouïs de ce temps — puissance des techniques, crise du sens, et quelques autres —, il se peut qu'elle renaisse tout autre. Elle qu'on disait finie, éteinte, agonisante, ou déjà enterrée, la voilà qui promet. Elle attire à nouveau. On revient la fréquenter, à partir des acquis et des problèmes de la connaissance scientifique, comme René Thom ou Henri Atlan, par exemple. D'autres embûches se réfèrent à une jeunesse perturbante dans les plumes de historiens, ainsi Michel Foucault, et aujourd'hui Paul Veyne. Ce qu'on attend d'elle, après l'effondrement des idéologies totalitaires, est aussi divers et vital que les aspirations confiées à la démocratie, sa sœur jumelle, quand tombent les dictatures.

C'est vrai qu'on lui en demande, des choses, à la philosophie ! Créer des concepts. Etayer des sagesses. Elaborer des méthodes. Extraire des significations. Entretenir des doutes. Forger des argumentations. Lui sont réclamés, ensemble, invention et rigueur, hauteur de vue et souci du détail, fidélité à son passé et goût pour l'aventure. Malgré vingt-cinq siècles d'entraînement, c'est beaucoup pour une ancêtre tenue à jouer les jumeaux. D'autant que désormais de tels exploits ne sont plus exigés pour la seule beauté du geste. On convoque la philosophie comme un dernier recours, une ultime ressource, dans un temps décliné où s'alignent les fanatismes et s'étend l'abrutissement, tandis qu'un monde est malgré tout en train de naître, bien que son visage ne se discerne pas encore.

La démarche de Dominique Janicaud trouve son point de départ dans ces quelques constats, résumés ici en images. La question qu'il pose peut se condenser en une phrase : si la philosophie veut être à la hauteur de la situation, quelles règles doit-elle s'imposer ? Ses premières réponses ne plairont pas à tous. Il écrit en effet : « Rien ne doit encourager la restauration de la vieille maison, académique et rhétorique ; ni à la complaisance envers les manies jargonantes ; ni à l'illusion de détenir les clés du savoir et de rejouer le rôle de ministre de la reine des sciences. » Voilà ce qui est écarté. Quelle est la contrepartie positive de ses refus ? Deux exigences complémentaires : rigueur, ouverture.

JANICAUD vise une rigueur effective, en acte, pas une proclamation d'intention ni une proclamation de pure forme. Sa mise en œuvre suppose un travail patient, attentif à n'exclure aucun courant de pensée, aucun thème, aucune question sous le mauvais prétexte qu'ils seraient illégitimes. Il propose donc qu'on s'efforce d'en finir avec anathèmes entre clans, crispations de parois ou cuisines régionales des problèmes. Il ne tombe pas pour autant dans le piège d'un scientisme mou ni dans l'utopie d'un accord unanime des philosophes. A nouveau la philosophie souhaite seulement que la réflexion soit un peu moins morcelée, moins entravée par des cloisons souvent factices — moins cloisons, simplement — pour faire face aux défis d'une histoire en mutation.

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Mais ce généraliste ne se contente pas d'esquisser un beau programme. Il travaille à le mettre en œuvre. Modestement, au coup par coup, sans rêver d'abattre soudain, comme par magie, les cloisons entre philosophie analytique et philosophie continentale, ni toutes celles qui isolent l'espace de la pensée des anglo-saxons de l'heure. Sa manière revient plutôt à fissurer de telles



cloisons, à élargir des brèches précieuses, à inciter qu'on en prolonge l'ouverture. Parmi les diverses études rassemblées dans ce volume, l'une s'emploie, par exemple, à montrer qu'un début de dialogue est possible entre des auteurs aussi apparemment incompatibles que Gilles-Gaston Granger et Jean-Luc Nancy, issus de filiations intellectuelles opposées. D'autres s'attachent au débat de fond entre Hegel et Heidegger, ou à la critique de Foucault par Habermas, fondée sur une bien courte compréhension de Nietzsche. Le dernier chapitre refuse de décréter, face à ce monde déconcertant qui est le nôtre — valeurs effondrées, création tarie, esprit saturé par la surabondance des possibilités offertes, — que c'en est fini de l'Histoire : l'imprévisible demeure.

L'ATTITUDE de Dominique Janicaud importe plus que le détail d'analyses qu'on ne peut suivre ici. Elle est assez exceptionnelle pour être soulignée. Voilà un professeur à l'université de Nice, auteur d'une thèse sur la généalogie du spiritualisme français (1), formé au sein de l'école heideggerienne, qui ne cède pas aux tentations du confort. Il n'hésite pas à se confronter à la question de la puissance planétaire de la technique, sans rester prisonnier de l'analyse de Heidegger, dont il a, par ailleurs, pris en considération les errements politiques (2). Une telle volonté de penser son temps, de parler clair, de ne pas esquiver les questions majeures, de risquer des confrontations entre héritages opposés sans arrondir les angles, franchement, ce n'est pas courant. Mais c'est exemplaire.

Ces remarques n'impliquent évidemment pas qu'il faille suivre

Dominique Janicaud dans toutes ses affirmations. Qu'elles s'accordent toutes les unes aux autres n'est d'ailleurs pas assuré. Il est, par exemple, difficile de saisir comment l'idée selon laquelle la culture en train de se faire aurait une structure du genre « galaxie », où coexistent des systèmes et des méthodes sans commune mesure, peut s'harmoniser avec le souci de guetter « la lente croissance de paroles initiales, de pensées sans date ». Ce point crucial ne paraît pas véritablement éclairci. On pourrait aussi lui reprocher, à côté de nombreux et vrais bonheurs d'une écriture d'éclaircissement, quelques mares décapées plutôt boy-scout, comme l'image de cette philosophie qui « se dressera, jeune et vive, insatiable de curiosité, au bord de cette aire immense où la pensée se recompose ».

En publiant, par ailleurs, le *Tournant théologique de la phénoménologie française*, Dominique Janicaud va provoquer des remous dans les citadelles universitaires. Il s'en prend, en effet, et parfois ornement, à quelques œuvres qui ne manquent ni d'ampleur ni d'influence, comme celles d'Emmanuel Lévinas, de Jean-Luc Marion ou de Michel Henry. L'essentiel de son argumentation consiste à souligner les incompatibilités entre la démarche et les méthodes de la phénoménologie, telles que Husserl les a inaugurées, et, d'autre part, la recherche d'un absolu invisible qui anime ses pensées disséminées.

Le titre de cet essai polémique correspond mal à son propos. Il eût été plus conforme au texte de parler de trahison que de tournant. S'il y avait un tournant, il pourrait être pris à l'intérieur du champ de recherche ouvert par Husserl, qui voulait s'en tenir à une analyse rigoureuse des phénomènes tels que nous en faisons l'expérience. Ce tournant pourrait résulter d'une infidélité féconde envers le maître fondateur, sans entrer pour autant en contradiction avec son projet initial. Or il y a, selon Dominique Janicaud,

contradiction, et donc trahison. Ce qu'il reproche aux philosophes inspirés, dont il ne confond pas les itinéraires respectifs, ce n'est donc pas leur souci religieux. Il ne s'en prend pas, en un mot, à la transcendance chez Lévinas, à l'appel chez Jean-Luc Marion ou à la vie chez Michel Henry. Il critique leur tentative de restaurer une pensée qu'il juge théologique, sous le couvert d'une phénoménologie ne pouvant le permettre qu'au prix de distorsions où elle se perd. Car « phénoménologie et théologie font deux », rappelle Dominique Janicaud. Tenue à de strictes limites de méthodes, la phénoménologie ne peut prétendre être toute la philosophie, ni ouvrir la voie à un retour au pouvoir de la vieille dame Théologie, qui fit si longtemps de la philosophie sa servante.

Si la question de Dieu n'est évidemment pas à exclure, et pas même de la philosophie, elle se trouve nécessairement mise à l'écart par la démarche spécifique de la phénoménologie dont ces œuvres, malgré tout, se réclament hautement. Selon Dominique Janicaud, il aurait mieux valu, pour la clarté et la cohérence des démarches, que la foi religieuse eût été affichée, voire l'autorité des Écritures revendiquée. En dépit de précautions oratoires multiples, il est clair que Dominique Janicaud est convaincu que nulle jeunesse n'attend la philosophie si elle s'accommode de manière clandestine à l'ancêtre théologique.

Ce livre ne manquera pas de susciter des discussions. Il pose à sa manière une plus vaste question concernant l'histoire intellectuelle française de ces trente dernières années, qui mériterait d'être explorée aussi sous un jour sociologique. Comment se fait-il, pour le dire vite, qu'une partie de l'air du temps soit passée, en une ou deux générations, d'une fascination pour la dictature du prolétariat ou les machines désirantes à la tentation des atmosphères de sacralité et de fonction ecclésiale ? Il faudrait un jour creuser cette énigme.

(1) Une généalogie du spiritualisme français. Aux sources du bergsonisme : Bergson et la métaphysique (Nijhoff, 1969).
(2) Voir, sur la question d'une philosophie de la technique, son remarquable ouvrage *La Puissance du rationnel* (Gallimard, 1985) et, sur Heidegger, *L'ombre de cette pensée : Heidegger et la question politique* (Milan, 1990).

La logique de Dummett

Disciple de Wittgenstein, le savant britannique se refuse à penser la philosophie analytique en terme de rupture

LES ORIGINES DE LA PHILOSOPHIE ANALYTIQUE

de Michael Dummett.
Traduit de l'allemand par Marie-Anne Lescourret.
Gallimard, 240 p., 115 F.

LA PHILOSOPHIE DE LA LOGIQUE

de Michael Dummett.
Traduit de l'anglais par Fabrice Patout.
Mimuit, 148 p., 98 F.

Michael Dummett est l'un des grands philosophes britanniques d'aujourd'hui. Sa renommée n'est pas le fruit d'une mode récente, puisque ses premiers articles datent du début des années 50. Loin de se limiter au microcosme d'Oxford, où Dummett enseigne la logique, elle s'étend d'ailleurs à l'ensemble des universités anglo-saxonnes. Malgré cela, Dummett, dont le travail s'inscrit dans le sillage de Frege et de Wittgenstein, reste encore pratiquement inconnu en France, où deux de ses livres viennent seulement d'être traduits.

Curieusement, les *Origines de la philosophie analytique* nous arrivent d'Allemagne — où elles furent publiées en 1988 à partir d'une série de conférences données à Bologne. Quant à l'ouvrage baptisé *Philosophie de la logique*, il ne regroupe en fait, avec une préface de Fabrice Patout, que deux articles (sur le concept de vérité et les fondements de la logique intuitionniste) extraits du livre de Dummett, *Truth and Other Enigmas*,

datant de 1978. Mais ne faisons pas la fine bouche : même insuffisantes, ces traductions offrent de quoi méditer à ceux qui cherchent à échapper aux ornières dans lesquelles, actuellement, s'enlise la philosophie dite « continentale », française ou allemande.

L'opposition entre le « continuisme », d'une part, et le monde anglo-saxon, de l'autre, n'est-elle pas, du reste, l'un de ces blocages absurdes que la démarche de Dummett permet de faire sauter ? Le but de ses travaux récents est, en tout cas, de rappeler que, contrairement à ce que croient la plupart des spécialistes, la philosophie dominante aujourd'hui dans le monde anglo-saxon ne procède pas seulement de l'empirisme anglais (Hume, Berkeley) ni du pragmatisme américain (James, Peirce), mais aussi et peut-être d'abord d'un courant de pensée typiquement germanique, qu'on peut rapidement baptiser des quatre noms suivants : Bolzano, Brentano, Frege, Husserl.

Adversaire de Kant, Bolzano est, après Leibniz, l'un des fondateurs de la logique moderne, formelle et symbolique. Dominicain, Brentano s'efforce de comprendre, à travers le concept d'intentionnalité dont il est l'inventeur, le mécanisme par lequel la conscience donne un sens aux choses. Philosophie et mathématicien, Frege dégage les fondements logiques de l'arithmétique et, simultanément, tente d'élever l'étude des lois de la pensée au rang de science objective. Quant à Husserl, après avoir cédé dans ses premiers écrits aux tentations du psychologisme, il s'en libère (grâce, entre autres, à

Frege) dans les *Recherches logiques* — même si c'est pour effectuer, dans son œuvre ultérieure, un retour quelque peu décevant à « l'intuition » cartésienne.

De cette famille d'esprit jalonnant le XIX^e et le début du XX^e siècle, des gens comme Moore, Russell et Wittgenstein surent retenir l'inspiration fondamentale qu'on peut résumer par ces trois maximes : arracher la logique à la psychologie ; aborder l'analyse de la pensée par le biais de celle du langage ; rattacher la question de la vérité à celle, plus fondamentale encore, de la signification.

Ces trois maximes sont celles qui, depuis cinquante ans, président à l'essor de la philosophie analytique et lui ont permis d'atteindre, dans quelques domaines, des résultats non négligeables. En rappelant leur origine « continentale », Dummett montre combien cette philosophie, loin de s'être instaurée à partir d'une rupture absolue, s'enracine dans une tradition, celle de la réflexion post-kantienne. Une telle conclusion peut ne pas plaire à tout le monde, mais présente un avantage certain. En refusant de céder à l'illusion de la nouveauté radicale, Dummett finit par nous convaincre que la philosophie a une histoire marquée par des progrès réels, quoique nécessairement lents et toujours limités. A l'heure où tant de voix la prétendent morte, cette vision à la fois optimiste et prudente n'a-t-elle pas quelque chose de réconfortant ?

Christian Delacampagne

Les idées au logis

Etudier les idées dans « leur habitat, leur vie, leurs mœurs » : c'est le nouvel et audacieux pari d'Edgar Morin

LA MÉTHODE. IV : LES IDÉES

d'Edgar Morin.
Seuil, 266 p., 130 F.

Voici le quatrième volume d'une œuvre entreprise il y a vingt ans et dont les trois premiers s'intitulent : *La Nature de la Nature* (1977), *La Vie de la Vie* (1980), *La Connaissance de la Connaissance* (1986). La vie jaillit de la nature et, à son tour, produit la connaissance. Mais que sort-il de cette dernière ? Des idées, bien entendu. Qu'est-ce qu'une idée ? Platon, Descartes, Hume, Kant ont, sur ce point, des théories célèbres. Pourtant, les idées sont de drôles de bestioles : nul ne sait vraiment d'où elles viennent, pourquoi elles courent ni quand elles meurent. Bref, il serait temps de les observer de près, avec la même attention que M. Fabre portait aux insectes. Tel est en gros le projet d'Edgar Morin dans ce livre dont le sous-titre annonce qu'il étudie non pas les idées en général mais, de façon précise, « leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation ».

Ce pari audacieux était-il tenable ? Non, bien sûr. Edgar Morin a beau avoir tout lu, il a beau posséder au plus haut point l'art de cerner l'essentiel ou celui de placer une théorie comme dans une perspective inédite, il ne peut évidemment pas répondre d'un seul coup à toutes les questions que, depuis vingt-cinq siècles, les philosophes se posent. Telle n'est d'ailleurs pas son ambition. D'une façon plus modeste et plus scientifique, il cherche simple-

ment à formuler avec précision les critères qui permettent de reconnaître une idée nouvelle, de comprendre son succès ou d'expliquer pourquoi, après s'être vidée de son sens, elle peut devenir dangereuse voire mortifère.

En somme, Edgar Morin a écrit, avec ce quatrième volume de la *Méthode*, une sociologie des idées qui tente de tenir compte de tout ce qu'un esprit éclairé peut savoir en cette fin du vingtième siècle des développements les plus récents des sciences humaines aussi bien que de ceux de l'actualité politique et culturelle.

Une telle synthèse pourrait être simplement didactique, sans plus. Si ce n'est pas le cas, si ce livre réussit à nous faire réfléchir et ouvre même des voies nouvelles, il le doit d'abord à la personnalité de son auteur. Edgar Morin est décidément un sociologue atypique. Il est même, et c'est tant mieux, très peu sociologue au sens classique du terme. Les chiffres l'ennuient, les statistiques l'assomment et les enquêtes lui

servent surtout de prétexte à rêver. Savant, il est aussi gourmand. Et, lorsqu'il doute de la science, ce qui lui arrive souvent, il se retourne vers l'art, la poésie, le cinéma, ou le journal du soir. De la moindre anecdote il fait son miel. Quand il dit qu'on entend davantage d'opinions personnelles devant le zinc d'un bistrot que dans un cocktail littéraire, on peut lui faire confiance : il sait de quoi il parle. C'est ce mélange d'ironie décapante et de solide bon sens qui donne, à chacun de ses livres et à celui-ci en particulier, ce quelque chose d'inimitable qui s'appelle un ton.

Mais si le ton fait l'essayiste, il agace quelquefois le lecteur. Certains trouveront qu'Edgar Morin abuse des néologismes, des mots composés, des préfixes en tout genre. Ils se demanderont ce que peuvent vouloir dire « l'auto-géno-phéno-égo-éco-ré-organisation » (page 71), ou bien « le complexe trans-méga-macro-méso-micro-social » (page 78). D'accord, Edgar Morin exagère. Il en fait trop, comme on le dit de certains comédiens. Mais cette propension à l'exotisme fait à son tour partie du personnage, qu'elle conforte dans sa marginalité.

D'un bout à l'autre de ces quatre volumes (gageons qu'il y en aura d'autres !), la *Méthode* reste à ce jour une entreprise unique en son genre. Il serait dommage de s'en détourner sous prétexte que, parfois, elle déborde, comme un fleuve tropical à la saison des pluies.

Ch. D.



كتاب من القرآن

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Freud-Ferenczi : une si longue amitié

En mars, chez Calmann-Lévy, paraîtra le premier volume des lettres échangées entre Sigmund Freud et le psychanalyste hongrois Sandor Ferenczi. Totalement inédite et monumentale, cette correspondance, qui va de la première rencontre, en 1908, à la mort de Ferenczi, en 1933, comportera trois volumes dont la publication est étalée sur six ans. Des éditions allemande, italienne et américaine seront également inaugurées au cours de l'année.

A l'occasion de cet événement, le Centre interuniversitaire d'études hongroises (dont le siège est à l'Université Paris-III de la Sorbonne nouvelle) organise, du 16 au 18 janvier, à la Sorbonne, à l'Institut hongrois (92, rue Bonaparte, 75006 Paris) et au Centre Georges-Pompidou, un colloque consacré à « l'héritage de Ferenczi, disciple et ami de Freud ». Parallèlement, du 16 au 25 janvier, l'Institut hongrois présentera une exposition : « L'école hongroise de psychanalyse ».

► Renseignements au Centre interuniversitaire d'études hongroises (tél : 45-87-41-83) et à l'Institut hongrois (tél : 43-28-06-44).

Mort de l'écrivain antillais Vincent Placoly

Nous apprenons la mort du romancier martiniquais Vincent Placoly, le 6 janvier à l'hôpital Zobia-Quitman de Fort-de-France.

Né en 1946 à Marin (Martinique), professeur de lettres à Fort-de-France, réalisateur d'émissions littéraires, l'une, mensuelle, *Craîtres* sur RFO-Télévision, l'autre, hebdomadaire, *Un livre, un trésor*, à RFO-Radio, Vincent Placoly était l'un des membres fondateurs du Groupe révolutionnaire socialiste (GRS, trotskiste). C'est Maurice Nadeau qui avait publié ses deux premiers romans, *La Vie et la mort de Marcel Gontran* (Denôël, 1971) et *L'eau-de-mort Guilde* (Denôël, 1973). Auteur d'essais, de nouvelles et de chroniques - notamment sur l'abolition de l'esclavage en Martinique dans *Frères Volcans* (La Brèche, 1983) -, Vincent Placoly venait de recevoir le prix Frantz Fanon pour son recueil de nouvelles et d'essais, *Une journée torride* (La Brèche-PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, 1991).

La mort d'Aby Wiewiorka

L'emprise du yiddish

Spécialiste et traducteur de littérature yiddish, Aby Wiewiorka est décédé, le 28 décembre, à Paris.

Les circonstances de la naissance d'Aby Wiewiorka, le 5 juin 1921, sont comme l'annonce des multiples facettes de sa vie. Il naît de parents juifs polonais en transit en Allemagne à destination de Paris, où sa famille se fixe en 1924.

Pour Aby Wiewiorka, enfant de l'école française et de Paris, la culture yiddish est le fil rouge qui court tout le long de son existence. Aux diverses étapes de sa vie, cette culture, quel que soit son avatar linguistique, apparaît comme son destin. Un père, Wolf Wiewiorka, écrivain yiddish à Paris, assassiné à Birkenau ; un oncle, Avrom Wiewiorka, écrivain yiddish soviétique, qui meurt à Kiev ; Aby, dont la langue de culture et de communication est le français, n'échappe pas à cette emprise.

A l'issue de la guerre, à vingt-cinq ans, la militance sans certitudes péremptoires devient pour lui un mode d'être. Mais une culture particulière, où politique et culture sont intimement liées, comme il est de règle dans le monde yiddish. Avec un groupe de jeunes juifs dont les solidarités ne se démentiront jamais, il adhère, en même temps que sa femme Rachel, au mouvement socialiste juif, le Bund. Plus tard, il sera un des fondateurs du CLEJ (Club laïque de l'enfance juive), qui cherche à faire connaître aux enfants leur patrimoine historique et culturel et les valeurs de justice et d'égalité qui sont les idéaux de leurs aînés. Comme prolongement à cette activité, on trouve son obligation, aux côtés de ses amis, à faire revivre la bibliothèque yiddish Medem (52, rue René-Boulanger, 75011 Paris).

Dernière étape, enfin, de son destin qui le ramène au cœur de la

littérature yiddish : il en devient un des traducteurs, au moment précisément où on se résout enfin, en France, à traduire les œuvres yiddish directement de l'original. Homme de dialogue, Aby Wiewiorka trouva, à travers cette activité de traducteur, sa forme d'expression privilégiée, car faite de don et d'échange mutuels.

Il s'attelle à traduire, avec Henri Minzeles, *Ma vie* (inédit) de Vladimir Medem, un des fondateurs du Bund de Russie. Mais c'est surtout sa collaboration avec Henri Raczymow qui permettra au public français de découvrir des œuvres importantes de la littérature yiddish. De Sholem Asch, *la Sanctification du Nom* (L'Age d'homme, 1985), roman sur le martyrologe juif lors des massacres de Chmielnicki, puis un des volumes de la trilogie, *Varsovie* (Belfond, 1987), qui évoque la vie juive en Pologne ; toujours avec Henri Raczymow, *les Contrebandiers*, d'Oser Warszawski (Seuil, 1989), œuvre tragique et burlesque sur les juifs d'un shtetl polonais pendant la première guerre mondiale. Tous deux venant d'achever la traduction d'une des œuvres majeures de Mendele-Mokher-Sforim, *Fishke-le-Boiteux* (à paraître). Avec Nicole Lapiere, qui poursuivait sa quête du *Silence de la mémoire*, il s'est attaché à reconstituer et à traduire, dans *Le Livre retrouvé* (Plon, 1991), la voix étouffée de Simha Guterman, qui revient nous agripper de l'au-delà du génocide par ses prolongements tragiques dans notre propre histoire contemporaine et dans celle de ses fils et petits-fils en Israël (voir « Le Monde des livres » du 25 octobre).

Le yiddish devient ainsi, il est devenu en tout cas, pour Aby Wiewiorka un pont entre les deux rives.

Rachel Ertel

Croisière nordique

Le 25 février 1992, trois cents écrivains finlandais, suédois, norvégiens, danois, allemands, polonais, russes et baltes s'embarqueront à Saint-Petersbourg sur la *Konstantin-Simonov* pour une croisière littéraire en mer Baltique qui les amènera successivement à Tallin, Riga, Gdansk, Lübeck, Copenhague, Norrköping, Stockholm et Helsinki. Dans chacune de ces huit escales, ils participeront à des manifestations culturelles, des réceptions et des séminaires consacrés aux problèmes de la défense des droits d'auteur, de l'environnement, de la situation des livres d'enfants,

etc. Cet arrangement est encore sans précédent et ses organisateurs (les associations d'écrivains scandinaves) pensent qu'il pourrait être unique en son genre, car nul ne sait comment les événements politiques évolueront demain. Les frais d'un tel voyage sont élevés et il a fallu, pour les couvrir, ou en couvrir au moins une partie, faire appel à la générosité de différents mécènes. La seule location du navire, qui durant la belle saison transporte des touristes, coûtera environ 1 million de nos francs...

Camille Olsen

BANDES DESSINEES

L'humour, viatique du neuvième art

LE QUATRIÈME CHAT

de Philippe Geluck.
Ed. Casterman, 80 p. en couleurs, 95 F.

LA BRETELLE NE PASSERA PAS

de Jean-Luc Abiven.
Rackham Productions, 46 p. noir et blanc, 34 F.

L'ANNÉE DU TAG

de René Pétillon.
Ed. L'Echo des Savanes-Albin Michel, 34 p. en couleurs, 59 F.

ON S'ENERVE POUR UN RIEN

de Tignous.
Ed. La Découverte, coll. « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours », 108 p. en noir et blanc, 79 F.

BOULOT, BOULOT

de Denis Pessin.
Ed. Liana Levi, 122 p. en noir et blanc, 78 F.

L'HUMOUR et la bande dessinée devraient, logiquement, faire bon ménage et donner naissance à une floraison d'albums. Or, à l'exception de quelques séries pour enfants comme *Boule et Bill*, *Spirou et Fantasio* ou *Les Tuniques bleues*, dont on serait bien en mal de dire si c'est la nostalgie ou leur réelle qualité qui les fait encore aimer, ou encore des incroyables strips des *Peanuts* ou de *Calvin*, le mariage du neuvième art et de l'humour semblait s'essouffler. On ne boudait donc pas les auteurs de bande dessinée qui continuent à faire de l'humour leur viatique.

Le *Quatrième Chat*, quatrième aventure du héros félin conçu en 1983 par Philippe Geluck, est un festival de non-sens et d'absurde. Les gags, sertis dans un dessin à la mesure de l'appendice nasal de ce chat, tombent comme obus à Gravelotte, en sautant du coq à l'âne - des fêtes de Noël au sport, de la guerre au sort des écrivains, - par le biais d'une seule image ou d'une planche. Bref, un chat qui mériterait d'être britannique (ou irlandais), à force de voisiner avec



Illustration de Jean-Luc Abiven.

Jerome K. Jerome et Bernard Shaw. L'album réalisé aux jeunes éditions Rackham par Jean-Luc Abiven, *La bretelle ne passera pas*, est sans doute fondé sur un scénario plus classique : le héros, le petit rondouillard René Marguerite et son copain Messoud tentent de faire obstacle à la construction d'une autoroute sur leur *home, sweet home*. Mais les gags, les jeux de mots et les personnages de second plan - comme le professeur africain Doudou - insérés dans cette histoire, préfacée par Pierre Etaix, feront inévitablement trembler les muscles zygomatiques les moins souples.

En matière d'humour, y compris, et surtout, grinçant, l'actualité constitue une veine inépuisable pour les auteurs de bandes dessinées. Abandonnant pour un temps les tribulations du détective Jack Palmer, René Pétillon donne, avec son *Année du tag*, sa version de l'actualité 1991 et notamment de la guerre du Golfe, du centenaire de la mort de Rimbaud, de la lutte antitabac, de la fièvre banlieusarde ou des événements à l'Est. Le dessin de ce soldat du désert agacé par le « glou-glou » alcoolisé de son camarade d'ennui, ou celui de cette mondaine expliquant devant un défilé

de mode que le bouillonnement de l'actualité l'empêche de s'intéresser à la guerre, et beaucoup d'autres, passés au décapage du trait et de la phrase qui tuent, forment le plus savoureux et le plus acide des mémoires.

Les dessinateurs de presse, ces cousins germains des auteurs de bandes dessinées, n'ont pas chômé l'an dernier. Tignous, un jeune dessinateur qui a installé ses pénates ravageuses dans plusieurs quotidiens et au journal d'Antenne 2, livre, lui aussi, sa lecture personnelle de l'actualité. Aidé d'un dessin filiforme, cet héritier de Reiser et de Siné passe à la moulinette d'un humour très noir la bêtise télévisée, celle de l'armée, de la guerre ou des hommes politiques, en évitant les chausse-trappes du poujadisme ou de la vulgarité. Quant à Denis Pessin, dont les lecteurs du *Monde* peuvent apprécier l'esprit caustique et la concision du trait au jour le jour, il a consacré son album de dessins, intitulé sobrement *Boulot, boulot*, au thème du travail. En n'oubliant pas que la langue populaire baptise le travail du mot « chagrin ». C'est drôle, amer et tendre.

Yves-Marie Labé

« Caravanes » continue

Les Caravanes de Jean-Pierre Sire et d'André Velter sont reparties, sur leur beau papier ivoire, pour un nouveau tour du monde à la recherche de l'inconnu.

Recueil des « littératures à découvrir », cet almanach ne suit ni routes ni palmiers. Il prend le départ en Asie par une histoire chinoise du dixième siècle, imaginée-racontée par le Japonais Yasushi Inoue : la profanation des sépultures de la dynastie précédente ; la tombe d'une princesse Tang, morte à dix-sept ans, va ensevelir, avec son butin, l'un des pillards, dont les archéologues retrouvent le squelette en 1980...

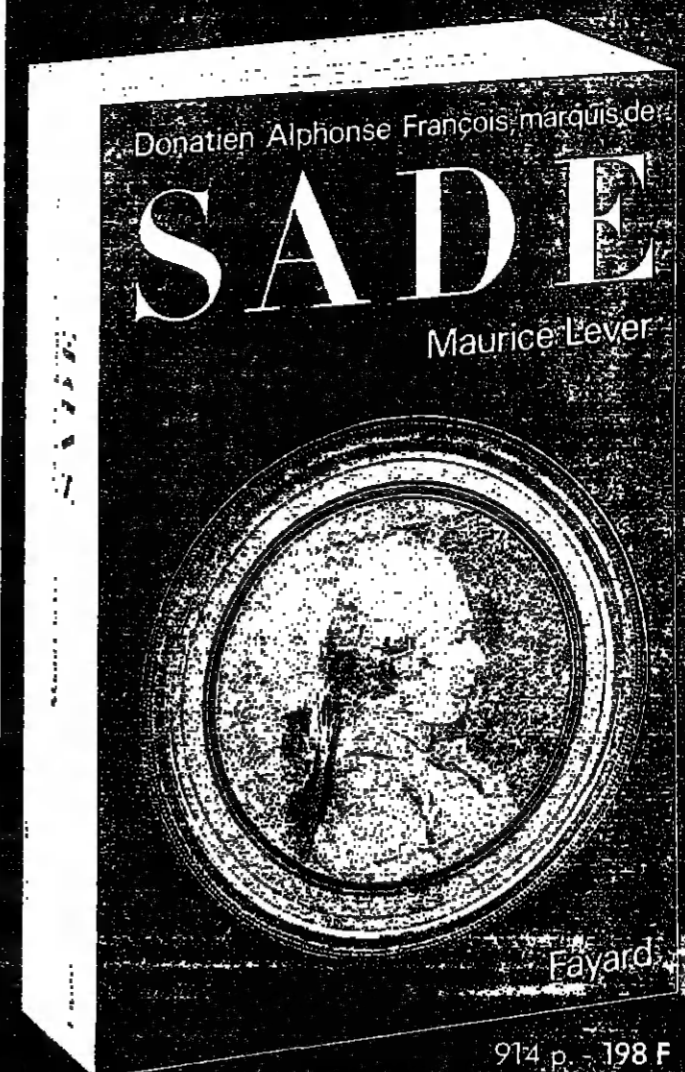
Voyages de poètes en exil, en rélegation, ou simplement ailleurs, errances sans obligations ni attaches d'exilés, dans un univers en déséquilibre, l'Amérique latine vue de loin avec Severo Sarduy, Lezama Lima, Luis Mazon. Une visite plus proche à Claude Roy ou aux *Nocturnes* d'André Dhôtel. La découverte de l'étrange italienne Cristina Campo (1923-1977), qui écrivait sous pseudonyme des méditations baptisées des *Impardonnables*. Des conseils d'Henry Miller, qui regrette, dans ses souvenirs inédits, de n'être jamais allé à Lhasa, à La Mecque ou à Tombouctou : « Ne lisez que ce que vous avez envie de lire, même si c'est considéré comme dépassé ou inutile. Plus une littérature est inutile, plus elle a de chances d'être de la grande littérature (...). Pour ma part, des auteurs que j'ai adorés, deux ont suffi à ma vie de lecteur : Knut Hamsun et Blaise Cendrars ».

Et, comme chaque année, la caravane rejoint la *Confession frivole VI* et *VII* du Hongrois Miklos Szenkuthy. Nous n'en sommes encore qu'à la guerre de 1914 à l'école élémentaire... A suivre. Jusqu'à l'an 2000.

N. Z.

► Caravanes, n° 3, Editions Phébus, 354 p., 260 F.

Meilleur livre de l'année 1991
choisi par
Bernard Pivot
et l'équipe de Lire



Un livre d'une touchante et constante beauté.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

A personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Didier Senechal, Lire

Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le : cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crepeau, La Croix

Une aventure des plus exceptionnelles survient aujourd'hui à Sade :

177 ans après sa mort, le voici non seulement fondu dans l'histoire mais explique par elle, par la volonté et le plaisir d'un historien, Maurice Lever.

Annette Farges, Libération

La nouvelle biographie de l'auteur de « Justine » fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Evenement du Monde

FAYARD

